## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



### **MINISTÈRE DU BUDGET**

# CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2026 - 2028

Kinshasa, septembre 2025

#### **SOMMAIRE**

LI	STE DES	S ACRONYMES 3	
Rl	ESUME A	ANALYTIQUE4	
O.	. INTROI	DUCTION 6	
I.	DEV	ELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT8	
	I.1 Déve	loppement économique récent 2022-20248	
	I.1.1	Secteur réel8	
	I.1.2	2 Secteur extérieur	
	I.1.3	Secteur monétaire	
	I.2 Déve	loppement budgétaire récent 2022-2024	
	I.2.1	Politique fiscale	
	I.2.2	2 Evolution des recettes propres et des dons	
	I.2	BEvolution des dépenses	
	I.2.4	Evolution du solde budgétaire et du financement26	
	I.3 Situat	tion de la dette publique26	
II.	. PER	SPECTIVES ECONOMIQUES 2026-202828	
	II.1 I	Perspectives internationales	
	II.2	Perspectives nationales	
	II.2.	1 Secteur réel30	
	II.2.	2 Secteur extérieur	
	II.2.	3 Secteur monétaire	
II	I. ORII	ENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUE	ES
	SECT	TORIELLES 2026-2028	
		En matière des recettes35	
		Politique en matière des dépenses	
		Politique d'endettement	
		Partenariat Public-Privé39	
		Principales actions sectorielles	
		5.1 Secteurs productifs et des infrastructures	
		5.2 Secteurs sociaux	
		5.3 Secteur de souveraineté	
IV	. PRO	GRAMMATION BUDGETAIRE 2026-202861	
		Evolution des dépenses61	
	IV.1	1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central	

	IV	7.1.2 Evolution des dépenses des Provinces	63
	IV	7.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	64
	IV.2	Evolution des recettes (recettes propres et dons)	64
	IV	7.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central	65
	IV	7.2.2 Evolution des recettes des Provinces (recettes propres et dons)	67
	IV	7.2.3 Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes).	68
	IV.3	Evolution du solde budgétaire et de son financement	68
	IV.4	Allocations sectorielles 2026-2028	73
	IV.5	Allocations par grande fonction	73
V.	CO	MPARAISON CBMT 2026-2028 ET CBMT 2025-2027	. 74
	V.1	Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2025-2027	74
	V.2	Analyse des écarts CBMT 2025-2027/2026-2028	75
VI.	. LE	S RISQUES BUDGETAIRES	. 77
VT	I. CO	NCLUSION	84

#### LISTE DES ACRONYMES

CBMT : Cadre Budgétaire à Moyen Terme

CDMT : Cadres des Dépenses à Moyen Terme

CISM : Centres Intégrés des Services Multisectoriels

CPCM : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique

CPRK : Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa

CTCPM : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière

DGPPB : Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

DOB : Débat d'Orientation Budgétaire

DRB : Déclaration des Risques Budgétaires

EPST : Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FEC : Facilité Elargie de Crédit

FMI : Fonds Monétaire International

IBP : Impôts sur les Bénéfices et Profits

INERA : Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique

LOFIP : Loi relative aux finances publiques

NTIC : Nouvelle Technologie de l'Information et de Communication

OVG : Observatoire Volcanologique de Goma

PIP : Programme d'Investissement Public

PIMA : Public Investment Management Assessment

PNSD : Plan National Stratégique de Développement

SENASEM : Service National des Semences

#### **RESUME ANALYTIQUE**

Après un niveau de l'activité économique de **1,7%** en 2020 et de **6,2%** en 2021 dû aux chocs liés à la COVID-19 et à la guerre en Ukraine, l'économie du pays a connu une reprise entre 2022 et 2024 situant la croissance dans un sentier de progression. En effet, la croissance s'est située à **8,9%** en 2022 et à **8,6%** en 2023, dans un contexte de mise en œuvre d'un programme formel avec le Fonds Monétaire International au titre de Facilité Elargie de Crédit. En 2024, elle a fléchi à **6,7%**, de suite du comportement de certains produits miniers et de leurs cours.

Corolairement à l'activité économique, les finances publiques ont montré une embellie des recettes domestiques. De **7,8%** en 2020 puis **10,5%** en 2021, la pression fiscale a progressé pour atteindre **12,3%** entre 2022 et 2024, grâce à la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières ainsi qu'à l'intensification des contrôles.

Par ailleurs, la politique budgétaire a été expansionniste au cours de la période 2022-2024. Les dépenses ont progressé de **10,8%** du PIB entre 2019 et 2021 à **16,8%** du PIB entre 2022 et 2024, notamment pour des raisons sécuritaires.

Les opérations financières du pouvoir central se sont soldées avec des déficits globaux autour de **1,6%** du PIB entre 2022 et 2024, financés notamment par les emprunts projets et programmes dans le cadre notamment du programme avec le FMI et par la levée de fonds sur le marché des titres publics local. Les déficits hors ressources extractives se sont situés à autour de **7,3%** du PIB sur la période.

Les perspectives de croissance économique mondiale sont projetées à **3,1** % en 2026. À moyen terme, la dynamique devrait se maintenir, avec une progression moyenne estimée à **3,2** % sur la période 2026-2028.

Au niveau national, la période 2026-2028 connaitrait un ralentissement de l'activité économique comparativement à la période 2022-2024. En effet, le taux de croissance économique se situerait à **5,4%**, contre **8,1%** observé les trois dernières années.

La politique budgétaire envisagée concourra à l'atteinte d'une pression fiscale de **13,3%** entre 2026 et 2028, contre **12,5%** estimée en 2025. Ce qui permettrait d'accroître les investissements dans les secteurs productifs et sociaux à travers notamment la poursuite de la mise en œuvre de grands projets amorcés.

En valeur nominale, les recettes globales du CBMT 2026-2028 (recettes propres et dons) se situeraient à **185.775,6 milliards de FC**, dont **152.091,8 milliards de FC** du Pouvoir central. Les dépenses globales quant à elles, se situeraient à **221.690,2 milliards de FC** dont **188.006,2 milliards de FC** pour le Pouvoir central.

En moyenne, les recettes se situeraient à **61.925,2 milliards de FC** l'an (dont **50.697,3 milliards de FC** pour le Pouvoir central), contre les dépenses totales de **73.896,7 milliards de FC** l'an (dont **62.668,3 milliards de FC** pour le Pouvoir central).

Ce qui dégagerait un déficit global moyen de **11.971,5 milliards de FC** et un déficit hors mines et pétrole moyen de **28.236,3 milliards de FC**, imputable au Pouvoir central. Ce niveau de déficit devrait être financé par des emprunts des partenaires au développement notamment du FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) ainsi que par la levée de fonds sur le marché financier local.

Comparé au CBMT 2025-2027, il ressort que les recettes courantes projetées pour les années 2026 et 2027 dans le CBMT 2026-2028 accusent une régression de **0,5%** en 2026 et un accroissement de **4,1%** en 2027. Les dépenses projetées (hors dettes), quant à elles, accusent des accroissements de **9,1%** en 2026 et **13,0%** en 2027.

#### O. INTRODUCTION

Ce document contient la programmation budgétaire de la période 2026-2028. Il accompagne le projet de Loi de finances de l'exercice 2026 au Parlement, conformément aux dispositions des articles 78 et 79 de la LOFIP et 7 du décret portant gouvernance budgétaire.

La programmation budgétaire contenue dans ce document présente le profil de recettes, de dépenses, du solde et de financement pour la période 2026-2028 compatibles avec les objectifs macro-économiques de la période, le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028 ainsi que la lettre d'orientation budgétaire 2026.

Elle tient compte de différentes mesures fiscales et non fiscales envisagées sur la période et s'aligne sur les priorités sectorielles conformément au Programme d'Investissement Public (PIP), tout en accordant une attention particulière aux provinces affectées par la guerre dans l'Est du pays, ainsi qu'à certaines entreprises publiques confrontées à des difficultés de trésorerie, notamment la REGIDESO. Par ailleurs, elle intègre les projets de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Dans un contexte de conclusion d'un programme avec le FMI au titre de Facilité Elargie de Crédit et de Facilité pour la Résilience et la Durabilité, la programmation budgétaire 2026-2028 intègre les ressources correspondantes au titre de don budgétaire et d'emprunt programme et s'aligne sur les différents objectifs indicatifs du programme, notamment les niveaux du solde intérieur et de rémunération.

Enfin, la programmation budgétaire 2026-2028 met un accent particulier sur le solde budgétaire hors ressources naturelles y compris la dimension ressource pétrolière en perspective de la formulation des règles budgétaires sur la rationalisation de la dépense publique.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce document s'organise autour de cinq chapitres assortis de quatre annexes. Le premier chapitre décrit le développement économique et budgétaire récent, le deuxième décline les perspectives économiques et budgétaires à moyen terme. Le troisième présente la politique budgétaire et les principales actions des politiques sectorielles envisagées sur la période 2026-2028. La programmation budgétaire 2026-2028 est présentée au chapitre 4, tandis que sa comparaison avec celle de la période précédente constitue le chapitre 5.

Les annexes sont constituées : (i) des indicateurs macroéconomiques 2026-2028, (ii) de la programmation budgétaire 2026-2028, (iii) des allocations sectorielles 2026-2028 et (iv) des plafonds indicatifs des provinces.

#### I. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET BUDGETAIRE RECENT

En dépit d'un contexte international et national complexe caractérisé par les effets persistants de la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques (guerre en Ukraine, moyen orient,...), causant ainsi les perturbations, notamment dans les chaines d'approvisionnement, la fluctuation des cours des matières premières et la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, l'économie et les finances publiques congolaises ont fait preuve d'une résilience remarquable entre 2022 et 2024. En effet, de **4,1%** entre 2019 et 2021, le taux de croissance économique a atteint **8,1%** entre 2022 et 2024. De même, la pression fiscale est passée de **8,8%** sur la période 2019-2021 à **13,2%** entre 2022 et 2024.

Cette embellie s'explique par les mesures de relance gouvernementales ainsi que par une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire. Aussi, l'entrée en programme avec le FMI en 2021 dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) a-t-elle permis à la fois de stimuler la croissance économique et de garantir la soutenabilité des finances publiques.

#### I.1 Développement économique récent 2022-2024

#### I.1.1 Secteur réel

#### • Evolution de l'activité économique

L'activité économique a globalement affiché un dynamisme remarquable entre 2022 et 2024, avec un taux de croissance moyen annuel de **8,1%**, soit à peu près le double de celui de la période 2019-2021 qui s'est chiffré à **4,1%**. Cette dynamique a été principalement soutenue par la robustesse du secteur minier, elle-même favorisée par la résilience des cours mondiaux des principales matières premières exportées.

Toutefois, la période 2022-2024 révèle également une tendance à la décélération progressive de l'activité économique. Après un rebond à **8,9%** en 2022 (contre **6,2%** en 2021), la croissance économique a connu un léger repli à **8,6 %** en 2023, puis une baisse plus marquée à **6,7 %** en 2024. Ce ralentissement progressif de la croissance économique a résulté du fléchissement de la demande mondiale des produits miniers, accompagné d'une tendance baissière de leurs cours mondiaux.

Du point de vue de l'offre, l'analyse sectorielle de l'activité économique indique que la croissance a été principalement portée par le secteur primaire, qui a contribué à hauteur de **7,18 points** de pourcentage en 2022, **6,64 points** en 2023 et **5,03 points** en 2024, sous l'impulsion de l'industrie extractive. Le secteur tertiaire a également soutenu la croissance, notamment grâce à la branche « Transports et Communications », avec des contributions respectives de **0,59 point** en 2022, **0,54 point** en 2023 et **0,76 point** en 2024.

Par contre, le secteur secondaire a joué un rôle marginal, avec des contributions modestes de l'ordre de **0,42 point** en 2022, **0,85 point** en 2023 et **0,46 point** en 2024. La contribution de ce secteur a été portée par la branche « Bâtiments et travaux publics » suite notamment aux grands projets initiés par le Gouvernement principalement le PDL-145 territoires qui a permis au pays d'acquérir des centres de santé, des écoles et des bâtiments administratifs.

Tableau 1 : Contributions sectorielles en points de croissance de 2022 à 2024

Secteurs	2022	2023	2024
Secteur primaire	7,18	6,64	5,03
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pèche	0,34	0,45	0,29
Industrie extractive	6,82	6,32	4,75
Secteur secondaire	0,42	0,85	0,46
Industries manufacturières	0,25	0,25	0,24
Electricité, gaz et eau	0,02	0,03	0,00
Bâtiments et Travaux publics	0,15	0,57	0,21
Secteur tertiaire	1,24	1,09	1,23
Transports et communications	0,59	0,54	0,76
Commerce de gros et de détail	0,37	0,25	0,34
Services marchands	0,25	0,30	0,14
Services non marchands	0,06	0,03	0,03
Education	0,00	0,00	0,00
Santé	0,00	0,00	0,00
Autres services non marchands	0,06	0,03	0,03
SIFIM	0,04	0,04	0,04

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

Pour ce qui est de la demande, entre 2022 et 2024, les investissements ont connu des accroissements plus significatifs que les autres composantes, à des rythmes variés sur la période. Après une hausse de 50,2% en 2021, ils ont accru de 27,1% en 2022, de 119,5% en 2023 et de 19,1% en 2024. Les investissements publics ont surpassé ceux du secteur privé en 2022 et 2024, alors que l'inverse s'est produit au cours de l'année 2023.

La consommation, quant à elle, a enregistré un accroissement de **4,8%** en 2022, **1,8%** en 2023 et de **3,4%** en 2024, soit une hausse de **3,3%** l'an sur la période.

En ce qui concerne la demande extérieure, les exportations ont accru de **18,9%** en 2022, **15,8%** en 2023 et de **11,9%** en 2024, soit une augmentation de **15,5%** l'an sur la période. Les importations ont connu un accroissement de **24,9%** en 2022, **105,1%** en 2023 et de **18,4%** en 2024, soit une hausse de **49,5%** l'an de 2022 à 2024. La demande extérieure nette a été négative sur toute la période en raison de la prédominance des importations sur les exportations.

<u>Tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'optique de la demande sur la période</u>
2022-2024 en milliards de FC

Composantes	2022	2023	2024
Produit Intérieur Brut	14899,7	16 182,5	17 262,7
Demande intérieure brute	23 053,2	37 543,9	42937,3
Consommation	11089,5	11 288,9	11676,7
Secteur public	1 157,3	1 008,5	1077,5
Secteur privé	9 932,2	10 280,4	10599,2
Investissements bruts	11963,7	26 255,0	31 260,7
Formation Brute de Capital Fixe	11939,1	26 237,6	31 165,3
Secteur public	1 187,0	1859,9	2419,8
Secteur privé	10752,1	24377,7	28 745,5
Variation de stocks	24,6	17,4	95,4
Demande extérieure nette	-8 153,5	-21 361,5	-25 674,6
Exportations des biens et services	5 190,5	6010,2	6 723,0
Exportations des biens	5 169,2	5 990,4	6 642,1
Produits miniers	4816,1	5 691,1	6 404,7
Autres produits	353,0	299,2	237,4
Exportations des services	21,3	19,8	80,9
Importations de biens et services	13344,0	27 371,6	32397,6
Importations de biens	11 507,5	23 282,3	28 224,0
Consommations	1 327,0	2077,6	2072,4
Equipements	2 560,8	4 496,6	5 149,6
Intermédiaires	7619,7	16708,1	21001,9
Importations de services	1836,5	4089,4	4 173,7
Total ressources	28 243,7	43 554,1	49 660,4
Total emplois	28 243,7	43 554,1	49 660,4

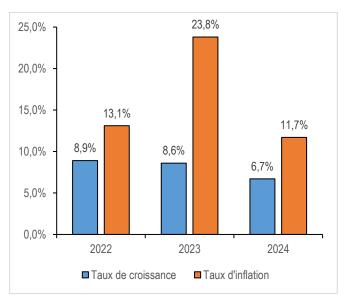
Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

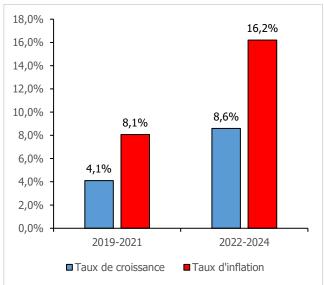
Concernant la dynamique des prix intérieurs, le taux d'inflation a connu une forte accélération durant la période 2022-2024 se situant à **16,2%** à fins de période (contre **8,6%** entre 2019 et 2021). En 2023, l'inflation a affiché une progression rapide, atteignant un pic de **23,8%** contre **13,1%** en 2022.

Cette accélération s'explique principalement par le renchérissement des importations (consécutif aux perturbations des chaines d'approvisionnement engendrées par le conflit russo-ukrainien), et plus particulièrement celui des produits alimentaires et énergétiques. Cependant, une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire a permis de contenir la volatilité des prix en 2024, ramenant ainsi le taux d'inflation à **11,7%**.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) de 2022 à 2024

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation (en %) en tre 2019-2021 et 2022-2024





Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

#### Evolution récente de la production minière et pétrolière de 2022 à 2024

Le paysage minier et énergétique congolais a été caractérisé par une évolution contrastée au cours de la période 2022-2024, marquée à la fois par une production en nette progression pour certains produits et un recul significatif pour d'autres, le tout dans un contexte de forte volatilité des cours mondiaux des principales matières premières exportées.

La production de cuivre a progressé de **29,5%** de 2022 à 2024, à la faveur de l'entrée en phase de production de certaines entreprises minières. Passant d'un niveau de **2,4 millions de tonnes** en 2022, elle s'est chiffrée à **2,8 millions de tonnes en 2023,** avant d'atteindre **3,1 millions de tonnes** en 2024.

Le cours du cuivre sur le marché international a affiché une tendance globalement haussière sur la période, en dépit des fluctuations interannuelles. Après un niveau de **8.465,1 dollars** américains la tonne en 2022, il s'est situé à **7.787,7 dollars** américains en 2023, soit une baisse de **17,8%** avant de rebondir à **8.938,5 dollars** américains en 2024. En moyenne, le cours du cuivre a connu une baisse de **0,73%** entre 2022 et 2024.

S'agissant du cobalt, sa production a bondi de **72,3%**, avec une évolution en constante augmentation au cours de la période. Partant d'un niveau de **115.371 tonnes** en 2022, elle s'est située à **152.799 tonnes** en 2023 et à **198.777 tonnes** en 2024.

Le cours du cobalt a enregistré une chute significative d'une année à une autre sur la période 2022-2024, perdant ainsi **12,9%** de sa valeur. Après s'être négocié à **51.571,2 dollars** la tonne en 2022, le cours de cobalt a atteint **26.614,8** dollars la tonne en 2023, puis **19.205,9 dollars** la tonne en 2024.

Concernant la production de Zinc, celle-ci est passée de **13.578 tonnes** en 2022 à **43.590 tonnes** en 2024, accusant ainsi un accroissement de **84,3%** l'an sur la période. Son cours a connu une chute de **8,4%** l'an sur la période, passant de **3.537,9 dollars** américains en 2022 à **1969,1 dollars** américains en 2024.

Quant à la production de l'or, elle a pris une trajectoire présentant des fluctuations très marquées entre 2022 et 2024. Après un niveau de **29.306 kg** en 2022, elle a enregistré une forte progression à **34.526 kg** en 2023, avant de chuter à **27.940 kg** en 2024, enregistrant ainsi un recul de **3,2%** sur la période.

Paradoxalement, cette instabilité de la production aurifère sur la période s'est accompagnée d'une hausse soutenue de son cours sur le marché international. Ce dernier est successivement passé de **1.803,1 dollars** l'once d'or en 2022 à **1.943,8 dollars** en 2023, puis à **2.300 dollars** en 2024, soit une appréciation de **8,8%** sur la période.

En ce qui concerne le diamant, sa production a enregistré globalement un recul sur la période. Partant d'un niveau de **15.863 carats** en 2022, elle a subi une chute drastique pour se situer à **8.306 carats** en 2023, soit de **47,6%** avant de remonter à **9.241 carats** en 2024. Sur la période 2022-2024, la production de diamant a enregistré une régression de **4%**. Cette évolution de la production diamantifère s'est accompagnée d'un comportement parallèle de son cours. Ce dernier est passé de **13,64 dollars** américains le carat en 2022, à **8,20 dollars** en 2023 et à **8,40 dollars** en 2024.

S'agissant de la production du pétrole brut, celle-ci a enregistré des baisses en 2022 et 2023, avant d'accroitre de **13,2%** en 2024 pour s'établir à **8,6 millions de barils.** Quant à son cours, après son niveau de **100,2 dollars** américains le baril en 2022, il a baissé continuellement en 2023 et 2024, soit respectivement de **23%** et de **13%**. En 2024, le cours du baril s'est établi à **66,9 dollars**.

<u>Tableau 3 : Evolution de la production minière et pétrolière de 2022 à 2024 (En tonne métrique, sauf indication contraire)</u>

Produits	2022	2023	2024
Cuivre	2394630	2752 518	3 100 234
Cobalt	115 371	152799	198 777
ZINC	13 578	13 404	43 590
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	28 306	34 526	27 935
Diamant (en carat)	17830	8306	9 2 4 1
Pétrole (en baril)	7 492 436	7407118	7 019 654

Source : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)

#### I.1.2 Secteur extérieur

Entre 2022 et 2024, les opérations extérieures ont globalement affiché des soldes excédentaires comme sur la période 2019-2021. En effet, le solde global de la balance des paiements s'est situé à **2.760 milliards de FC** de 2022 à 2024, contre **1.965 milliards de FC** au cours de la période 2019-2021.

Le solde global de la balance des paiements a représenté respectivement **2,5%** du PIB en 2022, **1,0%** du PIB en 2023 et **1,7%** du PIB en 2024. Ces excédents constatés au niveau des opérations extérieures s'expliquent principalement par des soldes positifs au niveau du compte en capital et financier sur cette période.

La balance des transactions courantes a enregistré des déficits. Partant d'un solde négatif de 4,9% du PIB en 2022, il s'est creusé à 5,5% du PIB en 2023 avant de se situer à 4,5% du PIB en 2024. Ces déficits constatés sur la période considérée trouvent leur origine dans la détérioration continue des soldes des balances de services et de revenus

La balance commerciale a, quant à elle, affiché des soldes positifs sur la période 2022-2024. L'excédent commercial est passé de 2,8% du PIB en 2022 à 2,3% du PIB en 2023, dû à l'accroissement plus rapide des importations par rapport aux exportations. En 2024, il a enregistré une légère hausse à 2,7% du PIB, en raison de la croissance des exportations des produits miniers.

La balance des services a enregistré des déficits croissants au cours de la période 2022 à 2024. Ce déficit est successivement passé de **7,5%** du PIB en 2022 à **8,0%** du PIB en 2023, puis à **8,2%** en 2024, en relation avec la croissance des exportations et la reprise des voyages dans un contexte de post-Covid.

La balance des revenus a également affiché des soldes déficitaires sur la période 2022-2024. Ainsi, son solde s'est situé à -3,8% du PIB en 2022, puis à -3,0% du PIB en 2023 et à -3,1% du PIB en 2024, atteignant ainsi une moyenne de -3,3% sur la période. Ces déficits sont imputables notamment au paiement des intérêts dus à une augmentation de la dette publique.

En ce qui concerne **le compte des transferts courants**, son solde a été excédentaire sur toute la période. Il s'est situé à **3,5%** du PIB en 2022 et à **4,1%** du PIB en 2024, avant d'enregistrer un léger recul à **3,2%** du PIB en 2023.

Le comportement de **la balance du compte capital et financier** a accusé des soldes positifs sur la période 2022-2024. En effet, en 2022, il s'est situé à **4,7%** du PIB et a atteint **6,0%** et **4,8%** du PIB, respectivement en 2023 et en 2024, dus notamment à la croissance des dons et emprunts projets et au soutien aux investissements privés.

<u>Tableau 4 : Evolution de la balance des paiements de 2022 à 2024 (en milliards de FC)</u>

<u></u>					
Composantes	2022	2023	2024		
Compte courant	-6 498,00	-9 050,00	-8 934,00		
Balance commerciale	3 740,00	3 730,00	5 338,00		
Exportation des biens, fob	57 312,00	68 992,00	93 636,00		
Produits d'exploitation minière	56 892,00	68 694,00	93 200,00		
Autres produits	420	297	436		
Importations des biens, fob	-53 572,00	-65 261,00	-88 298,00		
Consommation	-12852,00	-12 134,00	-16 444,00		
Equipement	-25 262,00	-28 176,00	-38 467,00		
Intermédiaires	-15 457,00	-24 951,00	-33 386,00		
Balance des services	-9849,00	-13 124,00	-16 284,00		
Recettes	140	115	560		
Dépenses	-9 989,00	-13 239,00	-16 844,00		
Balance des revenus	-5 047,00	-4882,00	-6 212,00		
Recettes	157	1 070,00	906		
Dépenses	5 204,00	5 952,00	7 118,00		
Balance des transferts courants	4 658,00	5 226,00	8 225,00		
Public (Aides officielles)	2 0 7 9,00	1651,00	4332,00		
Privé (Transferts travailleurs immigrés)	2 5 7 9,00	3 575,00	3 893,00		
Compte de capital et financier	6 156,00	9837,00	9 631,00		
Compte capital	1 080,00	1772,00	1 983,00		
Public	1 505,00	1637,00	1 608,00		
Privé	-425	135	375		
Compte financier	5 0 7 6,00	8 066,00	7 648,00		
Investissement direct étranger	3704,00	5 536,00	6 543,00		
Solde avant erreurs et omissions	2 933,00	2 453,00	4 038,00		
Erreurs et omissions	341	-788	-698		
Solde global	3 274,00	1 666,00	3 340,00		

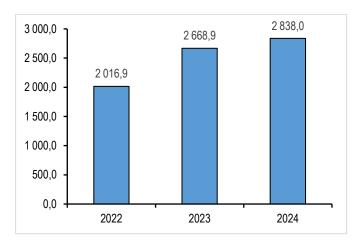
Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

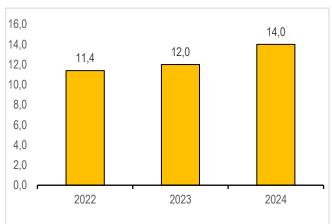
Quant au marché de change, de 2022 à 2024, le franc congolais s'est déprécié de **10,4%** l'an contre **6,3%** au cours de la période 2019-2021. En 2022, le taux de change s'est situé à **2.016,9 FC** pour un dollar américain, accusant ainsi une faible dépréciation de **0,8%** par rapport à son niveau de 2021, en raison notamment du renforcement du rapatriement des devises ayant permis la consolidation des réserves de change et de la suppression des paiements aux guichets de la Banque Centrale. Cependant, il a atteint un niveau de **2.668,9 FC** pour un dollar américain en 2023, soit une dépréciation de **24,4%** avant de se situer à **2.838 FC** pour un dollar américain, soit une dépréciation de **6,4%** à la suite d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire.

Concernant les réserves de change, elles sont passées de **6,2 semaines d'importation** de 2019 à 2021 à **12,5 semaines d'importation sur la période** 2022-2024 grâce notamment au renforcement du rapatriement des devises. En effet, de **11,4 semaines d'importation** en 2022, les réserves de change ont atteint **14 semaines d'importation** en 2024, soit un accroissement de **7,6%** l'an sur la période.

Graphique 3 : Evolution du taux de change fin période de 2022 à 2024

<u>Graphique 4: Evolution des réserves de change 2022-2024 (en semaines d'importation)</u>





Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

#### I.1.3 Secteur monétaire

Entre 2022 et 2024, la masse monétaire a connu une croissance soutenue, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 21%. Après une hausse modérée de 1,1% en 2022 portant ainsi le total à 25.827,3 milliards de FC, elle a accéléré en 2023 de 33,8% pour atteindre 36.230,8 milliards de FC, avant de connaître une progression de 28,1% en 2024 pour se situer à 46.403 milliards de FC. Cette dynamique de l'offre de monnaie s'explique principalement par l'accroissement de la circulation fiduciaire et des dépôts bancaires sur la période.

L'analyse de la contrepartie de la masse monétaire indique que les avoirs extérieurs nets ont connu une évolution constante au cours de la période 2022-2024 tributaire du comportement de la balance commerciale sur la même période. Ils sont passés de **15.737,3** milliards de FC en 2022 à **20.888,4** milliards de FC en 2023, puis à **26.216,49** milliards de FC en 2024, soit une moyenne de **21.947,4** milliards de FC sur la période.

S'agissant des avoirs intérieurs nets, il convient de relever que ceux-ci sont passés de **10.090, milliards de FC** en 2022 à **17.186,5 milliards de FC** en 2024, imputables à la tendance haussière du crédit intérieur et particulièrement au crédit au secteur privé qui est passé de **11.276,1 milliards de FC** en 2022 à **18.469,5 milliards de FC** en 2023, puis à **24.263,2 milliards de FC** en 2024.

<u>Tableau 5 : Principaux indicateurs du secteur monétaire 2022-2024 (en milliards de FC)</u>

Indicateurs	2022	2023	2024
Avoirs extérieurs nets	15 737,3	20 888,4	29 216,49
Avoirs intérieurs nets	10 090,0	15 342,3	17 186,5
Crédit intérieur	13 720,8	22 530,3	28 001,2
Crédits nets à l'Etat	1 447,6	2 439,6	1 844,3
Créances sur le secteur privé	11 276,1	18 469,5	24 263,2
Créances sur les entreprises publiques	997,1	1 621,2	1 893,7
Créances sur le reste du monde	0,0	0,1	0,0
Autres postes nets	-3 630,8	<i>-7 187,9</i>	-10 814,7
Masse monétaire (M2)	25 827,3	36 230,8	46 403,0
Monnaie (M1)	6 561,8	7 328,6	8 143,1
Circulation fiduciaire	3 797,1	4 832,0	5 494,0
Dépôts à vue	2 764,7	2 496,6	2 649,1
Quasi-monnaie	19 265,5	28 902,1	<i>38 259,9</i>
Dépôts à terme en monnaie nationale	251,7	139,4	144,8
Dépôts en devises	18 910,5	28 617,7	37 929,5
Provisions pour importations	103,3	144,9	185,6
TOTAL AVOIRS	25 827,3	36 230,8	46 403,0
TOTAL ENGAGEMENTS	25 827,3	36 230,8	46 403,0

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM)

#### I.2 Développement budgétaire récent 2022-2024

Après l'impact négatif de la Covid-19 sur les finances publiques en 2020, situant la pression fiscale à **8,8%** entre 2019-2021, celle-ci a atteint **12,9%** sur la période 2022-2024, soit un bond de **4,1 points** de pourcentage, grâce aux différentes réformes fiscales et douanières mises en œuvre par le Gouvernement.

Prenant en compte les dons, le ratio Recettes/PIB s'est établi à **15,1%** sur la période 2022-2024, contre **10,3%** sur la période précédente.

Les dépenses publiques se sont établies en moyenne à **16,8%** du PIB entre 2022 et 2024, contre **10,9%** du PIB enregistré sur la période 2019-2021. Les opérations financières au cours de la période 2022-2024 se sont soldées par un déficit global de **1,6%** du PIB, financé principalement par les emprunts programmes à hauteur de **0,3%** du PIB et par les emprunts projets de **1,3%** du PIB dans le cadre notamment du programme avec le FMI, d'une part, et par la levée de fonds sur le marché intérieur au titre des obligations du Trésor de **0,4%** du PIB, d'autre part.

#### **I.2.1** Politique fiscale

Les principales mesures fiscales et douanières mises en œuvre par le Gouvernement au cours de la période 2022-2024 sont les suivantes :

En ce qui concerne la fiscalité intérieure, il s'agit de :

- 1) La modification de certains textes juridiques des recettes fiscales, notamment :
  - L'article 35 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée introduisant, en sus du taux normal de TVA de 16%, le taux réduit de TVA à 8% applicable à certains produits et services de première nécessité;
  - L'article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la formulation, par tout assujetti, d'une demande de numéro impôt conforme au modèle fixé par l'Administration des impôts;
  - L'article 14 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur la certification des états financiers des entreprises soumises au régime de droit commun par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre national des experts-comptables;
  - L'article 26 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le renforcement du contrôle de la cohérence des déclarations souscrites par le contribuable;
  - L'ajout de l'alinéa 2 à l'article 49 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales exigeant aux banques de communiquer les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes ou les personnes morales dans les 10 jours du mois qui suivent leur ouverture;
  - Les points 2 et 6 de l'article 13 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus précisant les assujettis à l'impôt mobilier;

- L'ajout de l'article 13 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales précisant les documents comptables servant d'appui à la déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises;
- L'ajout à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, sous le Chapitre II Actions en recouvrement du Titre III Recouvrement, d'un point C intitulé « Quitus fiscal »;
- L'ajout de l'article 93 ter à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales sur le paiement d'une amende due au défaut de certification des états financiers annuels de synthèse des entreprises par les soins d'un Expert-Comptable inscrit au tableau de l'ordre National des Expertscomptables;
- L'article 84 bis de l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sur l'imposition des primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi qu'aux membres des institutions politiques.
- L'alinéa 2 de l'article 25 de l'Ordonnance-Loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sur le délai de débition des sociétés étrangères.
- 2) La modification de certains textes juridiques des recettes non fiscales, notamment :
  - L'alinéa 2 de l'article 79 bis de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales autorisant l'administration des recettes non fiscales d'exercer son droit de contrôle ou de rappel sur un exercice déjà prescrit, lorsqu'il a été révélé l'existence de la fraude;
  - L'article 54 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales précisant que les pénalités de recouvrement ont pour base de calcul, hormis le montant dû et des pénalités d'assiette, toutes les autres majorations pour lesquelles le paiement n'est pas intervenu dans le délai;
  - L'article 98 bis de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales introduisant une amende à l'encontre des personnes physiques ou morales pour communication des faux renseignements ou documents;

L'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, introduisant un article (112 bis) qui oblige désormais le versement intégral au compte du Trésor public des excédents réalisés par les établissements publics. Par ailleurs, la même ordonnance introduit un autre article (112 ter) qui oblige les entreprises minières ayant cédé leurs actions à l'Etat de verser à ce dernier les dividendes qui lui sont dues.

Pour ce qui est de la fiscalité de porte, ces réformes ont consisté en :

- 1. La modification de certains textes juridiques des recettes de douanes et accises, notamment :
  - L'article 31 point 1 de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes et l'article 63 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises uniformisant le serment de l'agent des douanes et des accises afin de permettre aux cadres et agents de la DGDA de constater des infractions tant en matières douanières que des accises;
  - L'ajout des points 5 et 6 à l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 aout 2010 portant code des douanes instituant une astreinte de 500.000 FC par jour de retard à dater de l'établissement du procès-verbal de constat du refus de communication de pièces lors de la déclaration de la valeur en douane.
- 2. La mise en œuvre effective du contrat SICPA;
- 3. L'imposition des articles et ouvrages en matières plastiques ;
- 4. Le renforcement du dispositif de lutte contre la fraude par (i) la mise en œuvre de la réforme de suivi et traçabilité de produits soumis aux droits d'accises et (ii) La numérisation des procédures douanières dans l'effort de mobilisation des recettes (informatisation des bureaux de douane);
- 5. La mise en œuvre du système de traçabilité des produits soumis au droit d'accises ;
- 6. L'implémentation de la solution d'évaluation des véhicules de « cars value africa » en interaction avec Sydonia World ;
- 7. Le relèvement des montants de pénalités consécutif à l'évolution du taux de change.

#### I.2.2 Evolution des recettes propres et des dons

Les recettes propres ont enregistré une progression annuelle moyenne de **32,1%** entre 2022 et 2024. Elles sont successivement passées de **18.576 milliards de FC** en 2022 à **20.253 milliards de FC** en 2023, puis à **26.786 milliards de FC** en 2024.

La pression fiscale est passée de **14,1%** en 2022 à **12,4%** en 2023, puis à **12,3%** en 2024. Les niveaux de mobilisation des recettes se sont situés à **125,9%** en 2022, **88,9%** en 2023 et **105%** en 2024 au regard des assignations budgétaires.

Cet accroissement de la mobilisation des recettes propres résulte de la mise en œuvre des mesures fiscales et non fiscales envisagées par le Gouvernement visant notamment l'élargissement de l'assiette fiscale et de différents contrôles.

L'examen de la composition des recettes propres révèle une croissance soutenue des recettes fiscales, avec un taux de progression annuel moyen de **32,1%**. De **15.473** milliards de FC en 2022, elles ont atteint **17.048** milliards de FC en 2023 et **20.9750** milliards de FC en 2024. Les recettes des impôts ont accru de **36%** sur la période 2022-2024, alors que celles des douanes et accises ont accusé une augmentation de **24%**. Les recettes non fiscales, quant à elles, ont accru de **34%** l'an. Elles sont passées de **3.103** 

Par ailleurs, les appuis extérieurs en termes de dons budgétaires et projets ont connu une évolution contrastée sur la période 2022-2024. Ils passent de **4.510 milliards de FC** en 2022 à **3.744 milliards de FC** en 2024, soit un accroissement de **83%** l'an. Ces dons proviennent notamment du FMI au titre d'appui budgétaire dans le cadre de Facilité Elargie de Crédit.

milliards de FC en 2022 à 5.036 milliards de FC en 2024.

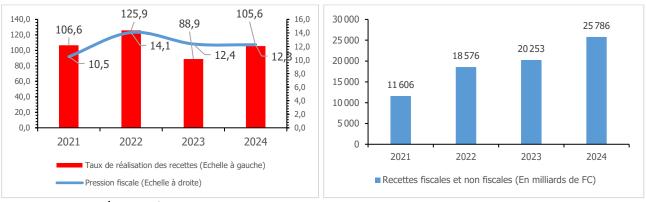
<u>Tableau 6 : Evolution des recettes propres et des dons 2022-2024 (En milliards de CDF)</u>

	2022	2023	2024
RECETTES ET DONS	23 086	22992	29 529
1. RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	18576	20 253	25 786
Dont Recettes minières	8913	6 <i>742</i>	7921
Dont Recettes pétrolières	591	397	564
RECETTES FISCALES	15473	17 048	20 750
Douanes et accises (DGDA)	4002	5 0 2 0	5777
Impôts directs et indirects (DGI)	11 471	12 028	14972
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	3103	3 205	5 0 3 6
Recettes administratives	2701	2 987	4760
2. DONS (courants)	4510	2739	3744
Dons budgétaires	903	39	434
Dons projets	3607	2700	3 309

Source : TOFE 2022, 2023 et 2024

Graphique 5 : Pression fiscale et réalisation des recettes (en %)

Graphique 6 : Réalisations des Recettes fiscales et non fiscales (En milliards de FC)



Source : DGPPB, à partir des TOFE 2021, 2022, 2023 et 2024

#### I.2.3 Evolution des dépenses

Les dépenses ont connu un accroissement de **41%** entre 2022 et 2024. De **25.188** milliards de FC en 2022, elles se sont situées à **26.091** milliards de FC en 2023 et à **32.381** milliards de FC en 2024. En pourcentage du PIB, elles représentent respectivement **19,1%** en 2022, **15,9%** en 2023 et **15,4%** en 2024, soit une moyenne de **16,8%**, contre **10,9%** au cours de la période précédente. Cette augmentation des dépenses s'explique principalement par le contexte sécuritaire, aussi par le souci d'accroitre les investissements publics.

Les dépenses courantes ont atteint **9,2%** du PIB au cours de la période 2022-2024, soit une augmentation de **25%** l'an. Elles sont passées de **13.456 milliards de CDF** en 2022 à **18.562 milliards de CDF** en 2024.

Ces dépenses comprennent en grande partie les rémunérations qui sont contenues autour de **4,6%** du PIB dans le respect des cibles du programme avec le FMI. Dans un contexte de grogne socio-professionnelle qui a prévalu au cours de la période, elles ont concerné notamment la poursuite de la mécanisation des enseignants non payés et des enseignants nouvelles unités, la mécanisation des autres catégories d'employés ainsi que la poursuite de la prise en charge des médecins à la prime de risque.

Parallèlement, les dépenses en capital ont connu une croissance de **64%** l'an sur la période 2022-2024 en vue de soutenir la croissance et booster le développement. Elles ont atteint **6,4%** du PIB en 2022, **4,2%** du PIB en 2023 et **4,1%** du PIB en 2024, soit une moyenne de **6,9%** du PIB sur la période considérée. Les dépenses en capital financées sur ressources propres ont enregistré un accroissement de **61%** l'an sur la période.

Tableau 7 : Evolution des dépenses 2022-2024 (en milliards de FC)

	2022	2023	2024
TOTAL DEPENSES	25 188	26 091	32381
1. DEPENSES COURANTES	13 456	14112	18562
Salaires	6 5 7 8	7 132	9167
Biens et services	4 483	4526	5 6 3 5
Subventions et Transferts	2 276	2 133	3211
Intérêts sur la dette dus	119	322	549
intérêts sur la dette extérieure	47	81	165
intérêts sur la dette intérieure	72	242	384
2. DEPENSES EN CAPITAL	8 544	6993	8 703
Financement intérieur	3 107	2 2 9 0	3 103
Financement extérieur	5 437	4704	5 600
3. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	3 188	4986	4886
Financement intérieur	3 188	4986	4886
Financement extérieur	-	-	-
4. RESERVES POUR CALAMITES ET SINISTRES	-	-	231

Source : TOFE 2022, 2023 et 2024

Les principaux investissements dans quelques secteurs concernent :

- Mise en œuvre du PDL 145 territoires : Acquisition des équipements de Génie Civil pour 145 Brigades de Territoires, constructions des écoles (dont 518 en 2024) et centres de santé (dont 276 en 2024), réhabilitation des centres de Santé de référence dans les territoires, construction et équipements des bâtiments administratifs (dont 59 en 2024), réhabilitation et réfection des routes et ponts, constructions des forages et des bornes fontaines, etc.);
- Construction et réhabilitation d'ouvrages d'eau potable (adduction d'eau potable dans 15 quartiers périphériques de la Ville de Kinshasa, construction d'ouvrage d'eau potable à MAKANA/WALIKALE, etc.);

- Construction et réhabilitation d'installations électriques (dragage et canaux d'amenée Inga I et Inga II, installation des lignes électriques dans le territoire de Tshilenge, électrification de Bandundu - Mushie, électrification de Kamba et Gombe Matadi, construction des lignes électriques dans la Ville de Kalemie/Projet CDI, etc.);
- Construction et réhabilitation des routes (réhabilitation Boulevard LD KABILA dans la ville de Mbuji-Mayi, asphaltage des avenues Mundji et Muadji à Mbandaka, réhabilitation de l'avenue de la Paix Kinseso-Matete à Kinshasa, réhabilitation de la route BOMA-TSHELA, réhabilitation de la route Pompage-Kinsuka à Kinshasa et la route Lutendele à Kinshasa, réhabilitation de l'Avenue Elengesa à Kinshasa, réhabilitation de l'avenue Lualaba à Lubumbashi, construction de la route de Mokali-Kimbanseke, etc.);
- Réhabilitation des routes de desserte agricole dans la Province du Kasaï;
- Construction et réhabilitation des infrastructures sanitaires (construction et réhabilitation des hôpitaux généraux de référence dans plusieurs zones de santé, construction d'une matérnité à Kindu, construction des centres de santé (Bassa, Nsongo-Ilinga, Mpaha Lokumu, Budjala, Bongbia, Bogba, Ndjafa, Bekoli, Bomandja), réhabilitation et équipement de la pédiatrie de H.P.G.R.K., etc.);
- Construction et réhabilitation des écoles (construction des écoles : Provinces de Kasaï,
   Nord-Ubangi, Idiofa ; réhabilitation des écoles : Province éducationnelle de la Tshuapa,
   à Kindu, complexe Scolaire Kingole, etc.) ;
- Construction et réhabilitation de ponts (sur la rivière Kwilu, pont Lubunduy, pont Kingasani I, etc.) ;
- Acquisition des équipements de transports (200 bus pour appuyer le Programme Esprit de Vie, 50 bus de Transport en commun pour la Ville de Lisala ; etc.) ;
- Mise en œuvre du programme village moderne par la fourniture des services énergétiques en milieux ruraux en vue de la lutte contre la pauvreté ;
- Acquisition d'équipements divers pour les opérateurs du secteur de la pêche et de l'élevage.

S'agissant des investissements financés sur ressources extérieures, elles ont accru de **193%** en 2022, de **13,5%** en 2023 et de **143,4%** en 2024.

Les principaux projets dans quelques secteurs sont :

- Projet Lac Edouard & Albert Fisheries III BAD/LEAF II;

- Projet d'entreprenariat des jeunes dans l'agriculture et l'agro-business (PEJAB-PPF)
   /BAD ;
- Projet d'appui à la relance et réhabilitation du secteur agricole (PARRSA) / Banque mondiale;
- Programme de développement des pôles des croissances (PDCP) / Banque mondiale ;
- Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (PARRSA) / Banque mondiale;
- Projet intégré de croissance agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) / Banque mondiale;
- Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) / Banque mondiale ;
- Projet de réhabilitation des infrastructures socio-économiques dans la région du centre (PRISE) / BAD;
- Projet d'appui au développement des infrastructures rurales (PADIR) / BAD;
- Projet Marché d'Electricité à la consommation domestique et à l'Exportation (PMEDE)
   / BAD ;
- Aménagement de la route Tshikapa-Mbuyi (section Tshikapa-Kamuesha);
- Réhabilitation de route Batshamba-Tshikapa, Section Pont Lovua-Tshikapa / BAD ;
- Programme de désenclavement dans les Provinces de Kwilu et Kwango / Belgique ;
- Projet d'entretien et réhabilitation des infrastructures routières et d'amélioration d'assainissement urbain (PARUA) / Union Européenne ;
- Projet de développement du système de santé pour améliorer les résultats relatifs à la santé maternelle et infantile (PDSS) / Banque mondiale ;
- Projet de réhabilitation de l'aéroport de Goma (PASAG) / Banque mondiale ;
- Programme d'appui à la navigabilité des voies fluviales et lacustres de la RDC / Union Européenne.

#### I.2.4 Evolution du solde budgétaire et du financement

Les opérations budgétaires au cours de la période 2022-2024, se sont soldées globalement par des déficits, du fait de l'accroissement des dépenses, notamment sécuritaires. En effet, en 2022, le déficit se situait à **1,6%** du PIB (-**2.101,6 milliards de FC**) et a atteint **1,4%** du PIB en 2024 (-**2.851,6 milliards de FC**), dégageant ainsi une moyenne de **1,6% du PIB** sur la période. Ces déficits ont été financés principalement par les emprunts projets de **0,3%** du PIB et programmes de **1,3%** du PIB et par les produits des emprunts intérieurs de **0,4%** du PIB.

Le solde intérieur a accusé un déficit de **0,8%** du PIB en 2022, **0,6%** du PIB en 2023 et **0,4%** en 2024. Ces niveaux de déficits sont restés dans les limites des engagements pris par le Gouvernement dans le cadre des critères de réalisation convenus avec le FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit.

Le solde global hors ressources extractives s'est situé à **-7,3%** du PIB l'an sur la période, ce qui appelle à la définition des règles budgétaires adéquates orientées principalement vers une politique budgétaire contracyclique.

Tableau 8 : Solde budgétaire et financement de 2022-2024 (en milliards de FC)

Agrégats budgétaires	2022	2023	2024
Recettes et dons	23 086	22 992	29 529
Recettes fiscales et non fiscales	18576	20 253	25 786
Dons	4510	2 739	3744
Dépenses	25 188	26 091	32381
Solde intérieur (base ordonnancement)	-1128	-1054	-831
Solde global (base ordonnancement)	-2102	-3099	-2852
Solde global hors ressources extractives (base ordonnancement)	-13 102	-11 125	-10 773
Financement extérieur	1 556	3018	5 547
Amortissement de la dette	-530	-405	-417
Emprunts projets	1830	2003	2 699
Emprunts programmes	256	1 420	0
Financement intérieur	2 041	845	1106

Source: TOFE 2022, 2023 et 2024

#### I.3 Situation de la dette publique

Le stock de la dette de l'Administration centrale a évolué de façon croissante entre 2022 et 2024. En effet, il est passé de **16,02%** du PIB en 2022 à **18,49%** du PIB en 2024, soit une moyenne de **17,4%** du PIB sur la période.

En 2022, le stock de la dette a accru de **28,6%** en valeur nominale passant de **7,4** milliards de dollars en 2021 à **9,5** milliards de USD, se répartissant entre la dette extérieure de **5,7** milliards de USD et la dette intérieure de **3,8** milliards de USD. En 2023, il a atteint **10,6** milliards de USD, soit **17,81%** du PIB, accusant un accroissement de **11,1%**.

En 2024, il a atteint **13,2 milliards de USD** (soit **18,49%** du PIB), dont **7,6 milliards de USD** de la dette extérieure et **5,6 milliards de USD** de dette intérieure.

Quant au service de la dette, il s'est établi à **811 millions de USD** en 2022, soit **757,16** millions de USD en principal et **53,45 millions de USD** en intérêts. Le service de la dette extérieure en principal et en intérêts s'est situé à **333,81 millions de USD**, alors que celui de la dette intérieure a atteint **476,8 millions de USD**.

En 2023, le service de la dette a été de **766,97 millions de USD**, **290,56 millions de USD** pour la dette extérieure et **476,41 millions de USD** pour la dette intérieure), composé de **722,54 millions de USD** en principal et **44,43 millions de USD** en intérêts. En 2024, le service de la dette publique a été chiffré à **274,98 millions de USD** (dont **206,56 millions de USD** en principal et **68,42 millions de USD** en intérêts), constitué du service de la dette extérieure (**254,98 millions de USD**) et de la dette intérieure (**20 millions de USD**).

<u>Tableau 9 : Evolution de la dette publique de 2022 à 2024 en milliards de dollars USD (Sauf indication contraire)</u>

Libellé	2022	2023	2024
Dette publique	9,5	10,6	13,2
Dette publique en % du PIB	16,02	17,81	18,49
Dette Extérieure	5,7	6,8	7,6
Dont arriérés techniques	0,158	0,157	0,157
Dette extérieure en % du PIB	9,54	11,54	10,68
Dette extérieure en % du total	59,57	64,83	57,77
Dette intérieure	3,8	3,7	5,6
Dette intérieure en % du PIB	6,48	6,26	7,81
Dette intérieure en % du total	40,43	35,17	42,23
Service de la dette	0,811	0,767	0,275
Principal	0,757	0,723	0,207
Intérêts	0,053	0,044	0,068

Source : DGDP, Bulletins trimestriels de la dette publique de la RDC, troisième et quatrième trimestres 2024.

#### **II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2026-2028**

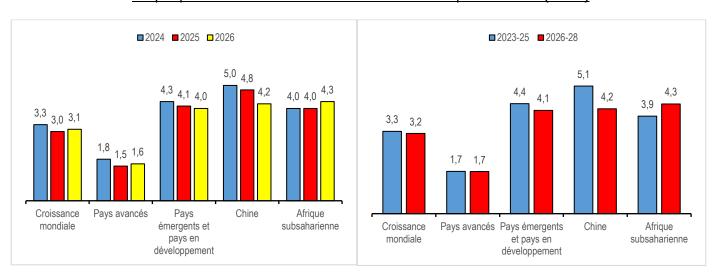
L'économie internationale sur la période 2026-2028 serait marquée par les incertitudes, où toutes les économies projettent un recul de l'activité économique face aux nombreux aléas en lien avec la situation géopolitique. Ces incertitudes concernent notamment la politique commerciale américaine et les éventuelles réponses européennes.

Au niveau national, les perspectives de la croissance restent globalement orientées à la baisse en 2026 du fait de la baisse des cours des principaux produits d'exportation (cuivre et pétrole brut) notamment dans un contexte où la Chine utilise désormais l'antimoine, un produit substitut de l'hydroxyde de Cobalt dans la fabrication des batteries à voiture électrique.

#### **II.1 Perspectives internationales**

Dans un contexte de la persistance de chocs géopolitiques, climatiques et commerciaux, l'économie mondiale maintient une trajectoire de croissance modérée mais résiliente, selon les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du Fonds Monétaire International de juillet 2025. En effet, la croissance mondiale devrait se situer à **3,0** % en 2025 et à **3,1** % en 2026 contre **3,3** % en 2024, grâce à la bonne tenue de la demande intérieure dans certaines grandes économies et à l'assouplissement progressif des conditions financières.

La même tendance devrait s'observer à moyen terme avec une croissance mondiale attendue à **3,2** % en moyenne entre 2026 et 2028 contre **3,3** % entre 2023 et 2025.



Graphique 7 : Evolution de la croissance économique mondiale (en %)

Source : Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, juillet 2025

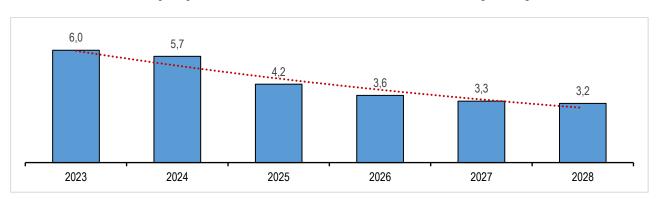
**Dans les pays avancés**, après une croissance de **1,8 %** en 2024, celle-ci devrait ralentir à **1,5 %** en 2025 puis connaître une légère hausse à **1,6 %** en 2026. A moyen terme, elle devrait se situer à **1,7 %** entre 2026-2028.

Dans les pays émergents et ceux en développement, l'activité économique en 2025 devrait baisser de **4,1** % contre **4,3** % en 2024, avant de baisser encore de **4,0** % en 2026. Entre 2026 et 2028, la croissance devrait atteindre **4,1** % en moyenne contre **4,4** % entre 2023 et 2025.

Particulièrement, en Chine, la prévision de la croissance est révisée à la baisse à **4,8 %** en 2025 et à **4,2 %** en 2026 contre **5,0 %** en 2024, du fait de l'incidence négative sur l'investissement suite notamment à l'accentuation de l'incertitude entourant les politiques commerciales et des faiblesses persistantes dans le secteur de l'immobilier. A moyen terme, la croissance chinoise devrait rester à **4,2 %** en moyenne entre 2026-2028 contre **5,1 %** entre 2023-2025.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait rester stable à **4,0** % en 2024 et 2025, puis atteindre **4,3** % en 2026, suite au relâchement des contraintes qui pèsent sur l'offre et à la réduction des effets de chocs météorologiques antérieurs. En perspective, elle devrait rester à **4,3** % en moyenne entre 2026-2028.

Par ailleurs, les mêmes perspectives renseignent que la désinflation mondiale devrait globalement se poursuivre. Ainsi, après une moyenne annuelle de **5,7** % en 2024, l'inflation mondiale pourrait ralentir à **4,2** % en 2025, puis à **3,6** % en 2026 avant d'atteindre **3,2** % en 2028. Ce recul s'expliquerait respectivement par le refroidissement progressif des marchés de l'emploi (qui devrait atténuer les tensions sur la demande), la baisse attendue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la consolidation des chaines d'approvisionnement ainsi que les effets décalés des politiques monétaires restrictives.



**Graphique 8 : Evolution de l'inflation mondiale (en %)** 

Source : Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI, juillet 2025

#### **II.2 Perspectives nationales**

Les perspectives de l'économie congolaise sur la période 2026-2028 présagent un ralentissement de l'activité passant de **6,7%** en 2024 à **5,3%** à partir de 2025 et une maitrise des tensions inflationnistes situant le taux d'inflation à autour de **7%** grâce à une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire.

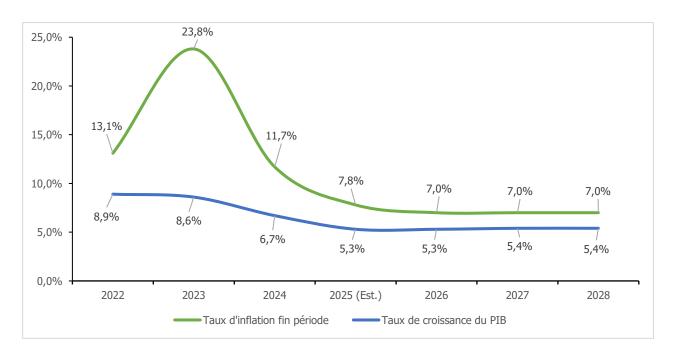
#### II.2.1 Secteur réel

#### • Perspectives de l'activité économique

Au cours de la période 2026-2028, le taux de croissance se situerait à **5,4%** contre **8,1%** observé sur la période 2022-2024, soit une baisse de **2,7 points** de pourcentage. Elle devrait s'établir respectivement à **5,3%** en 2026, **5,4%** en 2027 et **5,4%** en 2028. Le PIB hors mines afficherait une croissance moyenne de **5,7%** sur la période sous-analyse contre **3,6%** estimé en 2025 et **3,2%** réalisé entre 2022 et 2024.

En ce qui concerne le rythme de formation des prix intérieurs, la politique économique à mener dans le court terme devrait situer l'inflation à **7,8%** en 2025, puis à **7%** au cours des trois prochaines années.

<u>Graphique 8 : Evolution du taux de croissance et du taux d'inflation sur la période 2026-2028</u>



Source : Discussions dans le cadre de la première revue FEC, Gouvernement-FMI, mai 2025.

#### Perspectives de la production minière et pétrolière de 2026 à 2028

Selon le CTCPM, la production minière et pétrolière afficherait globalement une tendance haussière au cours de la période 2026-2028.

La production de cuivre connaîtrait un accroissement de **4,2%** l'an de 2026 à 2028. Elle passerait de **3,5 millions de tonnes** en 2026 à **3,7 millions de tonnes** en 2028. Quant à son cours au niveau international, il enregistrerait une baisse de **0,5%** l'an sur la période 2026-2028 (avec une forte dépréciation de **10,4%** en 2026), passant ainsi d'un niveau de **9.306,4 dollars** américains la tonne en 2025 à moins de **9.000 dollars** en 2026 et 2027, avant de remonter à autour de **9.100,6 dollars** en 2028. Sur la période, le cours moyen du cuivre se situerait à **8.647,4 dollars** américains la tonne.

S'agissant du cobalt, sa production passerait de **219.630,7 tonnes** en 2026 à **225.753,4 tonnes** en 2028, soit un accroissement projeté de **2,6%** l'an sur la période 2026-2028. Son cours s'apprécierait de **4,9%** l'an sur la période. Il passerait de **27.254,6 dollars** américains en 2026 à **30.000,6 dollars** américains en 2028.

La production de l'or enregistrerait une hausse de **5%** l'an de 2026 à 2028. Elle partirait d'un niveau de **31.500 Kg** en 2026 à celui de **34.728,75 Kg** en 2028. Son cours enregistrerait une hausse de **2%** l'an sur la période, pour se situer à **2.550,2 dollars** américains en 2026 et **2.650,2 dollars** américains en 2028.

S'agissant de la production de Zinc, elle passerait de **166.000 tonnes** en 2026 à **193.000 tonnes** en 2028, soit un accroissement projeté de **7,1%** l'an sur la période. Son cours enregistrerait une appréciation de **12,9%** l'an sur la période et se situerait à **2.400,8 dollars** américains et **3.306,9 dollars** américains respectivement en 2026 et 2028.

Quant au diamant, sa production se stabiliserait à **9.200 carats** sur la période 2026-2028. Son cours enregistrerait une légère hausse de **1,4%** l'an sur la période. Il partirait d'un niveau de **12 dollars** américains en 2026 pour atteindre **12,5 dollars** américains en 2028. Concernant la production du pétrole brut, celle-ci se situerait à autour de **9,4 millions de** 

barils de 2026 à 2028, contre **9,2 millions de barils** en 2025. Quant à son cours, partant de son niveau de **73,7 dollars** américains le baril en 2025, il connaitrait une baisse en 2026 avant de progresser à partir de 2027 pour grimper à **88,7 dollars** américains le baril en 2028. Sur la période, le cours du pétrole devrait accroître de **6,7%** l'an.

<u>Tableau 9 : Perspectives de la production minière et pétrolière 2026-2028 (En tonne métrique, sauf indication contraire)</u>

Produits	2025	2026	2027	2028
Cuivre	3 303 425,00	3 499 975,00	3 639 580,00	3741672,90
Cobalt	209 096,91	219 630,69	222 221,56	225 753,39
ZINC	157 000,00	166 000,00	181 000,00	193 000,00
Or artisanal et industriel (en kilogramme)	30 000,00	31 500,00	33 075,00	34 728,75
Diamant (en carat)	9 200	9 200	9 200	9 200
Pétrole (en baril)	9 172 092	9 2 6 3 8 1 3	9 3 6 3 8 1 3	9463813

Source : Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)

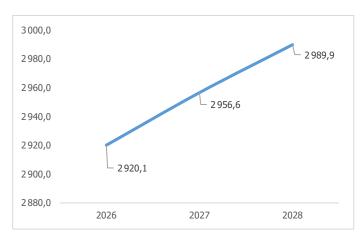
#### II.2.2 Secteur extérieur

Sur la période 2026-2028, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un déficit moyen de **764,7 milliards de FC**, représentant **0,3%** du PIB.

S'agissant du marché des changes, le franc congolais connaitrait une stabilité par rapport à la période précédente grâce au renforcement de la politique monétaire et budgétaire. En effet, il se déprécierait de **1,2%** l'an sur la période 2026-2028, contre **10,4%** entre 2022 et 2024. Le taux de change fin période se situerait à **2.955,5 FC** pour un dollar américain sur la période.

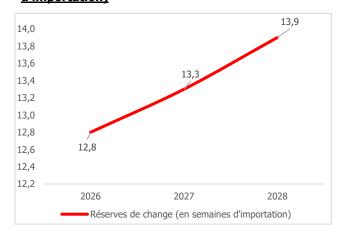
Les réserves de change devraient se consolider sur la période. De **12,5** semaines d'importation entre 2022 et 2024, elles atteindraient **13,3** semaines entre 2026 et 2028.

Graphique 7 : Evolution du taux de change de 2026 à 2028



Source : DGPPB, Ministère du Budget, sur base des données du CPCM

Graphique 8: Evolution des réserves de change 2026-2028 (en semaines d'importation)



Source : Discussions dans le cadre de la première revue, Gouvernement-FMI, mai 2025.

#### II.2.3 Secteur monétaire

Au cours de la période 2026-2028, la masse monétaire s'accroitrait de **12,2%** l'an. Elle partirait d'un niveau de **59.333,2 milliards de CDF** en 2026 pour se situer à **74.674,5 milliards de FC** en 2028, soit une moyenne projetée de **66.857,3 milliards de FC** sur la période.

S'agissant de la contrepartie de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets connaitraient une hausse de **26,1%** l'an sur la période 2026-2028. Ils se situeraient à **47.959 milliards de FC** en 2026 et atteindraient **60.910,9 milliards de FC** et **71.749,2 milliards de FC** respectivement en 2027 et 2028.

Quant aux avoirs intérieurs nets, ils enregistreraient une baisse de 43,8% l'an de 2026 à 2028. En 2026, ils se situeraient à 11.358,6 milliards de FC et chuteraient à 2.909,8 milliards de FC en 2028. Les crédits intérieurs passeraient de 35.102,5 milliards de FC à 44.825,1 milliards de FC en 2026, soit un accroissement projeté de 10,8% l'an sur la période.

<u>Tableau 10 : Principaux indicateurs du secteur monétaire sur la période 2026-</u>
<u>2028 (en milliards de FC)</u>

Indicateurs	Estimation	Projections		
	2025	2026	2027	2028
Avoirs extérieurs nets	35 948,9	47 959,0	60 9 10,9	71 749,2
Avoirs intérieurs nets	16884,6	11358,6	5 637,6	2909,8
Crédit intérieur	33 027,1	<i>35 102,5</i>	37864,7	44 825,1
Crédits nets à l'Etat	2911,7	1 273,3	-109,5	2 197,5
Créances sur le secteur privé	27614,2	30 989,9	34753,9	38 975,3
Créances sur les entreprises publiques	2 182,7	2477,6	2810,2	3 187,2
Autres postes nets	-16 142,5	<i>-23 743,8</i>	-32 227,1	-41 915,3
Masse monétaire (M2)	52849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5
Monnaie (M1)	9530,6	10 700,8	12 005,8	<i>13469,5</i>
Circulation fiduciaire	5856,2	6 575,6	7377,9	8 277,8
Dépôts à vue	3674,4	4125,2	4627,8	5 191,6
Quasi-monnaie	43 318,4	<i>48 632,4</i>	<i>54558,3</i>	61 205,0
Dépôts à terme en monnaie nationale	1024,9	1 150,6	1 290,8	1 448,0
Dépôts en devises	42 293,5	47 481,8	53 267,5	59 757,0
TOTAL AVOIRS	52849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5
TOTAL ENGAGEMENTS	52849,0	59 333,2	66 564,1	74 674,5

Source : Discussions dans le cadre de la première revue FEC, Gouvernement-FMI, mai 2025.

# III. ORIENTATION DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET ACTIONS DES POLITIQUES SECTORIELLES 2026-2028

Ce chapitre présente l'orientation de la politique budgétaire envisagée sur la période 2026-2028 et les principales actions des politiques sectorielles y afférentes. Cette orientation de la politique budgétaire découle des orientations du Programme d'Actions du Gouvernement non mise en œuvre dans le cadrage budgétaire 2025-2027 et des discussions tenues avec les sectorielles dans le cadre des travaux d'évaluation des politiques publiques.

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend intensifier sa politique de l'élargissement de l'espace budgétaire pour l'amélioration de la couverture des politiques publiques par la mise en œuvre des réformes fiscales et la rationalisation des dépenses. Il entend capitaliser également le fonds issu du programme avec le FMI au titre de FEC et de FRD conclu en novembre 2024, procéder à des levées de fonds et recourir aux dons des partenaires au développement pour la couverture des politiques publiques.

Il poursuivra par ailleurs les efforts d'amélioration de l'efficacité et de la qualité des dépenses publiques, en focalisant son action sur les dépenses sociales, des infrastructures et sécuritaires.

Le Gouvernement veillera à la maitrise des déficits budgétaires à des limites acceptables au regard des engagements pris notamment dans le cadre de la FEC et assurera leur financement par des ressources saines, excluant le recours aux avances de la Banque centrale.

#### III.1 En matière des recettes

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend intensifier les efforts de mobilisation des recettes domestiques en vue de converger graduellement d'ici le moyen-long terme vers la moyenne de la pression fiscale des pays d'Afrique subsaharienne de **17%**. A cet effet, il prévoit intensifier le contrôle des finances publiques et poursuivre la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières.

Il s'agit de façon spécifique des réformes suivantes :

- Le déploiement exhaustif du système de la facture normalisée de TVA;
- L'amélioration progressive des taux des droits d'accises pour atteindre la moyenne africaine, notamment par la mise en œuvre effective de la Convention portant traçabilité et monitorage des produits et services soumis au paiement des droits d'accises;

- L'intensification de sécurisation du registre des contribuables et des soldes débiteurs, à travers l'enregistrement biométrique des contribuables et une meilleure intégration de différentes sources d'informations;
- La poursuite de la dématérialisation et de la digitalisation des procédures fiscales, non fiscales et douanières pour améliorer le recouvrement des recettes ;
- La généralisation de la politique de marquage moléculaire afin d'assainir le secteur des hydrocarbures pour accroitre les recettes fiscales et parafiscales ;
- La poursuite de la maitrise du répertoire des microentreprises par l'opérationnalisation des guichets uniques de déclarations et de paiements notamment de l'IBP ;
- La signature des arrêtés interministériels fixant les taux à percevoir sur certains actes générateurs des recettes ;
- La suppression des exonérations des droits de douane et de la TVA sur les importations des friperies par les ONG et les missions diplomatiques et renforcer le contrôle douanier pour garantir leur pleine taxation ;
- L'interfaçage du STDA et SYDONIA et la mise en place des contrôles automatiques de la production et de la déclaration de fabrique ;
- Le déploiement du système du GUICE dans tous les bureaux de douane ;
- L'élaboration du nouveau code général des impôts assorti d'un nouveau code des procédures fiscales ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale notamment par la poursuite de l'identification, la catégorisation des activités informelles et la revisitation de certaines exonérations;
- La poursuite de la sensibilisation des agents économiques à l'obtention de l'identifiant fiscal unique ;
- L'extension des sites de délivrance des permis de conduire à Kinshasa et en provinces.

## III.2 Politique en matière des dépenses

En matière des dépenses, la politique budgétaire sur la période 2026-2028 restera cohérente avec les objectifs macro-économiques et visera l'efficacité et la qualité de la dépense publique.

A cet effet, le Gouvernement renforcera la discipline budgétaire. Il poursuivra une gestion des finances publiques sur base caisse suivant le strict respect de la chaine de la dépense, dans l'objectif de limiter davantage le recours aux procédures d'urgence. Il poursuivra par ailleurs sa politique de réduction de train de vie de l'Etat, ce qui dégagera des marges pour le financement des investissements.

La réduction de train de vie devra avoir un impact sur les dépenses de fonctionnement des institutions, de certains Ministères et sur certaines autres natures des dépenses comme le transfert dans quelques secteurs.

La politique d'investissements devra favoriser le financement des Infrastructures en vue de soutenir la croissance économique et renforcer la couverture, le niveau et l'efficacité des dépenses sociales afin de garantir l'équité dans la répartition de revenu. Un accent sera mis également dans le secteur de sécurité en vue de renforcer l'Armée et la Police Nationale Congolaise en moyens nécessaires.

Dans les secteurs des Infrastructures et autres secteurs productifs, la politique d'investissements devra poursuivre la diversification de l'économie en vue porter le taux de croissance du PIB non minier à **6,4%** en 2028 contre **3,6%** estimé en 2025.

A cet effet, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre du PDL-145 Territoires dans sa 2ème phase, également la réunification du pays à travers la construction et réhabilitation des routes et des voies de dessertes agricoles, la construction des infrastructures énergétiques et hydrauliques, l'électrification rurale ainsi que l'opérationnalisation des Zones économiques spéciales et la relance de certaines industries.

Dans le secteur de l'Education, le Gouvernement envisage poursuivre son objectif d'accroître le taux de scolarisation au primaire et au secondaire par notamment la poursuite de la politique de la gratuité de l'enseignement primaire et son extension au niveau secondaire. Les investissements dans ce secteur devront concerner notamment la construction et l'équipement des écoles et l'acquisition d'équipements éducatifs.

Dans le secteur de la Santé et de la protection sociale, le Gouvernement entend poursuivre la politique de Couverture santé universelle, en vue de garantir l'accès de tout congolais à des services de santé de qualité et d'étendre le programme de gratuité de la maternité dans toutes les provinces, en vue de réduire davantage la mortalité maternelle et infantile.

Aussi, la politique dans ce secteur intègre pour la période 2026-2028 le financement du programme de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, du programme de vaccination soutenu par le GAVI ainsi du programme de soins mère/enfant, dans un contexte du gel du financement du Fonds Mondial et de l'arrêt du financement de l'USAID à la suite de la suspension de l'aide américaine.

La politique salariale devra promouvoir plus d'efficacité, d'équité et de justice tout en veillant à préserver la viabilité budgétaire de la masse salariale. Conformément aux travaux en cours, la politique salariale devra notamment introduire des innovations qui feront l'objet d'une feuille de route à mettre en œuvre dans le but d'assainir l'état liquidatif. Pour la période 2026-2028, la politique budgétaire devra maitriser l'enveloppe de rémunération et la situer en dessous de 5% du PIB.

## A cet effet, le Gouvernement entend :

- Poursuivre la réforme de la fonction publique ;
- Veiller à ce que toute augmentation de la masse salariale s'accompagne des mesures concrètes et crédibles de réalisation des économies équivalentes ou d'augmentation des recettes budgétaires afin de maintenir l'équilibre du cadre budgétaire;
- Poursuivre l'assainissement du fichier des Ressources humaines et de la paie des agents publics de l'Etat au moyen des opérations de contrôle et d'identification biométrique;
- Poursuivre les opérations de mise à la retraite dans le but d'un rajeunissement progressif, qualitatif et compétitif.

## **III.3** Politique d'endettement

La politique de l'endettement restera prudente, en vue de maintenir le stock de la dette dans les limites acceptables et de préserver le risque modéré de surendettement du pays.

Les déficits budgétaires seront financés par des moyens sains, à travers l'émission des obligations du Trésor par le système bancaire, l'emprunt auprès des partenaires multi et/ou bilatéraux du pays et le recours aux appuis budgétaires. A cet effet, le Gouvernement attend de la Banque Mondiale le financement de son portefeuille des projets et des appuis budgétaires du FMI dans le cadre des Fonds liés au climat.

Aussi, pour éviter les risques liés à la dette publique, toute accumulation des arriérés de paiement des services de la dette sera-t-elle exclue. Seule la DGDP examinera tout dossier se rapportant à la dette publique interne et externe tant du pouvoir central que des provinces ou entreprises du portefeuille de l'État. Aucune garantie de la BCC ne sera sollicitée pour les emprunts internes.

#### III.4 Partenariat Public-Privé

Au cours de la période 2026-2028, le Gouvernement entend recourir au PPP, sous forme de concession ou de BOT, pour accélérer et améliorer la mise en place des infrastructures de base avec l'implication du secteur privé. Le Gouvernement veillera à la minimisation des risques liés aux passifs conditionnels inhérents à ce mode de financement, en vue de ne pas exercer des pressions sur les finances publiques.

## III.5 Principales actions sectorielles

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre des actions sectorielles définies dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2024-2028 non exécutées en 2024 et 2025, ainsi que les politiques publiques pertinentes arrêtées lors des travaux de revue des politiques publiques tenus en avril 2025.

# **III.5.1** Secteurs productifs et des infrastructures

## III.5.1.1 Agriculture, Pêche et Elevage

La stratégie du Gouvernement dans le secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage est axée sur la modernisation et le développement de ce secteur (Pilier 1, Axe 1.2.1).

A cet effet, par le biais de l'Agenda de Transformation Agricole, il ambitionne d'augmenter la production des chaines de valeur prioritaires du manioc, du maïs, du riz, des haricots, du soja, et du poisson en investissant dans les systèmes de production, la mécanisation, la transformation et l'accès aux marchés.

## III.5.1.1.1 Sous-secteur de l'Agriculture

Les actions pour la période 2026-2028 vise à soutenir la croissance de la production agricole et renforcer la sécurité alimentaire.

Les principales actions à mener sont les suivantes :

- Renforcement de la sécurité alimentaire par le soutien de l'emploi dans le secteur agricole au profit des populations affectées par la guerre ;
- Extension des sites du programme volontariste agricole dans les 26 provinces ;
- Appui au Développement agro-Industriel de Ngandajika ;
- Mise en œuvre du programme national du développement agricole ;
- Appui au développement des chaînes des valeurs agricoles dans 6 provinces dans le cadre du programme de transformation de l'agriculture de la RDC ;
- Relance des parcs agro-industriels ;

- Acquisition des matériels et équipements agricoles (tracteurs, outils aratoires et autres engins) en vue d'intensifier la production agricole durable (vivrières, maraichères et fruitières) ;
- Relance des cultures pérennes (palmier, hévéa, café, cacao, théiers, etc.) dans toutes les provinces ;
- Acquisition des matériels et produits chimiques pour la production des engrais biologiques et des engrais minéraux ;
- Réalisation d'une étude de faisabilité pour la création d'une banque de crédit agricole à capitaux congolais ;
- Augmentation de la production des chaines de valeur prioritaires du manioc, du mais, du riz, des haricots, du soja et du poisson en investissant davantage dans les systèmes de production, la mécanisation, la transformation et l'accès aux marchés;
- Construction des laboratoires d'analyse des semences à travers le SENASEM.

# III.5.1.1.2 Sous-secteur de Pêche et Elevage

Les principales actions envisagées dans le sous-secteur de la Pêche et de l'Élevage sont les suivantes :

- Relance du secteur de pêche et d'élevage dans les zones affectées par la guerre en vue d'accroitre les moyens de subsistance ;
- Acquisition de bateaux de pêche industriels neufs de 6, 9,12 et 16 mètres ;
- Construction des centres d'alevinages dans les Provinces ;
- Acquisition des équipements de vaccination pour le renforcement de la couverture zoo-vaccinale des animaux d'élevage dans les Provinces ;
- Acquisition des canots rapides pour la surveillance de la pêche dans les Provinces ;
- Acquisition des camions frigorifiques ;
- Construction des centres d'alevinages dans les provinces ;
- Construction des écloseries pour le développement de l'aquaculture ;
- Construction d'un débarcadère intégrée au port de pêcheur de Muanda;
- Construction de mini laiteries dans les provinces ;
- Réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires (laboratoire vétérinaire, cliniques vétérinaires, abattoirs...);
- Construction/Réhabilitation des infrastructures de transformation et de stockage des produits halieutiques et animaux;
- Construction / équipement des mini-laboratoires dans les zones à haute production animale ;

- Réhabilitation des cliniques/dispensaires vétérinaires.

## III.5.1.2 Développement rural

Pour la période 2026-2028, la politique du Gouvernement dans le domaine du Développement Rural vise à assurer un équilibre territorial en poursuivant les initiatives du PDL-145T. Elle s'attache notamment à la création d'infrastructures durables, en veillant à la préservation des écosystèmes et à l'adaptation aux changements climatiques, afin de renforcer le développement local et soutenir la croissance des communautés rurales.

Les principales actions à mener au cours de la période concernée sont les suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre du PDL 145-T ;
- Construction, aménagement et entretien des routes de desserte agricole ;
- Construction, réhabilitation et entretiens d'adduction d'eau potable par forage et captage équipée d'une pompe immergée ;
- Construction, réhabilitation, aménagements et entretien de piste rurale ;
- Acquisition des matériels pour l'aménagement (dragage et balisages) des voies navigables ;
- Développement de la riziculture.

#### III.5.1.3 Industrie

Dans le secteur de l'industrie, le Gouvernement entend poursuivre la modernisation du tissu industriel et la transformation notamment des matières premières et des produits agricoles.

Ainsi, pour la période 2026-2028, la politique du secteur s'oriente sur les principales actions suivantes :

- Relance du parc agro-industriel de BUKANGA-LONZO ;
- Poursuite de l'implantation des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- Implantation de l'usine de fabrication des panneaux préfabriqués dans la Ville de Kisangani ;
- Construction d'une usine pilote des emballages biodégradables dans la ZES de Maluku;
- Implantation et réhabilitation des unités textiles ;
- Construction d'une usine de fabrication des meubles en bois dans la zone pilote de Maluku ;
- Implantation des centres agro-alimentaires pilotes de Kimpese/Kongo-central, Kalemie/Tanganyika, de Goma/Nord Kivu, de Gongo/Bandundu;

- Implantation d'une sucrerie à Mushie Pentane ;
- Développement du « corridor INGA » ;
- Implantation d'une Usine de Production d'engrais phospahtés et Organiques à Lukula dans le Corridor Bas Congo ;
- Relance de la Société Commerciale la Minière de Kisenge Manganèse ;
- Marquage industriel avancé et identification électronique des minerais pour la traçabilité granulaire « Made in RDC » par la technologie code-barres.

# III.5.1.4 Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Dans le secteur des PME, le Gouvernement poursuivra son objectif de promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat pour la création d'emplois et de richesses ainsi que celui de promouvoir les PME agricoles en vue d'atteindre **2,6 millions** d'emplois créés.

A cet effet, pour la période 2026-2028, les principales actions du secteur à mettre en œuvre sont les suivantes :

- Appui aux PME, particulièrement dans les provinces touchées par la guerre ;
- Construction / réhabilitation des coopératives agricoles modernes avec des moniteurs dans les 471 secteurs et 264 chefferies ;
- Appui à la transformation économique, entrepreneuriat féminin et modernisation des PME par l'emploi et la croissance (TRANSFORME) ;
- Réhabilitation de la brigade agricole des jeunes ;
- Construction d'une galerie pilote d'exposition-vente des produits artisanaux à Kinshasa ;
- Création d'un centre pilote de développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises et des start-ups à Kinshasa.

#### III.5.1.5 Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2026-2028, l'intervention du Gouvernement dans le secteur des infrastructures articulera autour des priorités ci-après : (i) Modernisation des routes d'intérêt national et (ii) Modernisation des voiries urbaines.

S'agissant de la modernisation des routes d'intérêt national, le Gouvernement compte pour la période 2026 – 2028, construire les routes revêtues reliant les chefs-lieux des provinces entre-deux et à la capitale Kinshasa ainsi que celles assurant la connexion de notre pays aux principaux corridors sous régionaux et africains en vue d'atteindre le ratio de 25% des linéaires du réseau des routes revêtues accru sur l'ensemble du réseau.

En ce qui concerne les voiries urbaines, le Gouvernement compte atteindre le ratio de 27% du réseau des voiries modernisées à l'horizon 2028 sur l'ensemble du réseau.

Ainsi, au cours de la période concernée, les principales actions suivantes seront menées :

- Poursuite de la construction des routes et voiries retenues dans le cadre de contrat chinois (SICOMINES) ;
- Construction de la partie RDC du corridor de Lobito ;
- Construction de la Rocade Nord-Est de Kinshasa;
- Construction et Réhabilitation des routes nationales prioritaires (corridors Est-Ouest,
   Nord-Sud, accès aux pôles agricoles et miniers);
- Soutien aux infrastructures urbaines dans les grandes villes (voiries, drainage, ponts);
- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des routes, ponts et voiries ;
- Bitumage et modernisation du réseau routier d'intérêt général sur un linéaire de 12.730 Km à travers le territoire national ;
- Réhabilitation du réseau routier en terre à travers le territoire national sur un linéaire de 18.500 km ;
- Construction des périphériques de 2x2, 3 ou 4 voies pour les grandes Villes ;
- Aménagement des voiries primaires, secondaires en vue de permettre une circulation fluide avec une signalisation adéquate des aires de stationnement, des systèmes d'éclairage public, des séparateurs et passerelles ;
- Développement d'un système de drainage global compte tenu de la forte pression démographique et des constructions anarchiques au niveau des villes.

## III.5.1.6. Gestion des terres et planification spatiale

La vision du Gouvernement dans le domaine de gestion des terres et planification spatiale telle que définie dans son programme consiste en la promotion du développement urbain durable, la bonne gouvernance des terres et la sécurisation des droits fonciers et immobiliers.

## III.5.1.6.1. Sous-secteur des Affaires foncières

Dans le sous-secteur des Affaires foncières, les principales actions visées sont les suivantes:

- Numérisation du cadastre foncier ;
- Création des écoles nationales du cadastre en vue de renforcer les capacités des administrations foncières ;
- Création de la réserve foncière ;
- Elaboration et mise à jour des plans cadastraux ;
- Réhabilitation et acquisition des infrastructures de gestion foncière ;
- Rationalisation et création des lotissements viables à travers le territoire National ;
- Création d'un cadre de dialogue permanent avec les communautés locales et les peuples autochtones pygmée.

#### III.5.1.6.2. Sous-secteur de l'Urbanisme

Au cours de la période 2026-2028, les actions suivantes seront menées :

- Construction des logements sociaux et appui aux initiatives de construction de logements pour les groupes socioprofessionnels;
- Production des outils de planification (schémas directeurs, Plans particuliers d'aménagement, plans locaux d'aménagement) ;
- Mise en place d'un Centre National de Documentation et d'Archivage Digital de l'Urbanisme et Habitat ;
- Numérisation des services et du GUPEC ;
- Inventaire des immeubles du patrimoine privé de l'Etat, réhabilitation des biens spoliés et actualisation des tarifs de location.

# III.5.1.6.3. Sous-secteur de l'Aménagement du territoire (y compris Innovation de la Ville)

La politique du Gouvernement dans ce secteur s'oriente sur la modernisation des infrastructures, la création de nouvelles villes, et l'amélioration de la répartition des activités humaines à travers le pays. La réforme en cours vise à renforcer la gouvernance territoriale, à promouvoir une utilisation durable des terres et à garantir une meilleure connectivité entre les provinces.

Les principales actions à mener pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

 Poursuite de la mise en œuvre des réformes amorcées (création des divisions provinciales de l'Aménagement du Territoire dans les 26 provinces, élaboration des outils de gestion de l'Aménagement du Territoire, etc);

- Elaboration du schéma national de l'aménagement du territoire ;
- Etudes de faisabilité pour la construction des carrefours commerciaux, des embarcadères et stations fluviales ;
- Etudes d'aménagements des terrains à affecter au domaine militaire ;
- Acquisition d'équipements géomatiques et cartographiques ;
- Construction des jardins des morts.

## III.5.1.6 Transports

Pour la période 2026-2028, la politique du Gouvernement repose sur plusieurs axes stratégiques visant à améliorer la mobilité, réduire les embouteillages et stimuler le développement économique.

Ainsi, il entend mener les principales actions suivantes sur la période :

## 1) Dans le sous-secteur routier

- Acquisition des bus pour les sociétés TRANSCO et TRANSACADEMIA ainsi que leur déploiement en province ;
- Balisage des routes (Ville de Kinshasa et ses environs);
- Création et installation de la base des données sur les accidents de la circulation routière dans les 4 provinces pilotes (Kinshasa, Kongo-central, Kwilu et Kwango) ;
- Acquisition des dépanneuses de catégorie E pour Transco ;
- Acquisition des véhicules pour l'auto-école pilote de la CNPR.

# 2) Dans le sous-secteur fluvial, lacustre et maritime

- Réaménagement des ports (Matadi, Boma, Kalemie) et voies ferrées (ONATRA, SNCC) ;
- Construction du Port de MALUKU;
- Construction du port d'allègement et transit du port en eau profonde de BANANA au pied du plateau de KINLAO (SOCIR) ;
- Acquisition de canots d'inspection et police de navigation maritime, fluviale et lacustre en RDC ;
- Finition de deux baliseurs d'affluent KINDU et KONGOLO;
- Acquisition des navires en faveur de Ligne Maritime Congolaise ;
- Acquisition des équipements pour le chantier naval ;
- Réhabilitation des ports de Bumba et Aketi.

## 3) Dans le sous-secteur ferroviaire

- Modernisation du chemin de fer Kinshasa-Matadi ;
- Construction de chemin de fer, tronçon Kisenso-Kimbaseke ;
- Etude de faisabilité pour la construction du nouveau chemin de fer Uélé Fleuve.

## 4) Dans le sous-secteur aérien

- Acquisition des aéronefs pour les sociétés CONGO AIRWAYS et AIR CONGO ;
- Poursuite de la réhabilitation des aéroports de (Kenge, Kavumu deuxième phase, Ndjili,
   Luano, Kisangani, Gemena, Isiro, Lisala, Kananga et Goma);
- Réhabilitation des chaussées aéronautiques des 11 aéroports nationaux, balisage lumineux (tarmac y compris);
- Clôture de deux aéroports nationaux ainsi que l'aménagement des routes de service selon le modèle de l'OACI;
- Acquisition et installation de centrale solaire hybride de 50 KVA des aérodromes INONGO
   ET NIOKI ;
- Acquisition des radars primaires et secondaires ;
- Acquisition d'équipements radio navigation pour 14 aéroports ;
- Acquisition des 8 véhicules anti-incendie pour les aéroports de Boende, Mbandaka,
   Bandundu, Kikwit, Bukavu, Bunia, Isiro et de Beni;
- Acquisition des équipements d'observation Hydrométéorologique et Climatique ;
- Construction et équipements de nouvelles tours de contrôle des 11 aéroports selon OACI;
- Construction des aéroports de N'djili à Kinshasa et de Luano à Lubumbashi.

## III.5.1.7 Energie

Dans le secteur de l'Energie, le Gouvernement ambitionne accroître la production et la distribution électrique ainsi que l'accès à l'eau potable pour améliorer la couverture des populations. Cette politique repose sur l'expansion des infrastructures énergétiques, la diversification des sources d'énergie, notamment avec le développement des énergies renouvelables.

## 1) Dans le sous-secteur de l'électricité

Dans le sous-secteur de l'électricité, les principales actions suivantes seront mises en œuvre au cours de la période 2026-2028 :

- Poursuite des projets hydroélectriques structurants (Inga III, Zongo II, Katende, Kakobola);
- Extension du réseau électrique aux centres secondaires et zones rurales ;
- Promotion des énergies renouvelables hors réseau (solaire, mini-hydro, biomasse);
- Poursuite de la mise en œuvre du projet ANSER;
- Construction de la centrale électrique de Kakobola II pour une capacité de 10,5 MW;
- Amélioration de la productivité d'Inga I et II (les portants à 1.300 MW), en modernisant notamment le groupe d'INGA 2 : G23, G24, G25, G26 ;
- Rénovation et extension du réseau de distribution (HT 72 KV de Tshikapa-Kamonya, Inga-Kolwezi, etc.) ;
- Construction de mini et micro centrales hydroélectriques ;
- Implantation des centrales solaires photovoltaïques de 15 MW à Karawa dans le Nord Ubangi et de 10 MW ;
- Electrification de la ville de Mbandaka par énergie électrique ;
- Construction de la centrale hydroélectrique de KASUKU/Maniema et réseaux associés.
- Construction de la centrale hydroélectrique de la Ruzizi 3;
- Réhabilitation de la Centrale Hydroélectrique de la Tshopo.

## 2) Dans le sous-secteur de l'eau

Dans le sous-secteur de l'eau, la politique du Gouvernement est : (i) d'établir un cadre institutionnel performant, capable d'assurer son rôle normatif et règlementaire et de protéger les droits de tout usager ; (ii) d'assurer un service public de qualité ; (iii) de créer les conditions favorables à l'engagement des opérateurs de qualité et (iv) de mettre en place un système de régulation efficace, indépendant et financièrement viable.

Pour la période 2026-2028, les principales actions afférentes à cette politique sont les suivantes :

- Construction de nouvelles infrastructures de la REGIDESO;
- Réhabilitation et extension des ouvrages d'alimentation en eau potable dans la ville d'Inkisi dans le Kongo Central ;
- Poursuite de la construction, de la réhabilitation et de la modernisation des réseaux de distribution d'eau ;
- Poursuite des raccordements sociaux en faveur des ménages.

## *III.5.1.8 Mines et Hydrocarbures*

Dans ce secteur, la politique du Gouvernement vise la gestion durable des ressources naturelles du pays et la maximisation des retombées socio-économiques du secteur extractif.

Dans cette optique, le Gouvernement entend : (i) promouvoir l'image de la RDC comme destination fiable des investissements étrangers dans le secteur minier et des hydrocarbures ; (ii) renforcer les capacités de l'administration minière ; (iii) intensifier les recherches géologiques et minières ; et (iv) développer une industrie minière compétitive.

Pour la période 2026-2028, le secteur prévoit mener les principales actions suivantes :

- Certification des réserves minières ;
- Acquisition des équipements et matériels d'exploration et de recherches géologiques pour la certification des réserves minières ;
- Acquisition des matériels des laboratoires dans les Provinces du Haut-Katanga, Lualaba,
   Tanganyika, Haut-Lomami, Ituri, Tshopo, Haut-Uélé, Maniema, Nord et Sud-Kivu et la ville province de Kinshasa;
- Acquisition des matériels pour la cartographie géologique à l'échelle 1/200 000 par télé détection de 6 provinces (Bas-Uélé, Nord et Sud-Ubangi, Mongala, Tshuapa et Equateur);
- Création d'une base des données géologiques et minières ;
- Valorisation des sous-produits de l'extraction métallurgique du cuivre, du cobalt, de l'or, et d'autres produits en vue de capter la demande des pays développés en minerais stratégiques, spécialement dans les filières de 3T;
- Acquisition des équipements d'encadrement et de protection des artisanaux miniers ;
- Création d'une école de gemmologie et de taillerie des diamants ;
- Dégazage du Lac Kivu au niveau du Golf de Kabuno (stations 2 et 3 phase industrielle);
- Acquisition des matériels pour l'élaboration des cartes pétrolières et gazières ;
- Acquisition des matériels pour la production de l'hydrogène naturel;
- Construction du pipeline national Moanda-Boma-Matadi ;
- Construction d'une raffinerie nationale moderne.

# III.5.1.9 Télécommunications (PT-NTIC)

La politique du secteur des Télécommunications poursuit les objectifs suivants : (i) améliorer la gouvernance du secteur, (ii) moderniser et étendre les infrastructures postales, et (iii) moderniser les infrastructures des télécommunications de l'information et de la communication.

Pour la période 2026-2028, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- Le renforcement de la dorsale fibre optique et l'accès haut débit ;
- Implémentation des technopoles de développement dans les bureaux de postes et ce, sur toute l'étendue du Territoire national ;
- Construction des rings métropolitains ;
- Création de la chaine nationale « PTN Médias » -Télévision et radio du Ministère des PTN;
- Construction d'un centre de télécommunications de Kinshasa (R+50);
- Accès au câble sous-marin EQUANO;
- Acquisition des équipements GATEWAY de contrôle de flux des appels et trafics des opérateurs concessionnaires et des infrastructures à fibre optique ;
- MONACO SAT-Renforcement de la capacité satellitaire en RDC.

## III.5.1.10 Numérique

La politique du Gouvernement dans le secteur du Numérique vise la favorisation de l'inclusion numérique, l'accès équitable aux outils numériques et l'accélération de la transformation digitale à l'échelle nationale, afin de stimuler la croissance économique. Cet objectif s'appuie sur des axes stratégiques tels que la modernisation des réseaux, la digitalisation des services publics, et le développement de l'économie numérique.

Les principales actions à mener devront contribuer notamment à hausser progressivement le taux de pénétration à l'internet en vue de booster la croissance économique.

Pour la période 2026-2028, il s'agit de :

- Appui aux plateformes digitales pour les services publics (e-gouvernement, santé, éducation);
- Acquisition d'un Data Center National ;

- Etablissement d'une identité numérique et opérationnalisation du projet « Guichet Numérique » ;
- Poursuivre l'implémentation de l'intranet du Gouvernement et des institutions publiques ;
- Mise en place d'un portail numérique dans lequel sera répertorié un calendrier des évènements annuels pour une bonne visibilité du contenu culturel congolais ;
- Appui à la création et à la promotion d'un centre spécialisé de formation aux métiers numériques ;
- Acquisition d'infrastructures numériques ;
- Appui à la mise en place d'une plateforme numérique de gestion intégrée des Visas électroniques (e-Visa) ;
- Numérisation du système de taxation en ligne des exploitants et prestataires de services redevables au Trésor Public.

# III.5.1.11 Environnement et Développement durable

L'action du Gouvernement pour la période 2026-2028 en matière d'environnement et de développement durable s'inscrit dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2024-2028, le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028 et dans le Cadre de coopération RDC-ONU 2025-2029.

Il s'agira : (i) d'assurer un développement durable et croissance équilibrée des provinces, par le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'une croissance inclusive ; et (ii) de renforcer de la gouvernance environnementale.

Ainsi, les principales actions envisagées sur la période sont :

- Opérationnalisation de l'Autorité de Régulation du Marché Carbone en RDC ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation des ouvrages d'art, d'assainissement et stabilisation des sites érosifs et autres, pour le renforcement de la lutte antiérosive sur l'ensemble du territoire national ;
- Mise en place d'un mécanise national de gestion des déchets ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation et stabilisation des sites érosifs ;
- Réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- Implémentation des antennes du cadastre forestier à travers les 26 provinces ;
- Acquisition d'équipements et matériels pour mesurer le niveau de pollution ;
- Mise en place d'un système d'information sur les ressources en Eau ;

- Poursuite du processus de la catégorisation UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) des Aires protégées de la RDC ;
- Evaluation et poursuite de la mise en œuvre de la contribution déterminée (CDN).

#### III.5.1.12 Tourisme

Dans le secteur du tourisme, le Gouvernement poursuit son objectif de valoriser le potentiel touristique du pays, en exploitant son potentiel naturel et culturel.

Pour la période 2026-2028, les principales actions envisagées sont les suivantes :

- Réhabilitation et modernisation de 80 studios ;
- Réhabilitation, sécurisation et développement des infrastructures touristiques, notamment : le Site touristique de la N'sele (Kinshasa), Site touristique Lac Mukamba (Kasaï Oriental), l'Hôtel du Lac Maï-Ndombe, Kitona (Leepens) de Masimanimba, le Site touristique de Lumumba (Haut-Katanga), la Cité royale de Bunkeya (Lualaba), la Maison du souvenir (Nsiamfumu/Kongo Central), le Lac vert (Goma/Nord Kivu), le Jardin zoologique de Kinshasa, la Route des esclaves (Kongo Central), etc.;
- Transformation de 20 dortoirs en 140 appartements ;
- Réhabilitation et modernisation de la route des esclaves Muzelela ;
- Construction du bâtiment de l'Administration Nationale du Tourisme à N'SELE;
- Implémentation des villages touristiques sur l'étendue du territoire national afin de créer la connectivité.

#### III.5.2 Secteurs sociaux

#### III.5.2.1 Santé

La politique du Gouvernement dans le secteur de la Santé consiste principalement à garantir l'accès aux soins de santé de qualité pour tous en vue d'augmenter l'espérance de vie du Congolais.

Pour la période 2026-2028, les principales actions à mener dans le sens de cette politique sont les suivantes :

- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des hôpitaux et centres de santé ;
- Poursuite des projets spécifiques des provinces et ETD dans le cadre du PDL-145 T ;
- Appui au Programme National de la lutte contre malnutrition;
- Poursuite de la réfection et l'équipement des hôpitaux généraux de référence des chefslieux des provinces ;

- Approvisionnement du CHUR de Renaissance (HGP ex-maman Yemo), Hôpital Sendwe,
   Hôpital de la Muya et le Centre de chirurgie du Camp Kokolo, nouvellement effective;
   construits/réhabilités, en kit de médicaments essentiels et intrants spécifiques pour leur mise en service;
- Appui aux Hôpitaux généraux de référence, au Centre national de Lutte contre le cancer et à la Croix rouge du Congo et aux autres structures pour la prise en charge des maladies chroniques;
- Equipement des centres de santé;
- Opérationnalisation du centre des opérations d'urgences pour la couverture des actions d'urgences et d'épidémies dans le délai ;
- Construction et équipement d'un laboratoire pour la lutte contre la Drépanocytose ;
- Construction des hôpitaux publics.

#### III.5.2.2 Education

Dans le secteur de l'éducation, pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre son objectif de mettre en place un système éducatif performant, inclusif et équitable afin de construire un système éducatif devant contribuer efficacement au développement du pays, à la citoyenneté et à la promotion de l'éthique du travail.

## III.5.2.2.1 Education nationale (EPST)

Dans le sous-secteur de l'EPST, le Gouvernement poursuivra, pour la période 2026-2028, la politique de gratuité de l'enseignement de base qui sera complétée par des efforts pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des enseignants.

Les actions à mener s'articule autour des axes ci-après : (i) Infrastructures scolaires, (ii) Réforme des programmes, (iii) Gestion éducative, (iv) Renforcement du corps enseignant, et (v) Transformation du système éducatif.

Il s'agit des principales des actions suivantes :

- Rétablissement des services sociaux de base endommagés dans les provinces touchées par la guerre, par la reconstruction et réhabilitation des infrastructures écolières ;
- Construction des écoles dans le pays dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PDL-145 Territoires ;
- Acquisition des équipements éducatifs ;

- Construction des centres de ressource pour la formation continue des enseignants en provinces ;
- Appui aux cantines scolaires;
- Prise en charge de frais de minerval dans le cadre de la poursuite de la gratuité de l'enseignement ;
- Prise en charge et accompagnement psychosociale des élèves traumatisés marqués par divers troubles dans les zones en conflit et/ou post-conflit;
- Poursuite du programme de mise à la retraite des enseignants.

# III.5.2.2.2 Enseignement Supérieur et Universitaire

L'action du Gouvernement sur la période 2026-2028 dans ce sous-secteur vise à moderniser et améliorer la qualité de l'éducation à travers plusieurs axes stratégiques. Elle met l'accent sur le renforcement de l'assurance qualité avec l'ANAQ-ESU, l'harmonisation des standards académiques, et la numérisation du système éducatif pour faciliter l'accès aux ressources pédagogiques.

A cet effet, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire ;
- Construction d'un amphithéâtre et d'une bibliothèque à l'université de Bandundu dans la province du Kwilu ;
- Construction d'un bâtiment de 3 Auditoires, 2 bureaux administratifs et des latrines au profit de l'ISTA LUKULA dans la Province de Kongo Central ;
- Construction des salles de cours au profit de l'IBTP Kisangani ;
- Rénovation du CNPP des Université de Kinshasa, Kisangani et Lubumbashi.

#### III.5.2.2.3 Recherche scientifique

Sur la période 2026-2028, le Gouvernement poursuit ses efforts pour booster la recherche scientifique, en consolidant son cadre institutionnel, en modernisant les infrastructures et en valorisant les innovations pour un impact accru sur le développement national.

Pour ce faire, il entend mener les principales actions suivantes :

- Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures immobilières des Institutions de Recherche ;
- Construction d'un centre de diagnostic multidisciplinaire et radiothérapie;
- Acquisition des équipements technico-scientifiques des institutions ciblées ;

- Réhabilitation de l'INERA, OVG, CRGM;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation et le redémarrage du réacteur du centre nucléaire de Kinshasa ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques ;
- Mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'équipements pour la modernisation des cartes monographiques, mise à jour des cartes de 145 territoires et modernisation des Atlas ;
- Acquisition d'un satellite;
- Appui au programme AISTIADUA-NEPAD et à l'Observatoire des mouvements des volcans (OVG).

## III.5.2.2.4 Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans ce secteur, le Gouvernement poursuit sa politique accentuée sur la création de formations adaptées aux besoins du marché du travail. L'objectif est de développer une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir la croissance économique et réduire le chômage.

Les principales actions à mettre en œuvre pour la période 2026-2028 afférentes à cet objectif sont les suivantes :

- Construction et renforcement des centres de formation professionnelle et d'apprentissage des métiers pour contribuer à l'éradication de la délinquance et du chômage des jeunes;
- Acquisition des équipements et des mobiliers pour les infrastructures de formation professionnelle dans les provinces ciblées ;
- Construction de manière progressive des centres de Formation Professionnelle dans les provinces ciblées: Kasai-Oriental, Kasai-Central, Equateur, Kwilu, Tshuapa, Nord-Ubangi, Mongala, Haut-Katanga et Lualaba;
- Acquisition d'équipements didactiques de formation et de matériels adéquats ;
- Construction des centres de formation professionnelle (Hangar) au centre de rééducation à Luzumu dans le Kongo Central et au CPRK de Kinshasa/Makala ;
- La formation continue ou recyclage des formateurs, des inspecteurs aux TIC, formation ambulatoire dans les sites des déplacés de guerres et Programme National d'Appuis aux dépendants militaires et policiers (PNADMP);
- Collecte des données statistiques et production de la cartographie de la formation professionnelle.

#### III.5.2.3 Protection sociale

Dans le cadre de la protection sociale, l'action du Gouvernement est axée sur la réduction des inégalités homme-femme et les violences faites aux femmes, la promotion de l'emploi décent, de la sécurité sociale pour tous et la gestion des risques ainsi que l'insertion sociale et l'entrepreneuriat des jeunes défavorisés.

#### III.5.2.3.1. Genre et Famille

La politique du Gouvernement dans ce secteur, poursuit sa vision de promouvoir l'égalité des genres, renforcer la protection des droits des femmes et des enfants, et améliorer l'inclusion sociale.

Les actions prioritaires à entreprendre pour atteindre cet objectif au cours de la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Promotion et protection des droits de l'enfant et de la femme ainsi que de la famille
- Construction des centres de suivi des Violences Basées sur le Genre et installation des antennes provinciales de l'AVIFEM;
- Mise en œuvre du Plan d'action de la stratégie nationale de la lutte contre les violences basées sur le Genre (implantation des CISM, opérationnalisation de l'AVIFEM) ;
- Appui aux structures spécialisées ;
- Poursuite de l'autonomisation des femmes entrepreneures ;
- Poursuite de la mise en œuvre du projet relatif à la violence sexuelle et basée sur le genre et la santé des femmes dans la région des Grands lacs ;
- Appui à la base des données sociales pour la collecte, le traitement et l'exploitation des indicateurs statistiques Genre en vue de publier l'annuaire statistiques Genre.

## III.5.2.3.2. Emploi et Travail

La vision du Gouvernement dans le domaine de l'Emploi consiste à faire de ce dernier un puissant levier transversal devant contribuer à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au développement durable.

Les principales actions à mener pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Renforcement de la couverture de l'ONEM par l'implantation des maisons d'emplois dans les 145 territoires ;
- Subvention de l'embauche du premier jeune sortant d'un programme de formation professionnelle et financée par le budget de l'Etat ;

- Promotion des créations d'emploi des jeunes grâce à la mise en place des incubateurs d'emploi ;
- Suivi de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- Mise en place d'un système d'information et d'analyse du marché du travail et création d'une base de données emplois.

#### III.5.2.3.3 Affaires sociales

En ce qui concerne les Affaires sociales, la mise en œuvre de la politique du secteur pour la période 2026-2028, passe par les actions ci-après :

- Acquisition des équipements et des mobiliers pour les centres de promotion sociale (centres de rattrapage scolaire, centres d'apprentissage des métiers et centres d'alphabétisation);
- Construction et réhabilitation des centres de rattrapage scolaire, d'apprentissage des métiers et d'alphabétisation ;
- Prise en charge des personnes de troisième âge ;
- Mise en place des filets sociaux en faveur des personnes et ménages en situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité ;
- Inclusion économique des personnes et ménages pauvres et vulnérables
- Promotion et encadrement des activités commerciales des personnes vulnérables particulièrement celles vivant avec handicap ;
- Mise en place du Registre social unique.

## III.5.2.3.4. Prévoyance sociale

Pour la Période 2026-2028, le Gouvernement entend poursuivre, dans le cadre de la prévoyance sociale, la mise en œuvre des mesures visant l'extension de la couverture sociale à toutes les couches de la population, notamment la couverture santé universelle.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées :

- Poursuite de la mise en œuvre de la couverture santé universelle, notamment par la continuité de la gratuité des soins des femmes enceintes, des accouchements et du nouveau-né ainsi que l'appui aux structures de sa facilitation;
- Mise en œuvre du régime d'assistance médicale des personnes indigentes et vulnérables.

## III.3.2.4. Fonction Publique

S'agissant de la Fonction Publique, le Gouvernement vise à moderniser l'administration publique, améliorer les conditions des agents de l'État et renforcer l'efficacité des services publics de la république.

Ainsi, pour la période 2026-2028, les actions du secteur se résument comme suit :

- Définition d'une nouvelle politique salariale plus équitable, rationnelle et inclusive ;
- Poursuite de l'identification biométrique et la mise à jour du fichier de référence de l'Administration publique ;
- Mécanisation des Agents de carrière des services publics de l'Etat non payés ;
- Promotion de l'innovation et de la gouvernance électronique dans l'Administration publique ;
- La poursuite de la mise à la retraite des cadres et agents éligibles ;
- Renforcement de la gestion du système de sécurité sociale du personnel de carrière des services publics.

#### III.3.2.5. Sports

Dans le secteur des Sports, le Gouvernement entend poursuivre la promotion des sports comme l'un des leviers du rayonnement du pays et de l'amélioration de la santé du congolais. Ainsi, l'objectif est de moderniser les infrastructures sportives et de renforcer la compétitivité des athlètes congolais.

Pour la période 2026-2028, le Gouvernement entend mener les principales actions suivantes :

- Poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures sportives ainsi que des loisirs dans toutes les provinces ;
- Appui au centre national de médecine du sport, au comité national antidopage congolais et à l'Association des Fédérations Africaines de Basketball ;
- Acquisitions d'équipements médico-sportifs ;
- Appui aux 12 fédérations sportives ;
- Relance des jeux congolais et provinciaux ;
- La formation des inspecteurs de loisirs à Kinshasa et dans les chefs-lieux des provinces.

#### III.3.2.6. Culture et Arts

Durant la période 2026-2028, le Gouvernement entend donner un nouvel élan au secteur de la Culture et des arts à travers une politique axée sur l'innovation et la préservation du patrimoine. Cette stratégie inclut la modernisation des infrastructures, la promotion de la culture et le développement des industries culturelles.

Pour ce faire, les principales actions à mener sont les suivantes :

- Promotion de la production des films, les rencontres artistico-culturelles en vue du marketing de l'image positive du pays ;
- Construction d'un marché moderne national des œuvres d'art ;
- Réhabilitation de la salle MONGITA;
- Inventaire des biens culturels dans les 26 provinces de la RDC;
- Construction d'une école de la Rumba ;
- Construction d'une librairie et d'une imprimerie francophone ;
- Réhabilitation et réfection d'édifices et d'immeubles du centre culturel congolais le Zoo;
- Construction des Centres de formation des langues Nationales.

#### III.5.3 Secteur de souveraineté

Face aux menaces systémiques pesant sur l'intégrité du territoire national, le Gouvernement entend consolider les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Cette consolidation devra passer notamment par :

- (i) La poursuite de la montée en puissance des Forces de Défense et de Sécurité ;
- (ii) La poursuite de l'éradication des groupes armés opérant dans le pays, plus particulièrement à l'Est ;
- (iii) Le renforcement de la coordination, de l'intégration et du système de défense et de sécurité ;
- (iv) Le renforcement de la cohésion communautaire pour une paix durable.

En outre, le Gouvernement envisage d'améliorer la gouvernance sécuritaire et judiciaire afin de garantir une meilleure sécurité à la population face à la criminalité, au banditisme et au terrorisme. A cet effet, il entend poursuivre l'amélioration de la gouvernance judiciaire.

#### III.5.3.1 Défense

Dans le secteur de la Défense, en conformité avec les axes stratégiques établis dans le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028, les principales initiatives retenues pour la période 2026-2028 sont les suivantes :

- Désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation pour la réinsertion sociale des démobilisés ainsi que la lutte contre la prolifération des armes incontrôlées dans le cadre du programme DDRCS;
- Poursuite de la formation des militaires par l'instruction, l'entraînement, la spécialisation et le perfectionnement des troupes, des officiers et sous-officiers ainsi que des instructeurs et formateurs militaires;
- Dotation des FARDC des équipements et matériels militaires adaptés aux menaces actuelles et futures ;
- Construction, réhabilitation et entretien des infrastructures militaires ;
- Intensification des opérations militaires ciblées contre les groupes armés ;
- Dégagement et recrutement des militaires ;
- Mise en œuvre des programmes de réconciliation et de reconstruction pour favoriser la stabilisation des régions touchées par les conflits ;
- Renforcement de la productivité du corps de génie militaire ;
- Poursuite de la réhabilitation des bases militaires ;
- Création d'une industrie militaire.

## III.5.3.2 Sécurité intérieure

En ce qui concerne la sécurité intérieure, les principales actions suivantes devront être menées pour la période 2026-2028 :

- Identification proprement dite pour la constitution du fichier général de la population ;
- Modernisation des services de l'Etat civil en RDC ;
- Installation des comités locaux de sécurité (CLS) dans les 145 territoires, en vue de renforcer la gouvernance sécuritaire ;
- Construction des centres pilotes de formation en provinces ;
- Construction des foyers d'accueil des victimes des catastrophes et leur suivi ;
- Acquisition des équipements de vidéo surveillance pour la sécurisation des Villes (Kinshasa, Kongo central et Haut Katanga);

- Construction et réhabilitation des quartiers généraux, des camps, des casernes et des structures médicales pour la PNC dans l'optique d'assurer la police de proximité ;
- Construction des commissariats dans toutes les provinces ;
- Réhabilitation de l'école De M'vula Matadi ;
- Construction atelier d'habillement et 5 hangars ;
- Construction de la base opérationnelle GMI Kongo-Central ;
- Construction bâtiment administratif Police fluviale ;
- Construction hôpital de référence dans la Province de Sankuru et de Mongala ;
- Formation régulière des policiers au sein des écoles de police et de l'académie de police;
- La poursuite d'appui à la réforme de la police dans sa troisième phase ;
- Acquisition des équipements, des outils de surveillance modernes et de la logistique au profit de la PNC;
- Acquisition du matériel médical pour la Polyclinique ANR ;
- Acquisition d'équipement télégraphiques, fax, radio et cellulaires pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) ;
- Identification des étrangers, le contrôle de séjour, le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- Informatisation de la gestion des flux migratoires ;
- Renforcement des moyens logistiques et sécurisation de l'outil de travail ;
- Construction des casernes pour sapeurs-pompiers.

## III.5.3.3 Justice et Pouvoir judiciaire

Pour la période 2026-2028, Gouvernement dans le secteur de la Justice, entend poursuivre l'amélioration de la gouvernance judiciaire, par la garantie de l'accès au droit et à une justice de qualité pour tous et par l'amélioration de la performance de l'administration de la justice.

Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées :

- Acquisition du Palais de justice de Kindu (paiement du solde) ;
- Acquisition des équipements informatiques et divers ;
- Réhabilitation des hôpitaux des prisons centrales (Makala,...);
- Construction et réhabilitation des prisons (pavillons 3, 4 et 6 de la prison centrale de Makala,...);
- Poursuite de construction des tribunaux de commerce dans les chefs-lieux des provinces.

#### IV. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2026-2028

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2026-2028, qui résulte de la prise en compte des objectifs macroéconomiques 2026-2028 et des politiques publiques et budgétaires préconisées sur la période telles que résumées au point III du présent document.

# IV.1 Evolution des dépenses

La programmation budgétaire 2026-2028 situe les dépenses totales du Pouvoir central à **188.006,2 milliards de FC** dont **56.804,7 milliards de FC** pour 2026. Prenant en compte les dépenses des Provinces et des ETD, les dépenses globales se situeraient à **221.690,2 milliards de FC** au cours de la période.

<u>Tableau 11 : Dépenses totales par niveau de gouvernance de 2026-2028 (en milliards de FC)</u>

Niveau de Pouvoir	202	2025		2025		6	2027		2028		Total	Moyenne
Niveau de Pouvoir	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	2026 - 2028	2026 - 2028
Pouvoir Central (hors dettes)	50 173,5	23,5	49 182,2	20,5	56 804,7	21,1	62 614,3	20,8	68 587,5	20,3	188 006,5	62 668,8
Provinces	7 725,2	3,6	7725,2	3,2	10 197,2	3,8	11 013,1	3,7	11 115,1	3,3	32 325,5	10 775,2
Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	361,1	0,2	361,1	0,2	422,5	0,2	452,1	0,1	483,7	0,1	1 358,3	452,8
Total	58 259,8	27,3	57 268,5	23,9	67 424,4	25,1	74 079,4	24,6	80 186,4	23,7	221 690,2	73 896,7

Source : DGPPB, Ministère du Budget

# IV.1.1 Evolution des dépenses du Pouvoir Central

Comme le montre le tableau 12 ci-après, les dépenses totales cumulées du Pouvoir Central se chiffreraient à **188.006,2 milliards de FC**, sur la période 2026-2028, dont **170.573,8 milliards de FC** du budget général.

<u>Tableau 12 a. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2026 à 2026 (en milliards de FC)</u>

					IIIIIII	u	, <u>uc i c</u>	L				
		20	25		2026		2027		2028		CUMUL	Moyenne
Nature	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	2026 - 2028	2026 - 2028
A. BUDGET GENERAL	45 419,7	21,3	44 240,0	18,5	51 438,2	19,1	56 872,2	18,8	62 443,4	18,4	170 753,8	56 917,9
DEPENSES COURANTES	21 267,1	10,0	21 457,7	9,0	26 371,6	9,8	29 224,7	9,7	32 548,7	9,6	88 144,9	29 381,6
Frais financiers	331,4	0,2	1 175,4	0,5	1 220,9	0,5	1 474,4	0,5	1 722,0	0,5	4417,3	1 472,4
Rémunération	10 132,5	4,7	11 478,7	4,8	12 800,0	4,8	14 100,0	4,7	15 991,9	4,7	42 891,9	14 297,3
Fonctionnement	5 104,5	2,4	5 230,3	2,2	6 540,6	2,4	6 973,9	2,3	7 462,0	2,2	20 976,5	6 992,2
Transferts et interventions de l'Etat	5 698,8	2,7	3 573,2	1,5	5 810,2	2,2	6 676,4	2,2	7 372,8	2,2	19 859,3	6 6 1 9,8
DEPENSES EN CAPITAL	22 659,6	10,6	16 972,3	7,1	19 102,7	7,1	24 661,8	8,2	26 580,1	7,9	70 344,6	23 448,2
sur ressources propres	10 523,3	4,9	4 836,0	2,0	5 739,9	2,1	10 976,6	3,6	12 732,3	3,8	29 448,8	9816,3
sur ressources extérieures	12 136,3	5,7	12 136,3	5,1	13 362,8	5,0	13 685,3	4,5	13 847,8	4,1	40 895,8	13 631,9
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	1 492,9	0,7	5 810,0	2,4	5 963,9	2,2	2 985,7	1,0	3 3 1 4, 7	1,0	12 264,2	4 088,1
C. BUDGETS ANNEXES	903,0	0,4	903,0	0,4	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
D. COMPTES SPECIAUX	3 850,9	1,8	4 039,2	1,7	4 404,2	1,6	4712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4719,7
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	50 173,5	23,5	49 182,2	20,5	56 804,7	21,1	62 614,3	20,8	68 587,5	20,3	188 006,5	62 668,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

<u>Tableau 12 b. Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en pourcentage)</u>

		2025			2026			2027			2028	
Pilier	Structure	Accroissement	Part des recettes									
A. BUDGET GENERAL	90,5	25,4	141,0	90,6	13,3	147,7	90,8	10,6	141,3	91,0	9,8	135,8
DEPENSES COURANTES	42,4	26,4	66,0	46,9	24,0	75,7	46,7	10,8	72,6	47,5	11,4	70,8
Frais financiers	0,7	50,5	1,0	2,1	268,5	3,5	2,4	20,8	3,7	2,5	16,8	3,7
Remuneration	20,2	24,7	31,5	22,5	26,3	36,7	22,5	10,2	35,0	23,3	13,4	34,8
Fonctionnement	10,2	25,8	15,8	11,5	28,1	18,8	11,1	6,6	17,3	10,9	7,0	16,2
Transfertetinterventiondel'Etat	11,4	28,9	17,7	10,2	2,0	16,7	10,7	14,9	16,6	10,7	10,4	16,0
DEPENSES EN CAPITAL	45,2	22,0	70,3	33,6	-15,7	54,8	39,4	29,1	61,3	38,8	7,8	57,8
surressources propres	21,0	47,6	32,7	10,1	-45,5	16,5	17,5	91,2	27,3	18,6	16,0	27,7
surressourcesexterieures	24,2	6,0	37,7	23,5	10,1	38,4	21,9	2,4	34,0	20,2	1,2	30,1
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	3,0	82,1	4,6	10,5	299,5	17,1	4,8	-49,9	7,4	4,8	11,0	7,2
C. BUDGETS ANNEXES	1,8	25,3	2,8	1,7	6,6	2,8	1,6	7,0	2,6	1,6	7,0	2,4
D. COMPTES SPECIAUX	7,7	32,8	12,0	7,8	14,4	12,6	7,5	7,0	11,7	7,4	7,0	11,0
DEPENSES POUVOIR CENTRAL	100,0	25,9	155,7	100,0	13,2	163,1	100,0	10,2	155,6	100,0	9,5	149,1

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Les dépenses courantes seraient de **88.144,9 milliards** de FC sur la période, soit une moyenne annuelle de **29.381,6 milliards de FC**. Ces dépenses devront couvrir principalement la rémunération qui devra accroître de **11,7%** l'an. Cette enveloppe de rémunération représenterait **4,7%** du PIB sur la période 2026-2028.

Quant aux dépenses de fonctionnement des ministères, elles accroissent de **9,8%** l'an, justifié par la prise en compte de l'amélioration de dépenses de fonctionnement de principaux secteurs prioritaires, notamment l'intérieur, la défense, les affaires étrangères et les secteurs sociaux. En terme nominal, elles passeraient de **3.509,4 milliards de FC** en 2026 à **4.017,9 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses en capital devront être orientées principalement vers les secteurs sociaux, des infrastructures et autres secteurs porteurs de croissance suivant le Programme d'Actions du Gouvernement, en vue de relever le défi de développement du Pays.

Globalement, elles représenteraient **7,7%** du PIB au cours de la période. En terme nominal, elles devraient passer de **19.102,6 milliards de FC** en 2026 à **26.580,1 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses en capital financées sur ressources propres représenteraient **3,2%** du PIB sur la période 2026-2028. En terme nominal, elles devraient se situer à **29.448,8 milliards de FC** sur la période et à **5.739,9 milliards de FC** en 2026.

Dans le souci de restaurer la sécurité dans la partie Est du pays et de sécuriser la population et leurs biens, les dépenses sécuritaires devraient se situer **9.518,5 milliards de FC** sur la période et à **5.389,3 milliards de FC** en 2026.

Quant aux dépenses liées à l'organisations des élections en 2028, elles devraient se situer à **1.736,2 milliards de FC** sur la période et à **1.040,5 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses des budgets annexes et des comptes spéciaux connaitraient des accroissements respectifs de **7,0%** et **10,1**% l'an sur la période 2026-2028.

# IV.1.2 Evolution des dépenses des Provinces

La projection des dépenses des provinces sont estimées à **32.325,5 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **10.775,2 milliards de FC**.

Elles sont composées des dépenses du Budget général de **31.275,8 milliards de FC** et des dépenses des Budgets annexes de **1.049,7 milliards de FC**. En 2026, elles se situeraient à **10.197,2 milliards de FC**.

Ces dépenses sont contenues dans les tableaux 13 ci-dessous qui renseigne sur leur évolution au cours de la période 2026-2028. Il en résulte que les dépenses en capital des Provinces se situeraient à **6.079,0 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle. Les dépenses courantes, quant à elles, devraient se chiffrer en moyenne à **4.696,1 milliards de FC**.

<u>Tableau 13.A : Evolution des dépenses des provinces de 2026-2028 (en milliards de FC)</u>

DW	2025	2026	2027	2028	Total	Moyenne
Pilier	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	2026 - 2028	2026 - 2028
BUDGET GENERAL	7 473,8	9 865,4	10 652,5	10 758,0	31 275,8	10 425,3
Dépenses courantes	3 374,9	4 454,9	4841,5	4791,9	14 088,3	4 696,1
Dépenses en capital	4 350,2	5 742,3	6 171,6	6 323,2	18 237,1	6 079,0
BUDGETS ANNEXES	251,4	331,9	360,6	357,2	1 049,7	349,9
TOTAL DEPENSES PROVINCES	7725,2	10 197,2	11 013,1	11 115,1	32325,5	10 775,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

<u>Tableau 13.B : Evolution des dépenses des provinces de 2026-2028 (en pourcentage)</u>

Pilier		2025			2026		2027				
Piller	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes		
BUDGET GENERAL	96,7	35,1	113,9	96,7	12,0	106,2	96,7	8,2	106,2		
Dépenses courantes	43,7	41,5	51,4	43,7	12,0	48,0	44,0	8,9	48,3		
Dépenses en capital	56,3	38,2	66,3	56,3	12,0	61,8	56,0	7,7	61,5		
BUDGETS ANNEXES	3,3	36,9	3,8	3,3	12,0	3,6	3,3	8,8	3,6		
TOTAL DEPENSES PROVINCES	100,0	35,1	117,7	100,0	12,0	109,8	100,0	8,2	109,8		

Source : DGPPB, Ministère du Budget

# IV.1.3 Evolution des dépenses des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)

Les dépenses totales des ETD se situeraient à **1.358,3 milliards de FC** au cours de la période 2026-2028, à raison de **422,5 milliards de FC** en 2026, **452,1 milliards de FC** en 2027 et **483,7 milliards de FC** en 2028.

Les dépenses courantes devraient s'évaluer à **180,1 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle et celles en capital à **272,7 milliards de FC**.

Le tableau 14 A ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2026 à 2028.

<u>Tableau 14.A : Evolution des dépenses des ETD de 2026-2028 (en milliards de FC)</u>

Pilier	2024	2025	2026	2027	2028	Total	Moyenne
T IIICI	Historique	Projection	Projection	Projection	Projection	2026-2028	2026-2028
BUDGET GENERAL	222,0	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
Dépenses courantes	87,0	143,6	168,0	179,8	192,4	540,3	180,1
Dépenses en capital	134,9	217,5	254,4	272,2	291,3	818,0	272,7
TOTAL DEPENSES ETDs	221,95	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

Tableau 14.B: Evolution des dépenses des ETD de 2026-2028 (en pourcentage)

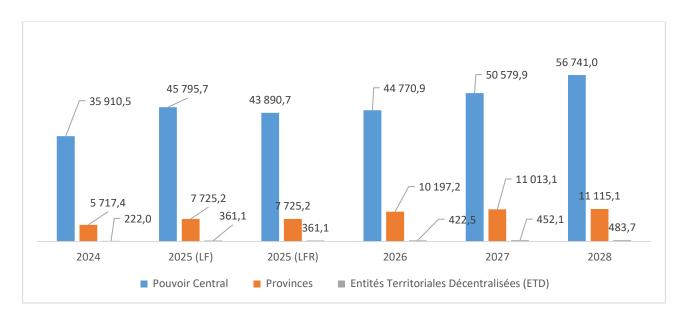
Dillo.		2025		2026				2027		2028			
Pilier	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroisseme nt	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes	
BUDGET GENERAL	100,0	62,7	85,5	100,0	17,0	93,5	100,0	7,0	100,0	100,0	7,0	100,0	
Dépenses courantes	39,8	65,0	34,0	39,8	17,0	37,2	39,8	7,0	39,8	39,8	7,0	39,8	
Dépenses en capital	60,2	61,2	51,5	60,2	17,0	56,3	60,2	7,0	60,2	60,2	7,0	60,2	
TOTAL DEPENSES ETDs	100,0	62,7	85,5	100,0	17,0	93,5	100,0	7,0	100,0	100,0	7,0	100,0	

Source : DGPPB, Ministère du Budget

# IV.2 Evolution des recettes (recettes propres et dons)

Au cours de la période 2026-2028, les recettes du Pouvoir central seraient de **152.091,8** milliards de FC, dont **44.770,9** milliards de FC pour l'exercice 2026. Considérant les montants de **32.325,5** milliards de FC pour les Provinces et **1.358,3** milliards de FC pour les ETD, les recettes globales au cours de la période se situeraient à **185.775,6** milliards de FC, soit une moyenne annuelle de **61.925,2** milliards de FC.

L'évolution de ces recettes sur la période de 2026-2028 est illustrée dans le graphique 9 ciaprès.



Graphique 9 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2026 à 2028

Source : DGPPB, Ministère du Budget.

## IV.2.1 Evolution des recettes du Pouvoir Central

Les recettes du Pouvoir Central se situeraient à **152.091,8 milliards de FC**, dont **134.839,2 milliards FC** des recettes du Budget général, **3.093,6 milliards de FC** des budgets annexes et **14.159,1 milliards de FC** des comptes spéciaux.

La mise en œuvre de la politique fiscale et douanière préconisée sur la période permettrait un accroissement des recettes fiscales et non-fiscales de **15,4%** l'an sur la période. La pression fiscale devrait se situer à **13,6%** en 2028. Cette politique fiscale et douanière consisterait notamment à poursuivre les réformes amorcées, élargir la taille des assujettis à certains impôts directs et à poursuivre le contrôle de gestion.

S'agissant des recettes minières, elles devraient se chiffrer à **47.233,1 milliards de FC** sur la période 2026-2028 et à **15.019,5 milliards de FC** en 2026.

Quant aux recettes de pétroliers producteurs, elles devraient se situer à **1.561,0 milliards** de FC sur la période 2026-2028 et à **516,1 milliards** de FC en 2026.

Outre les recettes domestiques, le financement des politiques publiques préconisées sur la période 2026-2028 serait couvert par les dons attendus des partenaires au développement estimés à **13.768,6 milliards de FC** sur la période.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne à **1.031,2 milliards de FC** et à **4.719,7 milliards de FC** sur la période 2026-2028.

**Graphique 10 : Historique et projections de la pression fiscale** 



Source : DGPPB/BUDGET sur base des données CPCM

<u>Tableau 15.A : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en milliards de FC)</u>

	2025		2025		2026		2027		2028		Total	Moyenne
Pilier	LF	% PIB	LFR	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	Proj.	% PIB	2026-2028	2026 - 2028
A. BUDGET GENERAL	41 041,9	19,2	38 889,4	16,2	39 404,5	14,7	44 837,7	14,9	50 597,0	14,9	134839,2	44 946,4
RECETTES COURANTES	32 215,6	15,1	29 898,8	12,5	34 835,0	13,0	40 249,2	13,3	45 986,4	13,6	121 070,5	40 356,8
Recettes des douanes et accises	7 769,1	3,6	6 6 9 3, 1	2,8	7 472,5	2,8	9761,4	3,2	11 176,6	3,3	28 410,6	9 470,2
dont minières	2761,7	1,3	2 411,7	1,0	2 706,9	1,0	3 101,6	1,0	3 391,9	1,0	9 200,5	3 066,8
Recettes des impôts	16 279,1	7,6	16 138,7	6,7	20 046,7	7,5	22 150,2	7,3	25 300,4	7,5	67 497,3	22 499,1
dont minières	8 807,9	4,1	8 692,9	3,6	10 046,6	3,7	10 110,1	3,4	10834,3	3,2	30 991,0	10 330,3
Recettes non fiscales	7 437,2	3,5	6 483,8	2,7	6 799,8	2,5	7818,6	2,6	8 983,2	2,7	23 601,6	7 867,2
dont minières	2544,3	1,2	2 939,4	1,2	2 266,0	0,8	2 359,3	0,8	2416,4	0,7	7041,7	2347,2
Recettes des pétroliers producteurs	730,2	0,3	583,1	0,2	516,1	0,2	518,9	0,2	526,0	0,2	1 561,0	520,3
DONS	8 826,3	4,1	8 990,7	3,8	4 569,4	1,7	4 588,6	1,5	4 610,6	1,4	13 768,6	4 589,5
Dons budgétaires	44,3	0,0	208,7	0,1	72,0	0,0	32,1	0,0	0,0	0,0	104,1	34,7
Dons projets	8 782,0	4,1	8 782,0	3,7	4 497,4	1,7	4556,5	1,5	4610,6	1,4	13 664,5	4 554,8
C. BUDGETS ANNEXES	903,0	0,4	903,0	0,4	962,3	0,4	1 029,6	0,3	1 101,7	0,3	3 093,6	1 031,2
D. COMPTES SPECIAUX	3 850,9	1,8	4 039,2	1,7	4 404,2	1,6	4712,5	1,6	5 042,4	1,5	14 159,1	4719,7
RECETTES POUVOIR CENTRAL	45 795,7	21,4	43 831,6	18,3	44 770,9	16,6	50 579,9	16,8	56 741,0	16,8	152091,8	50 697,3

<u>Tableau 15.B : Evolution des recettes et des dons du Pouvoir central de 2026 à 2028 (en pourcentage)</u>

<u>2028 (en pourcentage)</u>													
		2025			2026			2027			2028		
Pilier	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes	
A. BUDGET GENERAL	89,6	27,1	127,4	88,0	-4,0	113,1	88,6	13,8	111,4	89,2	12,8	110,0	
RECETTES COURANTES	70,3	31,1	100,0	77,8	8,1	100,0	79,6	15,5	100,0	81,0	14,3	100,0	
Recettes des douanes et accises	17,0	26,8	24,1	16,7	-3,8	21,5	19,3	30,6	24,3	19,7	14,5	24,3	
Recettes des impôts	35,5	17,9	50,5	44,8	23,1	57,5	43,8	10,5	55,0	44,6	14,2	55,0	
Recettes non fiscales	16,2	85,8	23,1	15,2	-8,6	19,5	15,5	15,0	19,4	15,8	14,9	19,5	
Recettes des pétroliers producteurs	1,6	17,0	2,3	1,2	-29,3	1,5	1,0	0,6	1,3	0,9	1,4	1,1	
DONS	19,3	14,2	27,4	10,2	-48,2	13,1	9,1	0,4	11,4	8,1	0,5	10,0	
Dons budgétaires	0,1	-78,5	0,1	0,2	62,5	0,2	0,1	-55,5	0,1	0,0		0,0	
Dons projets	19,2	16,8	27,3	10,0	-48,8	12,9	9,0	1,3	11,3	8,1	1,2	10,0	
C. BUDGETS ANNEXES	2,0	25,3	2,8	2,1	6,6	2,8	2,0	7,0	2,6	1,9	7,0	2,4	
D. COMPTES SPECIAUX	8,4	32,8	12,0	9,8	14,4	12,6	9,3	7,0	11,7	8,9	7,0	11,0	
RECETTES POUVOIR CENTRAL	100,0	27,5	142,2	100,0	-2,2	128,5	100,0	13,0	125,7	100,0	12,2	123,4	

Source : DGPPB, Ministère du Budget

## IV.2.2 Evolution des recettes des Provinces (recettes propres et dons)

Les recettes totales des Provinces projetées pendant la période 2026-2028 devraient se situer à **27.474,1 milliards de FC** et à **8.652,2 milliards de FC** en 2026. Elles ont été projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes.

Les recettes spécifiques et d'intérêt commun, telles que renseignées aux tableaux 16 cidessous, se situeraient respectivement à **13.113,8 milliards de FC** et **10.230,4 milliards de FC** sur la période 2026-2028, soit une moyenne annuelle respective de **4.371,3 milliards de FC** et **3.410,1 milliards de FC**.

<u>Tableau 16.A : Evolution des recettes des provinces de 2026 à 2028 (en milliards de FC)</u>

Pilier	2025	2026	2027	2028	Total 2026 - 2028	Moyenne 2026 - 2028
	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
A. BUDGET GENERAL	7 473,8	9 865,4	10 652,5	10 758,0	31 275,8	10 425,3
RECETTES COURANTES	6 563,4	8 663,7	9 355,0	9 447,6	27 466,4	9 155,5
Recettes spécifiques aux provinces	3 687,1	4 866,9	5 255,2	5 307,3	15 429,4	5 143,1
Recettes d'intérêt commun	2876,4	3 796,8	4 099,7	4 140,4	12 036,9	4012,3
AUTRES RECETTES	910,3	1 201,6	1 297,5	1310,3	3 809,5	1 269,8
Recettes exceptionnelles	640,6	845,6	913,1	922,1	2 680,8	893,6
Recettes extérieures (Dons)	269,7	356,0	384,4	388,2	1 128,7	376,2
B. BUDGETS ANNEXES	251,4	331,9	360,6	357,2	1 049,7	349,9
RECETTES DE PROVINCES	7725,2	10 197,2	11 013,1	11 115,1	32325,5	10 775,2

Source : DGPPB, Ministère du Budget

<u>Tableau 16.B : Evolution des recettes des provinces de 2026 à 2028 (en pourcentage)</u>

		2025			2026			2027			2028	
Pilier	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroissement	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes	Structure	Accroisse ment	Part des recettes
A. BUDGET GENERAL	96,7	35,1	113,9	96,7	12,0	113,9	96,7	8,2	113,9	96,8	1,2	113,9
RECETTES COURANTES	85,0	35,1	100,0	85,0	12,0	100,0	84,9	8,2	100,0	85,0	1,2	100,0
Recettes spécifiques aux provinces	47,7	36,3	56,2	47,7	12,0	56,2	47,7	8,2	56,2	47,7	1,2	56,2
Recettes d'intérêt commun	37,2	33,7	43,8	37,2	12,0	43,8	37,2	8,2	43,8	37,2	1,2	43,8
AUTRES RECETTES	11,8	34,6	13,9	11,8	12,0	13,9	11,8	8,2	13,9	11,8	1,2	13,9
Recettes exceptionnelles	8,3	33,7	9,8	8,3	12,0	9,8	8,3	8,2	9,8	8,3	1,2	9,8
Recettes extérieures (Dons)	3,5	36,9	4,1	3,5	12,0	4,1	3,5	8,2	4,1	3,5	1,2	4,1
B. BUDGETS ANNEXES	3,3	36,9	3,8	3,3	12,0	3,8	3,3	8,8	3,9	3,2	-0,8	3,8
RECETTES DE PROVINCES	100,0	35,1	117,7	100,0	12,0	117,7	100,0	8,2	117,7	100,0	1,1	117,6

Source : DGPPB, Ministère du Budget

# IV.2.3 Evolution des recettes des Entités Territoriales Décentralisées (recettes courantes)

Projetées en équilibre avec les dépenses correspondantes, les recettes des ETD constituées des recettes spécifiques, se situeraient à **1.358,3 milliards de FC** pendant la période 2026-2028, soit une moyenne de **452,8 milliards de FC**, comme l'indique le tableau 17 cidessous.

Tableau 17 : Evolution des recettes des ETD de 2026 à 2028 (en milliards de FC)

Pilier	2025	2026	2027	2028	Total	Moyenne 2026 -
Fillel	Projection	Projection	Projection	Projection	2026 - 2028	2028
A. BUDGET GENERAL	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
RECETTES COURANTES	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
Recettes spécifiques aux ETD	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8
RECETTES DES ETD	361,1	422,5	452,1	483,7	1 358,3	452,8

Source : DGPPB, Ministère du Budget

# IV.3 Evolution du solde budgétaire et de son financement

La Programmation budgétaire 2026-2028 indique un solde nul pour les opérations financières des provinces, Etds, Budgets annexes et Comptes spéciaux. Pour le pouvoir central, l'évolution des recettes domestiques et des dépenses de 2026 à 2028 dégage un solde global négatif de **11.971,5 milliards de FC** l'an. Le solde budgétaire intérieur se situerait à **-2.479,6 milliards de FC** l'an.

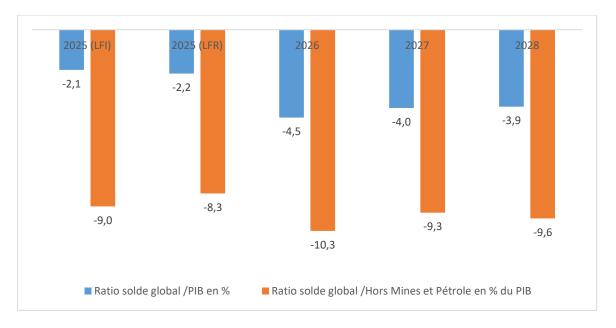
Le financement de ce solde sur la période serait assuré par les emprunts (projets et programmes) à hauteur de **12.961,2 milliards de FC** l'an, à lever auprès des partenaires multi et bilatéraux et par l'émission des titres publics dans le cadre des obligations du trésor à hauteur de **1.530,4 milliards de FC** l'an. L'amortissement de la dette extérieure se situerait à **-720,0 milliards de FC** l'an et celui de la dette intérieure se situerait à **-1.800,0 milliards de FC** l'an. Le tableau ci-dessous renseigne sur les détails de différents soldes et leurs financements.

<u>Tableau 18 : Evolution du solde et du financement de 2026 à 2028 (En milliards de FC, sauf indication contraire)</u>

Rubrique	2025 (LF)	2025 (LFR)	2026	2027	2028
Recettes et dons	41 041,9	38 889,4	39 404,5	44 837,7	50 597,0
Recettes courantes	32 215,6	29 898,8	34 835,0	40 249,2	45 986,4
Dons	8 826,3	8 990,7	4 569,4	4 588,6	4 610,6
Budgétaires	44,3	208,7	72,0	32,1	0,0
Projets	8 782,0	8 782,0	4 497,4	4 556,5	4 610,6
Dépenses	58 259,8	57 268,5	67 424,4	74 079,4	80 186,4
Dépenses courantes	21 267,1	21 457,7	26 371,6	29 224,7	32 548,7
Rémunération	10 132,5	11 478,7	12 800,0	14 100,0	15 991,9
Frais financiers	331,4	1 175,4	1 220,9	1 474,4	1 722,0
Intérieures	222,1	1 012,4	968,4	1 069,3	1 175,9
Extérieures	109,3	163,0	252,6	405,0	546,1
Biens, mat et prestations	5 104,5	5 230,3	6 540.6	6 973,9	7 462.0
Transferts et subventions	5 698,8	3 573,2	5 810,2	6 676.4	7 372.8
Dépenses exceptionnelles	1 492,9	5 810,0	5 963,9	2 985,7	3 314,7
Dépenses en capital	22 659,6	16 972,3	19 102,7	24 661,8	
Sur ressources propres	10 523,3	4 836,0	5 739,9	10 976,6	
Sur ressources extérieures	12 136,3	12 136,3	13 362,8	13 685,3	,
Solde global	-4 377,8	-5 350,6	-12 033,7	-12 034,4	-11 846,5
Solde global /Hors Mines	<u> </u>			-27 605,5	
<u> </u>	-18 491,7	-19 394,6	-27 053,2		-28 489,1
Solde global /Hors Mines et Pétrole	-19 221,9	-19 977,8	-27 569,3	-28 124,4	-29 015,2
Solde intérieur	-958,5	-2 042,0	-2 842,8	-2 532,7	-2 063,2
Solde intérieur /Hors Mines	-15 072,4	-16 086,0	-17 862,3	-18 103,8	-18 705,9
Solde intérieur /Hors Mines et Pétrole	-15 802,6	-16 669,1	-18 378,3	-18 622,7	-19 231,9
Financement	4 377,8	5 291,5	12 033,7	12 034,4	11 846,5
Obligation du Trésor	926,3	690,0	1 511,1	1 530,9	
Emprunts (Programme et Projets)	4 831,5	6 111,1	12 738,5	13 018,3	13 126,8
Amortissement de la dette ext	-400,4	-505,0	-615,9	-714,8	
Amortissement de la dette Intér	-979,6	-1 004,6	-1 600,0	-1 800,0	-2 000,0
Gap de financement à rechercher	0,0	-59,1	0,0	0,0	
Ratio solde global /PIB en %	-2,1	-2,2	-4,5	-4,0	
Ratio solde global /Hors Mines PIB en %	-8,7	-8,1	-10,1	-9,1	
Ratio solde global /Hors Mines et Pétrole en % du PIB	-9,0	-8,3	-10,3	-9,3	
Ratio Solde intérieur /PIB en %	-0,4	-0,9	-1,1	-0,8	
Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB en % du PIB Ratio Solde intérieur /Hors Mines PIB et Pétrole en % du PIB	-7,1 -7,4	-6,7 -7,0	-6,6 -6,8	-6,0 -6,2	

Source : DGPPB / Ministère du Budget

S'agissant particulièrement du solde budgétaire global hors ressources naturelles (Mines et pétrole), il se situerait à -28.236,3 milliards de FC l'an, soit -9,7% du PIB. En 2026, il devrait se chiffrer à -27.569,3 milliards de FC, soit -10,3% du PIB projeté en 2026.



Graphique 11 : Soldes budgétaires en % du PIB de 2026 à 2028

Source: DGPPB

L'analyse du solde budgétaire hors ressources naturelles revêt une importance capitale dans la programmation budgétaire. En effet, le modèle économique de notre pays est axé sur les ressources naturelles qui portent la croissance et contribuent significativement dans la mobilisation des recettes domestiques dont la part est estimée à autour de **40%**.

Au cours des quinze dernières années, la croissance économique de la RDC a connu trois chocs majeurs dont deux sont tributaires du comportement du reste du monde par rapport aux produits miniers : (i) les effets de la crise financière internationale de 2008/2009 dans un contexte de la baisse de la demande des produits miniers et (ii) la baisse des cours des produits miniers et pétroliers en 2016.

Ces chocs exogènes ont creusé l'activité économique et ont amenuisé les recettes domestiques conduisant même à une loi de finances rectificative en 2016. Ceci démontrant à suffisance combien la stabilité macro-économique du pays est vulnérable aux chocs économiques internationaux, des bases sur un nouveau modèle économique orienté notamment vers la diversification de l'économie ont été clairement posées à partir de 2019 par le gouvernement.

Dans l'entre-temps, partant des recommandations du FMI, des réflexions ont été lancées par le Ministère du Budget (DGPPB) sur comment inclure le solde budgétaire hors mines dans la documentation budgétaire, particulièrement dans le Cadre budgétaire à moyen terme.

Ce solde budgétaire devrait être une boussole de la gestion macro-budgétaire future pour garantir la mise en œuvre sans faille des politiques publiques, en cas de choc majeur sur les produits miniers ou de l'épuisement de ces derniers.

Particulièrement pour la période 2026-2028, le Cadre budgétaire a indiqué le solde budgétaire hors mines et pétrole, partant d'une projection des recettes minières et pétrolières se basant sur leurs élasticités, la production et le cours des produits miniers et pétroliers. Ce solde est **-27.569,3 milliards de FC** (**-10,3%** du PIB) en 2026.

Ce niveau de solde reflète le déficit global que les finances du pays accuseraient à l'épuisement des minerais du pays, ou à l'extrême lorsque le reste du monde se serait désintéressé pour une raison ou une autre à l'importation des produits miniers du pays.

Cela va impliquer un endettement à hauteur de ce solde, en l'occurrence 27.569,3 milliards de FC contre 12.033,7 milliards de FC actuellement pour le cas de 2026. Si le pays veut poursuivre sa politique d'endettement prudente pour ne pas augmenter le stock de la dette, maintenir son niveau de surendettement modéré et rester solvable, des coupes devront être opérées sur les dépenses à hauteur d'un peu plus de 14 milliards de FC (si l'on veut rester dans les limites acceptables du solde, tout au plus 3% du PIB). Ce qui risquerait de mettre à mal la résolution de certains défis de développement du pays et compromettre les cadres de planification et l'action du gouvernement, face à une capacité de mobilisation des recettes domestiques autour de 14% du PIB.

Il convient de relever à ce sujet que certaines dépenses ont des implications socioéconomiques et politiques de haute portée, notamment celles liées à la réunification du pays, au rétablissement de la paix, aux élections, à la protection sociale et celles visant l'équité dans l'accès des populations aux services publiques.

De ce fait, il devient impérieux que les nouveaux instruments et un comportement différent dans la gestion des finances publiques soient insufflés dès maintenant pour garantir la soutenabilité de la politique budgétaire dans l'avenir.

Les nouveaux instruments de gestion budgétaire et financière devront permettre au gouvernement de gérer « l'après mines » de manière à continuer d'assurer sans faille ses objectifs de développement.

A cet effet, trois instruments sont proposés et sont en discussion, il s'agit de : (i) l'adoption d'une politique contracyclique, (ii) la création d'un fonds de stabilisation et (iii) la définition des règles sur certaines dépenses.

En ce qui concerne l'adoption d'une politique budgétaire contracyclique, plusieurs auteurs ont évoqué l'adoption d'une politique budgétaire procyclique par les pays d'Afrique, surtout ceux riches en ressources naturelles. Ces pays optent pour l'augmentation des dépenses au moment où la conjoncture économique est favorable et pour leur baisse dans les phases de récession. Ce qui est le cas de la RDC.

Une étude de l'analyse de la cyclicité de la politique budgétaire en RDC¹ a indiqué que la production a été au-dessus de son potentiel entre 2006 et 2008, entre 2024 et 2016 et en 2022. Et au cours de cette période, l'étude précise que la politique budgétaire a été procyclique, ce qui a conduit à une forte augmentation de dépenses, et le solde budgétaire corrigé des variations cycliques a atteint **8%** du PIB entre 2006 et 2008 et **5%** du PIB entre 2014 et 2016.

L'évitement d'une politique pro-cyclique (au profit d'une politique contra-cyclique) et d'une politique expansionniste est un facteur de gestion budgétaire prudentielle dans un contexte de volatilité des cours miniers. Pour ce faire, la discipline budgétaire devra être renforcée.

S'agissant de la création d'un fonds de stabilisation, corolairement à l'adoption d'une politique contra-cyclique, les recettes excédentaires résultants de l'embellie des cours des produits miniers pourraient être placées dans un compte séquestre et servir à financer les dépenses prioritaires en cas de baisse de l'activité (minière). Les modalités de création et de fonctionnement de ce fonds devront faire l'objet des discussions au sein du Gouvernement.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Lukwasa Ndembe D. (2023). Défis de développement, gouvernance politique et orientation de la politique budgétaire, Cas de la RDC, Revue Française d'Economie et de Gestion, Vol.4, numéro 7, pp 426-445, Paris, France.

Pour ce qui est de la définition des règles budgétaires, celle-ci s'avère importante pour renforcer la rationalisation des dépenses publiques. La programmation budgétaire 2026-2028 maintien le ratio des dépenses de rémunération à tout au plus **5%** du PIB dans le cadre des règles budgétaires. Il en est de même de la mesure de réduction du train de vie des institutions et ministères, en vue de dégager des marges pour le financement des investissements.

### IV.4 Allocations sectorielles 2026-2028

Le CDMT central 2026-2028 qui effectue les allocations des ressources aux différents secteurs du Pouvoir Central est repris en annexe III. Ces allocations ont servi de boucler les projets annuels de performance de l'exercice 2026.

### **IV.5** Allocations par grande fonction

Les allocations budgétaires par grande fonction sont renseignées dans le tableau 19 cidessous.

Tableau 19: Allocations 2026-2028 par Grande fonction

Code	Fonction	2026	%	2027	%	2028	%
Fonct.			PIB		PIB		PIB
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	15 179	5,6	15 999	5,3	16 941	5,0
	PUBLIQUES						
2	DEFENSE	7930	2,9	8 3 5 8	2,8	8 8 0 9	2,6
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	3967	1,5	4 181	1,4	4 407	1,3
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	11972	4,5	13 254	4,4	14 770	4,4
5	PROTECTION DE	474	0,2	699	0,2	737	0,2
	L'ENVIRONNEMENT						
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	337	0,1	855	0,3	1 701	0,5
7	SANTE	5 5 7 9	2,1	6380	2,1	7 2 2 5	2,1
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS	493	0,2	520	0,2	548	0,2
	ET LOISIRS						
9	ENSEIGNEMENT	6 6 5 7	2,5	7517	2,5	8 4 2 3	2,5
10	PROTECTION SOCIALE	1066	0,4	1623	0,5	1711	0,5
	Total	53 654	20,0	59 387	19,7	65 273	19,3

Source : Ministère du Budget/DGPPB

### V. COMPARAISON CBMT 2026-2028 ET CBMT 2025-2027

### V.1 Rappel du Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2025-2027

La programmation budgétaire 2025-2027 reposait sur le cadrage macroéconomique en fonction de la production à fin juin 2024 qui situait l'activité économique à **5,7%** en 2026, à **6,5%** en 2027 et à **6,9%** en 2028. Elle reposait également sur le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, adossé au Plan National Stratégique de Développement 2024-2028.

Le cadrage budgétaire 2025-2027 situait les recettes courantes à **14,7%** du PIB en moyenne et dégageait un solde négatif global de **16.002,6 milliards de FC** imputable au Pouvoir Central.

Ce solde représentait **2,4%** du PIB en 2026 et en 2027 comme l'indique le tableau 20 cidessous :

Tableau 20 a : CBMT 2025-2027 (dépenses pouvoir central, en milliards de FC)

NATURE	2023	20	24	2025	2026	2027	CUMUL	Moyenne
NATURE	LF	LF	APLFR	Proj.	Proj.	Proj.	2025-2027	2025-2027
Budget Général (Hors dettes)	29 292,8	36 219,4	39 057,3	43 701,5	46 501,9	49 240,2	139 443,6	46 481,2
Dépenses courantes	16 450,2	16 824,4	17 590,1	20 288,9	22 148,9	24 152,4	66 590,1	22 196,7
Rémunérations	7 130,0	8 125,0	8 125,0	9 609,5	9 900,0	10 900,0	30 409,5	10 136,5
Biens, mat et Prestations (Fonct)	4 112,6	4 057,0	4 126,0	4 844,4	5 291,1	5 669,0	15 804,5	5 268,2
Transfers et interventions de l'Etat	4 577,0	4 422,2	4 637,3	5 503,6	6 090,6	6 556,0	18 150,2	6 050,1
Frais financiers	630,6	220,2	701,7	331,4	867,2	1 027,3	2 225,9	742,0
Intérieurs	449,9	132,2	606,6	222,1	574,3	639,4	1 435,8	478,6
Extérieurs	180,7	87,9	95,1	109,3	292,9	387,9	790,1	263,4
Dépenses en capital	11 618,5	18 575,0	20 338,1	21 964,7	22 954,4	23 777,9	68 696,9	22 899,0
Sur ressources prores	6 659,2	7 128,7	8 891,8	9 828,4	11 297,4	13 238,1	34 363,9	11 454,6
Sur ressources extérieures	4 959,4	11 446,4	11 446,4	12 136,3	11 657,0	10 539,8	34 333,1	11 444,4
Dépenses exceptionnelles	1 224,0	820,0	1 129,1	1 447,9	1 398,7	1 310,0	4 156,6	1 385,5
Sur ressources prores	1 224,0	820,0	1 129,1	1 447,9	1 398,7	1 310,0	4 156,6	1 385,5
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	-	-	-	-
Budgets annexes	541,9	720,4	720,4	789,0	915,1	979,1	2 683,2	894,4
Comptes Spéciaux	1 615,2	2 899,3	2 899,3	3 680,8	3 892,6	4 165,1	11 738,5	3 912,8
Dépenses totales du pouvoir central (Hors dettes)	31 449,9	39 839,2	42 677,0	48 171,3	51 309,5	54 384,4	153 865,3	51 288,4

Source : CBMT 2025-2027

Tableau 20 b : CBMT 2025-2027 (recettes pouvoir central, en milliards de FC)

	2023	2024	2025	2026	2027	Total	Moyenne
Pilier	Hist.	LF	Proj.	Proj.	Proj.	2025-2027	2025 - 2027
A. BUDGET GENERAL	24 557,4	32 290,8	39 619,2	40 701,9	43 120,1	123 441,1	41 147,0
RECETTES COURANTES	22 486,5	24 565,2	30 792,9	34 996,0	38 678,6	104 467,5	34 822,5
Recettes des douanes et accises	4 949,5	6 126,1	7 539,0	8 917,4	9 916,2	26 372,6	8 790,9
dont minières	1 008,9	1 295,7	2 690,8	2 987,8	3 414,0	9 092,6	3 030,9
Recettes des impôts	13 389,6	13 812,4	15 659,1	17 402,2	19 242,4	52 303,7	17 434,6
dont minières	8 524,3	7 541,6	8 807,9	9 738,1	10 787,5	29 333,4	9 777,8
Recettes non fiscales	3 532,0	4 002,6	6 905,7	7 889,4	8 712,0	23 507,1	7 835,7
dont minières	1 696,1	1 680,9	2 392,9	2 916,4	3 397,5	8 706,8	2 902,3
Recettes des pétroliers producteurs	615,4	624,1	689,0	787,1	808,0	2 284,1	761,4
DONS	2 070,9	7 725,5	8 826,3	5 705,8	4 441,5	18 973,6	6 324,5
Dons budgétaires	1 038,5	206,1	44,3	0,0	0,0	44,3	14,8
Dons projets	1 032,4	7 519,4	8 782,0	5 705,8	4 441,5	18 929,3	6 309,8
C. BUDGETS ANNEXES	541,9	720,4	789,0	915,1	979,1	2 683,2	894,4
D. COMPTES SPECIAUX	1 615,2	2 899,3	3 680,8	3 892,6	4 165,1	11 738,5	3 912,8
RECETTES POUVOIR CENTRAL	26 714,6	35 910,5	44 089,0	45 509,5	48 264,2	137 862,7	45 954,2

<u>Tableau 20 c : CBMT 2025-2027 (Soldes pouvoir central, en milliards de FC, sauf indication contraire)</u>

	2023	20	24	2025	2026	2027	CUMUL
	LF	LF	APLFR	Proj.	Proj.	Proj.	2025-2027
Solde Global	- 4 735,3	- 3 928,7	- 6 018,3	- 4 082,4	- 5 800,0	- 6 120,2	- 16 002,6
Solde Global Hors Mines	- 15 964,6	- 14 446,9	- 18 285,5	- 18 931,2	- 22 413,5	- 24 703,1	- 66 047,7
Solde Budgétaire intérieur	- 1 666,2	- 119,9	- 2 042,5	- 663,1	444,0	366,0	147,0
Solde Budgétaire hors mines	- 12 895,4	- 10 638,2	- 14 309,7	- 15 511,9	- 16 169,5	- 18 216,9	- 49 898,2
Solde primaire	- 4 104,7	- 3 708,5	- 5 316,6	- 3 751,0	- 4 932,8	- 5 092,8	- 13 776,7
Solde primaire hors mines	- 15 333,9	- 14 226,8	- 17 583,8	- 18 599,8	- 21 546,3	- 23 675,8	- 63 821,8
Financement	4 735,3	3 928,7	6 018,3	4 082,4	5 795,0	6 114,8	15 992,2
Contrat chinois-SICOMIN	-	ı	840,8	-	-	-	-
Produits des emprunts intérieurs	300,0	881,4	881,4	926,3	950,9	1 204,8	3 081,9
Emprunts programmes	1 104,8	267,2	2 102,1	1 477,2	1 256,7	1 256,7	3 990,6
Emprunts projets	3 926,9	3 926,9	3 926,9	3 354,3	5 951,2	6 098,3	15 403,8
Allocations DTS	410,5	ı	-	-	-	-	-
Amortissement de la dette extérieure	- 688,4	- 442,7	- 481,8	- 400,4	- 908,7	- 970,0	- 2 279,2
Dette intérieure	- 318,5	- 704,1	- 1 251,2	- 1 275,0	- 1 455,0	- 1 475,0	- 4 205,0
Gap à rechercher	0,0	0,0	0,0	0,0	- 5,0	- 5,4	- 10,4
Solde Global (en % du PIB)	- 3,1	- 2,2	- 3,0	- 1,9	- 2,4	- 2,4	- 6,7
Solde Global Hors Mines(en % du PIB)	- 10,5	- 8,1	- 9,1	- 8,9	- 9,3	- 9,6	- 27,8
Solde Budgétaire intérieur (en % du PIB)	- 1,1	- 0,1	- 1,0	- 0,3	0,2	0,1	0,0
Solde Budgétaire hors mines (en % du PIB)	- 8,5	- 5,9	- 7,1	- 7,3	- 6,7	- 7,1	- 21,1
Solde primaire (en % du PIB)	- 2,7	- 2,1	- 2,6	- 1,8	- 2,1	- 2,0	- 5,8
Solde primaire hors mines( en % du PIB)	- 10,1	- 7,9	- 8,7	- 8,7	- 9,0	- 9,2	- 26,9
Pour mémoire PIB (en milliards de FC)	151 553,40	179 338,30	201 905,16	213 544,37	240 013,06	257 814,66	

Source : CBMT 2025-2027

### V.2 Analyse des écarts CBMT 2025-2027/2026-2028

L'analyse comparative du CBMT 2025-2027 et du CBMT 2026-2028 porte essentiellement sur leurs projections de 2026 et de 2027.

Le cadre macroéconomique qui sous-tend la programmation budgétaire 2026-2028 situe l'activité économique à **5,4%** en moyenne, alors que la programmation budgétaire 2025-2027 était postulée sur base d'une activité économique de **6,4%** l'an, soit une régression de **1** point de pourcentage.

### 5.1. Analyse des recettes

Le tableau 21 ci-dessous renseigne sur les écarts entre les projections des recettes des années 2026 et 2027 contenues respectivement dans le CBMT 2025-2027 et dans le CBMT 2026-2028.

S'agissant particulièrement du Pouvoir Central, il en ressort que les recettes courantes projetées pour 2026 dans la programmation budgétaire 2026-2028 accusent une régression de **0,5%** par rapport à celle de la même année de la programmation précédente. Pour 2027, elles accusent un accroissement de **4,1%**.

<u>Tableau 21 : Ecarts recettes entre le CBMT 2025-2027 et le CBMT 2026-2028</u> (en milliards de FC)

		2026	2026		2027	2027	
N°	Rubrique	(CBMT 2025-	(CBMT 2026-	Var	(CBMT 2025-	(CBMT 2026-	Var
		2027)	2028)		2027)	2028)	
I.	RECETTES						
A.	RECETTES POUVOIR CENTRAL	45 509,5	44 491,1	-2,2	48 264,3	50 280,4	4,2
	BUBGET GENERAL	40 701,9	39 404,5	-3,2	43 120,1	44 837,7	4,0
	Recettes et dons	40 701,9	39 404,5	-3,2	43 120,1	44 837,7	4,0
	Recettes internes	34 996,0	34 835,0	-0,5	38 678,6	40 249,2	4,1
	Recettes courantes	34 996,0	34 835,0	-0,5	38 678,6	40 249,2	4,1
	Dons	5 705,8	4 569,4	-19,9	4 441,5	4 588,6	3,3
	Budgétaires		72,0		0,0	32,1	
	Projets	5 705,8	4497,4	-21,2	4 441,5	4556,5	2,6
	BUDGETS ANNEXES	915,1	966,2	5,6	979,1	1 033,9	5,6
	COMPTES SPECIAUX	3 892,6	4 120,4	5,9	4 165,1	4 408,8	5,9
В.	PROVINCES	9 277,2	8 652,2	-6,7	10 028,6	9 359,9	-6,7
C.	ETDS	432,1	422,5	-2,2	467,1	452,1	-3,2
	TOTAL (1) RECETTES PROPRES	49 512,9	48 996,4	-1,0	54 318,4	55 503,8	2,2
	TOTAL (2) PROPRES ET DONS	55 218,7	53 565,8	-3,0	58 759,9	60 092,4	2,3

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2025-2027 et CBMT 2026-2028)

### 5.2. Analyse des dépenses

L'analyse des dépenses du CBMT 2026-2028 et du CBMT 2025-2027 est reprise dans le tableau 22 ci-dessous. En ce qui concerne particulièrement les dépenses courantes du Pouvoir Central, celle-ci indique que les dépenses projetées pour 2026 dans le CBMT 2026-2028 accusent un accroissement **23,9%** par rapport à celles de la même année, projetées dans le CBMT 2025-2027. Pour 2027, cet accroissement est de **26,4%**.

<u>Tableau 22 : Ecarts dépenses entre le CBMT 2025-2027 et le CBMT 2026-2028</u>
<u>(en milliards de FC)</u>

N°	Rubrique	2026 (CBMT 2025- 2027)	2026 (CBMT 2026- 2028)	Var	2027 (CBMT 2025- 2027)	2027 (CBMT 2026- 2028)	Var
DE	PENSES						
A.	DEPENSES POUVOIR CENTRAL (HORS DETTE EXTERIEURE)	50 442,3	56 524,8	12,1	53 357,1	62 314,8	16,8
	BUBGET GENERAL	45 634,7	51 438,2	12,7	48 212,9	56 872,2	18,0
	Dépenses courantes	21 281,6	26 371,6	23,9	23 125,1	29 224,7	26,4
	Dépenses exceptionnelles	1 398,7	5 963,9	326,4	1 310,0	2 985,7	127,9
	Dépenses en capital	22 954,4	19 102,7	-16,8	23 777,9	24 661,8	3,7
	sur ressources propres	11 297,4	5 739,9	-49,2	13 238,1	10 976,6	-17,1
	sur ressources extér	11 657,0	13 362,8	14,6	10 539,8	13 685,3	29,8
	BUDGETS ANNEXES	915,1	966,2	5,6	979,1	1033,9	5,6
	COMPTES SPECIAUX	3 892,6	4120,4	5,9	4165,1	4408,8	5,9
В.	PROVINCES	9 277,2	8652,2	-6,7	10028,6	9359,9	-6,7
C.	ETDS	432,1	422,5	-2,2	467,1	452,1	-3,2
	TOTAL	60 151,5	65 599,5	9,1	63 852,8	72 126,8	13,0

Source : Ministère du Budget, DGPPB (CBMT 2025-2027 et CBMT 2026-2028)

### **VI. LES RISQUES BUDGETAIRES**

La programmation budgétaire déclinée dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2026-2028 peut être perturbée, tant en recettes qu'en dépenses, du fait de la survenance de certains évènements aléatoires. Ces événements (facteurs) peuvent être d'origine externe ou interne au pays et nécessitent une analyse afin de mettre la programmation budgétaire 2026-2028 à l'abri des chocs éventuels qu'ils pourraient causer.

En effet, la survenance de ces risques peut entraîner notamment une pression sur certaines dépenses, une augmentation du stock de la dette publique, des difficultés de refinancement et une baisse des recettes fiscales et douanières.

L'analyse des risques budgétaires avec leur probabilité d'occurrence et les mesures de leur atténuation est reprise dans la Déclaration sur les Risques Budgétaires 2026-2028.

Toutefois, le tableau 23 ci-dessous en fait un résumé.

Tableau 23 : Résumé des risques budgétaires 2026-2028

_		ilité d'occu		
Risques	Faible	Moyen	Elevé	NOMICUES
Risque lié à la baisse du taux de croissance économique	N.	ISQUES MA	CROLCOI	Politique de diversification de l'économie via :  La création de la valeur ajoutée aux activités minières en cours d'exploitation à travers la transformation des produits de base avant leur exportation ;  La mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage ;  la promotion de l'agroforesterie ;  Le raffinage des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, etc.) ;  La création, la réhabilitation et la sécurisation des sites touristiques.
Risque lié à la baisse des cours mondiaux des principaux produits miniers et du pétrole brut				<ul> <li>A court terme, il est envisagé appliquer une politique budgétaire contracyclique (c.à.d. éviter d'augmenter les dépenses au même rythme que la hausse des recettes courantes), afin de mieux tirer profit des booms des cours des matières premières.</li> <li>A moyen et long termes, la diversification de l'économie est préconisée face à la volatilité des cours de principaux produits miniers et du pétrole brut exportés par la RDC, en vue de juguler les effets de la baisse de ces cours sur les recettes publiques et de renforcer la résilience de l'économie congolaise face aux chocs exogènes.</li> </ul>
Risque lié à la hausse du prix du baril				<ul> <li>Poursuivre la politique de la diversification de l'économie, notamment par la promotion des énergies renouvelables, la mise en place des entreprises de raffinage du pétrole brut ainsi que la diversification des sources d'énergie en vue de favoriser la création de la chaine des valeurs;</li> <li>la réduction progressive des subventions énergétiques inefficaces et la mise en place des transferts sociaux ciblés, permettant de compenser la libéralisation des prix pour les populations les plus pauvres;</li> <li>la mise en place de politiques budgétaires prudentes pour maintenir la stabilité financière et réduire la dépendance à l'égard du pétrole;</li> <li>l'évaluation permanente des bénéfices et coûts de la subvention pétrolière et la communication régulière sur le sujet;</li> <li>l'adoption d'un mécanisme de tarification automatique, avec un plafond tributaire des cours internationaux et des variations des taux de change.</li> </ul>

Risques	Probabilit	té d'occurre	nce	
	Faible	Moyen	Elevé	Mesures d'atténuation
		RISQUES M	1ACROEC	CONOMIQUES
Risque lié à l'interruption de la production dans les usines chinoises				<ul> <li>Renforcer l'intégration régionale pour compenser la taille modeste des marchés nationaux;</li> <li>Accélérer la mise en œuvre des réformes visant à réduire le taux d'informalité de l'économie congolaise;</li> <li>Poursuivre l'amélioration du climat des affaires;</li> <li>Développer les activités locales de transformation des ressources naturelles.</li> </ul>
Risque lié à la poursuite de laguerre russo- ukrainienne				<ul> <li>Renforcer la résilience de l'économie en termes d'accélération de sa diversification et de développement de son industrie agroalimentaire;</li> <li>Apurer les arriérés des pétroliers producteurs;</li> <li>Accélérer le processus de l'exploitation des blocs pétroliers et gaziers ainsi que leurs transformations (raffinage) au niveau national.</li> </ul>
	R	ISQUES LIE	S A LA DI	ETTE PUBLIQUE
Risque de refinancement				Allongement progressif de la maturité des instruments intérieurs en recourant plus aux Bons du Trésor de plus six mois et aux Obligations du Trésor à remboursement in fine.
Risque de taux d'intérêt				Poursuite de la préférence à l'endettement aux taux d'intérêts fixes par rapport à celui aux taux variables.
Risque de change				<ul> <li>Développement du marché domestique des titres publics par le recours aux instruments de financement intérieur du déficit;</li> <li>Recours aux prêts concessionnels libellés en dollars.</li> </ul>
RISC	NIFS I TÉS A	IIX FNTITÉ	S DII SEC	TEUR PUBLIC AUTRES QUE L'ÉTAT
Risques liés aux entreprises publiques				<ul> <li>l'assainissement des charges d'exploitation notamment celles liées aux charges du personnel et aux conventions collectives;</li> <li>le renforcement du contrôle, suivi et audit externe des entreprises publiques via la Cour des Comptes, le Ministères du Portefeuille, le Ministère des Finances et l'IGF;</li> <li>le parachèvement du processus de la réforme des entreprises publiques dans son volet comptable et financier;</li> <li>l'amélioration du mode de désignation des mandataires actifs ou passifs;</li> <li>la finalisation du processus de règlement des dettes croisées;</li> <li>l'élaboration de la stratégie sectorielle ou la stratégie de l'Etat-actionnaire</li> </ul>

Risques	Probabili	té d'occurr	ence	
	Faible	Moyen	Elevé	Mesures d'atténuation
Risques liés aux Partenariats Publics – Privés				<ul> <li>la finalisation du processus de recensement des projets de PPP;</li> <li>l'amélioration de la préparation et la structuration des projets de PPP;</li> <li>la publication des contrats PPP afin de permettre leur analyse et la prise en compte de leur impact financier sur le budget de l'Etat;</li> <li>la nécessité de conclusion des contrats PPP qui préservent les finances publiques et le renforcement des capacités des acteurs de PPP notamment dans l'analyse des risques budgétaires;</li> <li>la dotation des structures impliquées dans l'analyse des risques budgétaires liés au PPP, des instruments et/ou logiciels d'analyse des risques appropriés.</li> </ul>
RISQUES FINANCIERS LIES	AU SECTEU	IR BANCAII	RE	
Risque lié à la baisse du crédit à l'économie				<ul> <li>Promouvoir les politiques publiques susceptibles de stimuler l'octroi du crédit aux ménages et aux entreprises;</li> <li>Encourager la concurrence bancaire en facilitant l'entrée de nouveaux acteurs;</li> <li>Promouvoir l'amélioration de la qualité du cadre réglementaire du secteur bancaire.</li> </ul>
Risque de crédits				
Risque de liquidité				
Risque systémique				Encourager la mise en œuvre permanente des normes prudentielles de gestion du système bancaire.

Risques	Probabili	ité d'occurr	ence	
	Faible	Moyen	Elevé	Mesures d'atténuation
AUTRES RISQUES SPECIFIQ	UES			
Risque lié aux catastrophes naturelles et autres calamités				<ul> <li>Renforcer les cadres institutionnels de la réduction des risques de catastrophes naturelles;</li> <li>Renforcer les capacités managériales et opérationnelles des Ministères impliqués en matière de réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique en fournissant des moyens humains, techniques et financiers nécessaires;</li> <li>Améliorer les connaissances techniques et pratiques d'identification et d'évaluation des risques, des vulnérabilités et des capacités et l'élaboration des guides de procédure;</li> <li>Elaborer la cartographie des zones à risque dans toutes les provinces de la RDC;</li> <li>Susciter les donateurs et autres partenaires dont les appuis financiers ou matériels sont indispensables à l'exécution de la réponse humanitaire;</li> <li>Allouer des dotations budgétaires spécifiques aux ministères concernés pour la prise en charge des catastrophes naturelles et calamités;</li> <li>Constituer une réserve de contingence pour faire face aux sinistres et chocs majeurs;</li> <li>Mettre en œuvre une assurance agricole via le PNDA;</li> <li>Renforcer la résilience climatique en mobilisant des instruments financiers pré-accordés et en exécutant le prêt REPAIR;</li> <li>Intégrer la budgétisation sensible au climat dans la planification des investissements publics à partir de 2026.</li> </ul>
Risques sanitaires				<ul> <li>Conception, élaboration et mise en œuvre des politiques, stratégies, normes et directives relatives à la surveillance épidémiologique ainsi qu'à l'hygiène et à la salubrité publique;</li> <li>Opérationnalisation des COUSP (Centres d'Opérations d'Urgences en Santé Publique) pour assurer les interventions rapides en cas de survenance des épidémies;</li> <li>Assurance de la biosécurité et de la bio sûreté, de l'hémovigilance, ainsi que des normes analytiques des boissons et des denrées alimentaires et autres analyses toxicologiques;</li> <li>Renforcement de l'hygiène-salubrité publique et le contrôle sanitaire aux frontières des maladies chroniques transmissibles et non transmissibles;</li> <li>Poursuite ou intensification de la politique de la gratuité des soins des femmes enceintes, accouchements et nouveau nés.</li> </ul>

Risques Probabilité d'occurrence		_		
•	Faible	Moyen	Elevé	Mesures d'atténuation
Risques sécuritaires				<ul> <li>Promotion du dialogue social avec les communautés en conflit;</li> <li>Implication davantage des autorités coutumières et des communautés locales des zones concernées par le processus de pacification;</li> <li>Organisation des élections locales (ETD);</li> <li>Recours aux instruments de justice transitionnelle pour bâtir le chemin de la réconciliation nationale et de la paix;</li> <li>Mise en œuvre des engagements de pacification régionaux et sous- régionaux.</li> </ul>
Risques politiques				Renforcement du dialogue social
		RISQUE	S INSTITU	JTIONNELS
Risque lié à l'évolution de la masse salariale				<ul> <li>Amélioration de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC);</li> <li>Poursuite du recensement biométrique en vue d'assainir la base des données des fonctionnaires de l'Etat;</li> <li>Poursuite de la mise à la retraite devant dégager les postes d'emplois;</li> <li>Respect de la politique salariale des agents publics et fonctionnaires de l'Etat arrêtée dans le budget.</li> </ul>
Risque lié à la retraite				
Risque lié à la faible mise en œuvre de la politique fiscale				Suivi et évaluation régulière du niveau de mise en œuvre des mesures fiscales et douanières par toutes les Administrations financières (DGI, DGDA et DGRAD) et la DGPPB ainsi que du cadre de performance établi entre les Administrations financières et le Ministère des Finances.
Risque lié à l'incertitude de l'aide extérieure				<ul> <li>Renforcement du contact entre le Ministère du Plan (PGAI), les ministères sectoriels et les PTF;</li> <li>Communication par les structures de façon permanente à la PGAI et CSPP des informations liées au décaissement de fonds.</li> </ul>
Risque de non-respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo				Respect du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo
Risque lié au faible niveau de réalisation des investissements publics et privés				<ul> <li>Amélioration de la gestion des investissements dans son cycle complet (identification des besoins, formulation des projets, sélection des projets bancables, suivi-évaluation financier et physique des projets, etc.);</li> <li>Organisation régulière des missions d'évaluation de la gestion des investissements, à l'instar de PIMA (Public Investment Management Assessment) pour diagnostiquer les faiblesses du système et mettre en place un plan d'action de son amélioration;</li> <li>Respect du dispositif législatif et règlementaire relatif aux procédures dérogatoires pour le paiement par anticipation (procédures d'urgences, les règles d'avance, etc.).</li> </ul>
Risque lié à la mise en œuvre inefficace des politiques sectorielles				Financement de l'élaboration des stratégies sectorielles pour la plupart des secteurs et renforcement des capacités des acteurs sectoriels dans le processus de planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation.

Risques	Probabil	ité d'occurr	ence				
	Faible	Moyen	Elevé	Mesures d'atténuation			
RISQUE LIE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE							
				<ul> <li>Promotion de l'intégration de la dimension climatique dans les politiques et stratégies sectorielles des ministères;</li> <li>Rationalisation du financement existant et trouver des financements supplémentaires à investir dans les projets durables et environnementaux;</li> <li>Elaboration des stratégies et des politiques sectorielles pour soutenir les objectifs nationaux en matière de changement climatique;</li> <li>Renforcement des capacités dans la gestion des risques des catastrophes naturelles;</li> <li>Renforcement de la chaîne de planification en vue de restaurer la connexion entre les priorités climatiques planifiées et celles budgétisées.</li> </ul>			

### <u>Légende :</u>

: risque faible

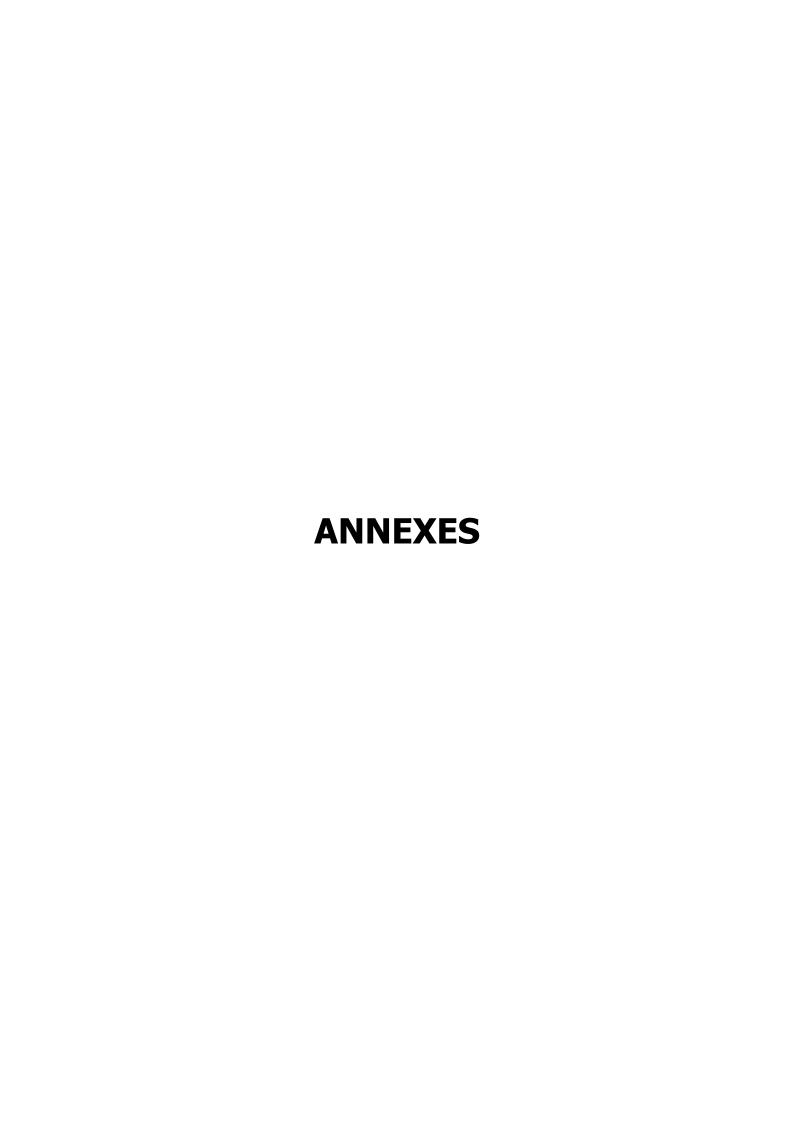
: risque moyen

: risque élevé

### VII. CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2026-2028 ainsi défini reflète les objectifs des politiques publiques et macroéconomiques du Gouvernement et tels que discutés dans le cadre du programme conclu avec le FMI.

L'atteinte des niveaux de ressources qu'il préconise relève de la mise en œuvre des politiques fiscales et douanières envisagées. Il en est de même des niveaux de dépenses qui requièrent le renforcement de la discipline budgétaire.



### ANNEXE 1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

		1			
DIS nominal en milliards FC	513 244'4	7,684 ess	Z'II6 89Z	301 722,0	338 253,3
DI réel en milliards FC	1,360 81	r,802 es	1,361 04	1,850 34	5,468 23
Taux change fin période (FC/USD)	9,976,2	2,088 2	2 920,1	2 956,6	6,689 S
Taux change moyen (FC/USD)	7 9e4't	Z'698 Z	£,006 £	₽'886 Z	£,£78 <u>\$</u>
Taux de croissance mine	%0£'\$	%Z'8	%8 <b>'</b> S	% <b>Ľ</b> †	%8'E
Taux d'inflation fin période	% <b>Z</b> '6	%8' <b>Z</b>	%0' <b>∠</b>	%0' <b>∠</b>	%0' <i>L</i>
Taux d'inflation moyen	%£'01	%8'8	% <b>\</b> 'L	%0' <b>∠</b>	%0' <i>L</i>
Déflateur PIB	8,11	2,8	۲'9	۲,8	<b>7</b> '9
Taux de croissance	% <b>L</b> 'S	%£'\$	%£' <u>\$</u>	% <del>†</del> 'S	% <del>†</del> 'S
Cadrage macroéconomique	ΓΕ	.ts∃	Proj.	Proj.	Proj.
onsimonosporacm oncreo	505	52	5026	7202	2028

### ANNEXE 1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

4,8	24,5	199 678 072 510 88	0,01	72°4	76 594 252 177 566	3,81	8,81	52'6	296 328 325 967 298 327 967	19833 513 830 714		がし		<b>416 033 910 811 83</b>	1,82	6,72	26 639 824 065 493	RECETTES TOTALES (A+B+C)	
٥'٢	١,0	483 704 381 278	٥,٢	ı'o	814 691 090 254	0,۲۱	0'۲۱	2,0	452 486 139 643			0'0	2,0	361 099 264 652	0'0	2,0	361 099 264 652	RECETTES DES ETDS	c.
6'0	3,3	11112146100232	0,8	۲,٤	810 TTE TEO E10 11	32,0	35,0	8,8	10 197 241 732 524			0'0	3,2	7725183130700	0'0	9,5	7 725 183 130 700	RECETTES DES PROVINCES	.8
۷'6	1,12	751 898 688 914 17	10,3	9'17	281 189 460 621 39	<b>⊅</b> '9↓	9Ԡl	51,9	29 020 230 480 800	19 833 513 830 714	6,018 770 768 3 <del>4</del> £ 3 <u>2</u>	۲ <b>،</b> ۱-	2,15	229 331 497 169 03	7,92	1,45	141 073 143 533 141	ВЕСЕТТЕЅ РОUVOIR CENTRAL	Α.
٥,٢	۲°3	878 771 888 240 8	٥,٢	1'9	969 219 201 214 209	0'6	<b>かわし</b>	۱'9	4404212750090	218 368 045 017	2 019 592 047 342,0	6' <del>1</del> ⁄	Ľ١	4039 184 094 684	0'0	8,1	3 820 823 268 820	COMPTES SPECIAUX	-111
٥,٢	٤'٥	824 671 069 101 1	٥'٢	٤'0	611 066 919 6Z0 1	9'9	9'9	<b>7</b> '0	042 698 862 269	244 565 639 175	451 502 372 512,0	0'0	<b>†</b> '0	\$03 004 745 024	0'0	<b>†</b> '0	903 004 745 024	BUDGETS ANNEXES	'II
2,1	۲٬۲	9 2 3 2 1 8 6 7 8 1 0 2 5	۱,3	ο'ε	9 1 28 762 532 326	9,891	9,891	¢'€	9 0 1 0 3 9 6 8 0 2 3 9	2779 004 821 243	0,688 152 531 778 1	0'0	<b>⊅</b> 'l	3 324 306 463 732	0'0	9'1	3 324 306 463 732	etejor9 strungm∃	2.2.2.1
2,1	<i>†</i> 'l	4 910 908 911 289	۱,3	۱,5	†\$† LOS 06† 9SS †	8'8†-	8'8 <del>1</del> -	۷'۱	18E 136 604 764 4	268 910 220 820 1	0,146 338 886 005 4	0'0	٤'٤	288 187 776 187 8	0'0	l 't	288 157 776 187 8	stejor9 ano D	1.2.2.1
۱,2	l't	13 847 795 692 614	۱,3	<b>G</b> 't	13 685 253 039 780	1۱,3	٤'١١	0'9	13 507 806 762 617	381 888 970 738 8	0,708 760 241 880 8	0'0	ı's	12 136 284 195 614	0'0	۲,8	12 136 284 195 614	FINANCEMENT DES INVEST.	1.2.2.
0,001-	0'0		gʻgg-	0'0	189 448 480 35	9'99-	6,58	0'0	998 904 620 24		3,070 614 625 401	6'0 <b>∠</b> E	1,0	141 888 878 802	0'0	0'0	000 000 918 44	serietégbuB anoQ	2.1.2.1
0'0	1,1	3 889 274 816 846	ε'⊅	٤'١	9#8 918 #49 688 8	36,2	125,4	<b>⊅</b> 'l	3 728 135 474 103		3,033 473 48£ 87£ 1	9'98	۱,2	121 641 691 991 2	0'0	<b>2</b> '0	1 477 200 000 000	Emprunt Programme	1.1.2.1
8,0-	ı'ı	348 318 473 688 £	3,2	۱,3	724 166 658 129 E	1,82	8,641	<b>⊅'</b> l	836 671 331 008 £	0	0,168 599 631,0	6'76	۱,2	292 786 744 396 2	0'0	۷'0	1 521 516 000 000	SERIATE BUDGETAIRES	1.2.1
۲'0	2,2	194 603 075 757 71	Ľ١	8'9	702 107 216 909 71	9Ԡl	7,62	<b>†</b> '9	373 246 176 708 71	381 888 970 738 8	0,864 160 888 033 7	9,01	6,8	15 101 732 182 876	0'0	<b>7</b> '9	419 361 008 738 £1	кесеттез ехтеріеляез	.2.1
2,1	G'0	1 246 086 300 000	۱,3	G'0	000 00¢ 906 089 l	0,611	1,59	9'0	1 211 029 300 000	000 000 269 062 1	345 000 000 000 345	-52,5	ε'0	000 000 000 069	9,742	<b>*</b> '0	<i>†</i> 89 909 887 976	Produits des emprunts intérieurs	
	0,0					0,001-	0'0			3 1 90 2 91 425	29 544 000 000,0			000 000 880 69	0.0			Fonds de concours (guerre)	
0'0	0'0		0'0	0'0		0'0	0'0	0'0		0	0'0	0,0	0'0	0	0'0	0,0	0	Contrat chinois-SICOMIN	1.2.1.1
۱,2	<b>9</b> '0	1 249 089 300 000	٤'١	<b>G</b> '0	1 230 906 400 000	7,101	١,٤٥	9'0	1 211 026 300 000	334 162 787 867 1	374 544 000 000,0	1,61-	ε,0	000 000 880 647	249,3	<b>†</b> '0	926 288 606 584	RECETTES EXCEPTIONNELLES	2.1.1
۲,9۱	2,0	840 003 512 306	268,3	2,0	140 998 189 611	6'99-	6'99-	١,0	881 778 304 391	000 76+ 191 90+	0,034 688 718 362	0,0	2,0	026 829 232 658	9,751	£,0	026 819 235 169	sertuA	·q
۲,۲	ε,0	000 007 648 896	۱,3	6,0	000 009 140 726	8,1-	8,1-	ε,0	000 002 469 686		8,208 828 508 874	0,0	<b>t</b> '0	902 292 512 296	0,0	<b>t</b> ,0	902 212 202 202	Royalties (contrat chinois)	a.
6'۷	<b>9</b> '0	1 803 325 412 306	£,74	9'0	140 996 827 178 1	۲,62-	7,92-	<b>Þ</b> '0	1 132 103 077 183	000 767 192 907	774 225 468 062,5	0'0	9'0	1 248 420 639 152	52,5	۲'0	1 248 420 639 152	AUTRES recettes non fiscales	٥2
8,82	かり	4 163 453 303 335	かいし	٤,١	3 787 562 157 110	€,07	ا '9	٤,١	3 398 700 247 524		2,224 401 879 799	€,04-	8,0	1 895 996 208 844	0,١٦	9'1	3 344 207 228 529	sertuA	.D
<b>か</b> し	١,0	272 524 647 765	9'0	١,0	Z16 9Z4 648 89Z	6Ԡl-	0,24-	١,0	267 358 930 030		0,163 416 701 731	6,1£-	١,0	314 215 829 182	0,0	2,0	461 231 226 467	Recettes pétrolières	·q
2,4	۲'0	7 416 431 808 324	l't	8,0	7,104,200,386,005,2	-22,9	6'01-	8,0	Z S Z S 2 S 2 S 2 S 2 S 2 S 3 S 3 S 3 S 3 S 3		3,484 £34 863 634 f	12,5	S, f	5 636 366 656 7	0,0	S, ſ	5 244 500 401 154	Recettes minières	·e
16,2	2,2	7 452 409 859 473	2,8	۲,2	6415737638429	13,0	9'9-	2,2	2 835 015 830 442	7 323 606 301 860	7,764 284 487 428 2	٤,٢١-	2,2	2 546 268 964 995	4,78	0,5	9 320 002 552 120	DGRAD	۰،
かけし	7,2	9 265 762 274 782	かけし	7,2	074 408 884 780 8	0'₺	5'0۱-	9'Z	829 700 311 730 7	2 760 357 793 960	3 399 009 960 665 8	6 <b>.</b> £1-	8,2	021 106 610 867 9	<b>7</b> '07	7,£	7 898 456 161 275	Recettes non Fiscales	£.1.1.1
1,05	€'⊅	14 498 401 994 412	⊅'0⋜	0'⊅	15 040 142 325 934	34,3	8,66	٤,٢	097 411 601 000 01		3,122,907,198,491,5	€,0-	٤,٤	£86 96E #18 9## L	۲,0۲	3,5	098 299 281 124 2	sertuA	.D
<b>⊅</b> 'l	1,0	523 213 512 826	9'0	١,0	Z0C 484 460 09Z	gʻZ-	gʻ2-	1,0	883 919 707 842		134 462 785 570,0	0,0	١,0	041 140 226 897	0'0	1,0	768 925 571 140	Recettes pétrolières	·q
2,7	3,2	10 834 326 439 164	9'0	⊅'ε	ZÞ6	15,6	1,41	٤,٢	10 049 220 281 214		0'079 999 877 976	٤,١-	9,5	080 111 768 269 8	0'0	l 'Þ	080 111 768 708 8	Recettes minières	·e
14,1	S,T	25 553 944 579 435	۱0,4	<b>⊅</b> '∠	<b>55 400 304 522 583</b>	7,62	22,6	<b>5</b> 'Ł	20 295 387 615 563	7 543 670 612 334	8 203 818 539 601,5	8,0-	6'9	16 407 637 079 203	9,15	7,7	16 548 010 240 080	Recettes des Impôts	2.1.1.1
6'91	2,3	7 784 761 455 452	∠'6€	2,2	6 659 744 102 283	11,3	8'₺-	8,1	140 291 669 392 4		7,344 128 763 041 2	g'pl-	8,1	4 281 394 642 893	9'69	2,3	£ 600 394 642 893	sertuA	·q
<b>⊅</b> '6	1,0	3 391 888 392 017	9'*1	0'1	\$101 635 935 174	12,2	0,2-	0,1	Z 5 6 9 5 7 8 4 3 6 3 2 2 2 8 4 3 6 3 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2		1 205 866 754 910,5	۲,۵۱-	٥,١	128 603 881 114 2	0'0	۱,3	128 603 881 2	Recettes minières	·e
3°71	8,8	697 478 679 941 11	9'0£	3,2	734 7E0 08E 187 9	9'11	8,6-	8,2	£73 526 995 673	3 085 687 610 638	3,726,870,483,54,2	8,61-	8,2	6 693 128 152 714	⊅'8€	9,£	417 S21 821 637 T	Recettes des Douanes et Accises	เนน
14,3	9,81	42 986 326 701 685	9'91	13,3	40 249 150 897 209	3,81	١,8	13,0	34 832 030 618 864	13 389 716 016 933	14 949 392 566 518,9	<b>ደ</b> ,ፕ-	15,5	29 898 785 133 038	32'2	161	32 215 594 554 069	RECETTES COURANTES	ากก
8,51	14,0	41 232 446 001 682	0'S1	13,8	41 780 057 297 209	9,81	۲'6	13,5	36 346 086 918 864	15 183 503 308 388	15 323 936 566 518,9	<b>9</b> '۲-	12,8	860 661 678 749 06	9'l†	3°91	33 141 883 160 653	RECETTES INTERNES	าท
6'6	19,3	65 272 816 511 146	7,01	۲٬6۱	914 866 696 988 69	٤,٦١	9'71	20,0	62 654 058 861 439	19 040 280 146 523	22 874 802 657 956,9	2,2-	1,61	46 716 605 315 914	7,62	51,9	46 799 683 356 267	BUDGET GENERAL	1
Taux accr. \2027	8Id %	-jo14	Taux accr. /2026	8Id %	-lo14	Taux accr. /LFR 2025	Taux accr. /2025	814 %	-jorq	REALISATIONS FIN	PREVISION LINEAIRE	Taux accr. /LFI 2025	8I9 %	831	Taux Réal.	8I4 %	ΞT	RUBRIQUES	۰N
		2028			72027				5026				5052	:					

#### ANNEXE 1: INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2025-2028

+'o	0007 7 30	24,5	193 645 047 310 88 9mianni 85-82 aeb aese8	10,0		52,4	999 111 297 969 91	3,81	8,81		6'97	496 298 397 999	20 211 182 895 309	78 389 038 276 487	+·1-	24,5	<b>\$118 076 550 974</b>	6,72	26 639 824 065 493	DEPENSES TOTALES
0,7		1,0	872 186 407 684	0,7	1	1,0	814 691 060 264	0,71	0,71		2,0	250 626 336 643 455 486 139 643	002 308 287 772 02	180 649 632 326	0,0	2,0	391 099 597 692	2,0	394 992 660 198	DEBENSES TOTALES DEPENSES ELDS
-		<del>                                     </del>			<u> </u>	1,5		1	_					-		1				
6,0		ε'ε	11 115 146 100 232	0,8	1	<u> </u>	910 778 760 810 11	32,0	35,0		8,8	10 197 241 732 524		3 862 591 565 350	0'0	3,2	7 725 183 130 700	9'8	7 725 183 130 700	DEBENZES BROVINCES
۷'6		1,12	231 898 688 914 17	5,01	ļ	9,12	251 129 094 631 132	16,4	9'7l		51,9	69 020 630 480 800	20 211 182 896 309	118 770 768 845 82	۲'۱-	2,12	229 331 467 169 03	1,45	141 073 143 533 13	DÉPENSES POUVOIR CENTRAL
0,7		gʻi	873 771 585 240 3	0,7		9,1	4 712 507 642 596	0'6	4,41		9'1	4 404 212 750 090	710 340 89E 849	2 019 692 047 342	6'⊅	Ľ١	\$89 \$60 \$81 6E0 \$	8,1	3 860 853 568 850	C. COMPTES SPECIAUX
0,7		6,0	824 671 069 101 1	0,7		ε,0	1 029 616 990 1	9'9	9'9		<b>Þ</b> '0	042 868 869 270	244 565 639 175	461 502 372 512	0'0	<b>7</b> '0	903 004 745 024	<b>7</b> '0	903 004 745 024	B. BUDGETS ANNEXES
0,0		0'0	0	0,001-		0'0	0	0,0	0,0		١,0	145 015 000 000	0	0	0'0	0'0	0	0'0	0	6.2.1.Sinistres et calamités (liés aux catastrophes naturelles)
0'0		0'0	0	0,001-		0'0	0	0'0	0'0		١,0	145 015 000 000	0	0	0'0	0'0	0	0'0	0	6.2. Dépenses except. sur ressources extérieures
۱٬6-		9'0	£10 496 672 996 f	6'69-		۲'0	2 162 907 960 414	2,0	۷٬699		2,0	999 888 262 888 9	280 SSE 867 678	2 688 250 000 000	8,738	2,2	9376 500 000 000	ε,0	709 443 955 400	6.1.6. Autres dépenses sécuritaires
0,0		0,0		0,0		0,0		0,0	0,001-		0,0			0	0,001-	0,0		2,0	000 000 000 009	6.1.5. Dotation FSD-FARDC \Dépenses
0,7		0,0	81 771 620 250	0,7		0,0	76 422 075 000	G,84-	9 <sup>4</sup> 9		0'0	71 422 500 000	250 818 841	000 000 094 99	0,0	١,0	133 200 000 000	1,0	133 200 000 000	6.1.4. Opérations de recensement et d'identification
0,7		0,0	123 076 750 000	٥,٢		0,0	112 022 000 000	-20,0	26,5		0,0	107 500 000 000	22 056 954 000	107 500 000 000	152,9	١,0	212 000 000 000	0,0	92 000 000 000 98	6.1.3. Réserve pour sinistres et calamités
0,7		0,0	103 041 000 000	0,7		0,0	000 000 008 96	125,0	0,08		0,0	000 000 000 06	18 645 629 131	20 000 000 000	-20,0	0,0	000 000 000 07	0,0	20 000 000 000	6.1.2. Réserve budgétaire
9'76		6,0	1 040 230 000 000	233,0		2,0	232 000 000 000	0,782	0,176		١,0	160 650 000 000	39 635 201 332	22 500 000 000	200,0	0,0	000 000 000 9 <del>7</del>	0,0	12 000 000 000	Selectorales
0,11		۱,0	3 314 699 334 263	7,84-		۱,0	7 882 655 035 414	2,0	8,682		2,2	799 888 818 8	761 285 622 556	2 905 000 000 000	2,682	2,4	000 000 000 018 9	۷'0	1 492 943 922 400	6.1. Dépenses except. sur ressources propres
0,11	Z,T	۱,0	3 314 699 334 263	6'6†-	<b>4,</b> 7	۱,0	7 985 655 035 414	9'Z	299,5	1,71	2,2	799 888 886 9	761 285 622 556	2 905 000 000 000	2,682	2,4	000 000 000 018 9	۷'0	1 492 943 922 400	VI. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES
S,1	1,08	۱,4	13 847 795 692 614	2,4	34,0	g't⁄	13 685 253 039 780	1,01	1,01	38,4	0,8	13 362 791 762 617	3 857 076 838 135	708 760 241 880 8	0,0	٤'١	12 136 284 195 614	۲,8	12 136 284 195 614	5.3.1. Autres bailleurs
Z'l	1,05	l't	13 847 795 692 614	5,4	34,0	<b>9</b> '7	13 685 253 039 780	1,01	1,01	p'8E	0'9	13 362 791 762 617	3 8 5 7 0 7 6 8 3 8 1 3 5	708 760 241 880 8	0'0	l'S	12 136 284 195 614	L'S	12 136 284 195 614	5.3. Investissements sur ressources extérieures
9,21	9,7	۱,0	3 483 217 372 317	8,67	G,T	۱,0	3014811104108	1'11	29,62-	8,4	9'0	077 069 204 373 f	84 212 330 258	754 399 620 384	36,5	9'0	1 208 799 240 768	1,1	1 3 3 4 5 1 8 2 2 8 9 9 1	5.1.5. Fonds de péréquation
9,21	12,4	۲'۱	9 7 12 476 490 599	224,5	12,3	9,1	4 942 978 343 003	15,0	0,69-	<b>*</b>	9'0	1 623 450 737 679	S60 020 818 305	∠ <del>1</del> 6 988 69€ 799	8,78-	9'0	1 324 739 771 894	6'۱	741 887 889 711 4	5.1.4. Projets des Provinces
0,7	<b>⊅</b> '0	0,0	162 871 401 837	0,7	4,0	١,0	152 216 263 399	6,01-	۲,8-	<b>4</b> ,0	١,0	142 258 190 093	876 481 418 61	876 203 788 67	3,2	1,0	997 400 887 981	١,0	124 735 004 756	5.1.3. Contrepartie des projets
ZʻL	1,2	6,0	963 349 200 000	٤,١	۵,4	6,0	952 041 600 000	8'L-	8, r-	1'7	6,0	000 002 269 666	0	209 829 209 874	0,0	4,0	902 785 215 789	<b>p</b> '0	902 735 215 726	5.1.2. Investissements sur cession Actifis miniers (contrat chinois)
8,82	7.'G	7,0	2410366230770	4,18	Ω't <sub>7</sub>	a,u	1 916 344 433 511	Z' <del>⊅</del> 9	0,02-	Z'tz	9'0	1 458 096 239 180	421 745 136 37a	442 766 126 216	9'69-	<b>4</b> ,0	882 232 222 433	⊅'L	2 916 927 741 350	5.1.1. Projets Gouvernement central
0,91	7,72	8,8	12 732 280 695 523	2,16	£,7 <u>\$</u>	9,8	079 428 163 976 01	7,81	G'S <del>p</del> -	S,81	L'Z	227 785 809 831 1	989 118 190 1	2 418 010 763 528	0'79-	2,0	4 836 021 527 056	6'7	677 619 312 623 01	5.1. Investissements sur ressources propres
8,7	8,72	6'/	76 580 076 388 137 26 580 076 388 137	1,62		Z'8	24 661 844 864 450	12,6	Z'SI-	8,48	L'/	655 021 769 201 61	140 619 888 806 7	8 486 152 861 335	1,82-	1,7	049 227 305 276 91	9,01	22 669 699 315 669	V. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS
0'0	6 29	1,0	406 254 628 832	C'1	0,1	۲,0	402 224 628 832	1,271	9'11-	1,1	1'0	000 000 000 007	191 530 501 07	+	G,78-	1,0		2,0	462 562 354 779	6) A is refraite
0.0	0.0	r,0		4 3	0 1	1,0	+	_	-	110	110			73 434 332 389		1 -	877 468 868 841	1,0		
0,81-	<b>7</b> '0		026 996 299 921	0,21-			207 832 901 095	136,5	9'6	<b>L'0</b>	1,0	244 509 295 405	876 684 769 72	676 807 969 13	7,63-	0'0	103 393 407 969		223 393 407 969	AVT .8.4
0,7	1,0	0'0	36 138 768 500		1	0'0	33 774 550 000	0,7	0,7	1,0	0'0	31 265 000 000	0	000 000 092 †1	0'0	0'0	29 200 000 000	0'0	29 200 000 000	4.5. Bourses d'études
0.0	0.0	0.0	0	0,0	0,0	0,0	0	0,001-	0,001-	0.0	0,0			12 540 000 000	0'0	0,0	30 480 000 000	0'0	30 480 000 000	Ode services ex-BPO
0,7	0,1	1,0	444 332 890 007	0,7	0,1	1,0	415 264 383 184	6,285	7,01	1,1	1,0	77E 438 797 88E	9 260 921 963	177 103 285 501	£,17-	0,0	100 571 003 541	2,0	148 600 178 036	4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires
0,7	0,1	1,0	444 332 890 007	0,7	0,1	١,0	415 264 383 184	1,961	8,1	1'1	1,0	775 433 790 885	9 260 921 963	117 108 828 88	9'99-	1,0	131 051 003 541	2,0	381 091 003 941	4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)
0,7	9'ቱ	9'0	2 105 426 390 035	0,7	6'⊅	۷'0	1 967 688 214 986	Z'9S	6'9	6,3	<b>Ľ</b> 0	1 838 960 948 282	836 261 263 598	198 048 816 989	4,26-	9'0	1 173 827 680 722	8,0	1 736 322 882 134	4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.
9,21	9,£	9'0	1 671 944 338 712	8,03	9,£	9'0	1 446 725 368 684	がし	4,21-	8,2	<b>7</b> '0	920 418 327 026	£70 944 282 014	472 914 053 269	7,51-	<b>7</b> '0	945 828 106 539	S'0	1 095 828 106 539	4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)
1,21	5,5	۷'0	924 089 600 553 2	13,0	9'9	۷'0	863 199 876 661 2	8'98	<b>p</b> '6	9'9	<b>Ľ</b> '0	1 947 602 069 854	359 356 416 076	191 379 108 464	<b>かいか</b>	<b>7</b> '0	1 042 758 216 927	8,0	1 780 118 340 250	4.1. Rétrocession aux Régies financières
4,01	0,81	2,2	244 S33 764 662 442	6'pl	9,81	2,2	778 807 314 373 3	9'79	2,0	۲'9۱	2,2	742 361 531 018 3	2 185 119 239 749	1 786 613 540 233	ε,τε-	۲°2	3 573 227 080 466	7,2	202 360 377 869 3	IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS
0,7	۱,2	2,0	990 084 684 869	2,0	٤,١	2,0	889 944 192 809	8'9	0,7	がし	2,0	889 974 192 864	861 426 342 738	782 912 176 082	2,0	2,0	461 942 432 574	2,0	460 992 034 288	3.5. Charges communes
0,7	١,0	0'0	32 746 930 694	٥,٢	١,0	0'0	30 604 608 125	0,7	٥,٢	١,0	0'0	28 602 437 500	0	13 365 625 000	0'0	0'0	26 731 250 000	0'0	26 731 250 000	3.4. Fonctionnement des Services Déconcentrés
٥,٢	<b>p</b> '0	0'0	165 003 178 816	٥,٢	<b>†</b> '0	١,0	154 208 578 333	0'9-	0'9-	<b>b</b> ,0	١,0	144 120 166 666	167 406 243 873	799 999 169 9 <b>7</b>	0'0	١,0	123 383 333 333	١,0	123 383 333 333	3.3. Financement des réformes
٥,٢	<b>7,8</b>	۱,2	700 000 000 Tro 4	٥,٢	6,6	۱,2	3 755 052 392 530	12,5	1,08	1,01	۱,3	5 5 6 3 5 4 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	3 083 820 296 649	1 519 238 596 178	12,6	۱,3	3 038 477 192 356	1,3	147 478 263 763 2	3.2. Fonctionnement des Ministères
0,7	6'9	8,0	2 707 898 926 862	0,7	€,8	8,0	2 530 746 660 432	9,23	34,0	8,8	6'0	2 365 183 794 796	1 434 191 162 413	778 876 306 477	2,21-	9'0	527 736 F18 643 F	8,0	768 602 017 397 1	3.1. Fonctionnement des Institutions
0,7	16,2	2,2	7 462 044 876 235	9'9	٤,٢١	2,3	701 817 878 879 8	1,52	1,82	8,81	2,4	6 540 562 635 024	5 226 843 045 672	2 615 173 083 008	5,5	2,2	2 530 346 166 017	2,4	6 104 609 702 269	III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)
0,7	13,3	8,1	6 134 069 257 414	0,4	14,2	1'6	6 732 775 006 929	28,4	4,82	15,8	2,0	2 212 283 660 508		2 145 996 708 638	0,0	8,1	4 291 993 417 277	2,0	4 291 993 417 277	S.2. Provinces
8,71	2۱,4	2,9	009 280 867 738 6	14,8	8,02	8,2	140 899 422 498 8	<b>⊅</b> 'l	8,45	20,9	7,2	Z64 688 317 782 7	760 633 742 8	3 593 371 339 974	1,62	3,0	746 679 247 881 7	7,2	5 840 503 232 723	2.1. Pouvoir Central
13,4	34,8	<b>L</b> '\$	\$10 0\$£ 498 166 91	2,01	32'0	۲'۶	14 100 000 000 000	9'II	26,3	٤'9٤	8'⊅	12 800 000 000 000 000	760 533 763 742 3	2 139 368 048 612	13,3	8'⊅	11 478 736 097 224	<b>L</b> '\$	10 132 496 650 000	II. DĖPENSES DE PERSONNEL (RĖMUNĖRATIONS)
8,46	۱,2	2,0	868 868 170 848	<b>1</b> ,08	۱,0	١,0	405 027 202 939	6'79	131,0	۲'0	١,0	S2S 22S 2S3 0S8	098 096 187 382	000 000 009 18	۱٬6۶	١,0	163 000 000 000	١,0	899 207 608 901	1.2.2. Extérieurs
0,01	9,2	6,0	786 698 916 941 1	4,01	7,2	⊅'0	1 069 334 428 397	p'p-	1,888	8,2	<b>⊅</b> '0	869 9 <del>1</del> 0 498 896	461 607 34S 14	697 671 312 903	6'998	⊅'0	1 012 430 329 237	١,0	222 050 824 560	siuəhətini .1.2.1
8,81	۲,٤	g'0	1 721 988 706 820	8,02	۲,٤	9'0	1 474 361 631 336	6'E	268,5	3,5	g'0	9Z9 899 606 0ZZ l	326 977 669 554	694 641 514 489	7,452	g'0	1176 430 359 537	2,0	331 360 527 218	2. Frais financiers
0,81	8,1	2,0	829 375 203 235	1,91	-	2,0	714 818 042 732	0,22	8,63	8, r	2,0	812 826 008 538	249 575 126 802	262 500 000 000	1,62	2,0	202 000 000 000	2,0	400 439 911 152	1.1.2. Dette Extérieure (Principal)
1,11	6,4	9,0	2 000 000 000 000 000	12,5	1	9,0	000 000 000 008 1	6,63	6,69	9'1	0,4	000 000 000 009 1	212 462 434 616	000 279 946 000	9,2	4,0	1 004 659 890 000	3,0	000 000 099 646	1.1.1. Dette Intérieure
12,5	2,8	8,0	2 829 376 203 236	13,5	1	8,0	2 514 818 042 732	8,84	9'09	<b>†</b> '9	8,0	2 215 856 008 538	814 193 750 237	000 346 677 437	<b>7</b> '6	9'0	000 068 633 603 1		321 119 966 678 1	1.1. Dette publique
1,41	6'6	٤,١	990 016 292 199 7	1,81	6'6	٤,١	890 749 641 686 8	0,82	8,001	6'6	٤'١	3 436 765 577 164	1 089 015 230 972	1 342 495 124 769	6'99	1,1	7 684 990 249 537	_	E4E 8E1 73E 117 1	I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS
6'6	00		941 118 918 272 89	7,01	30	۲ <sup>,</sup> 6۱	917 866 696 988 69	6,71 0.85	9,41	30	20,02	627 198 890 799 89	811 112 672 817 61	726 751 360 505 1	2,2-	1,61	\$16 915 909 947 94 45 749 605 315 914		79Z 99E 889 66Z 97	A. BUDGET GENERAL I DETTE BIIBLIQUE ET ERAIS ENANCIERS
-	1	C 01		<b>†</b>	1	201	,	2025	-		3 00			(SIOW 9)		1 31		3 70	255 525 555 562 57	IAGENES TERMINA
Accr/LF 7202	. ЭН %	8ld %	Proj.	Accr/LF 2026	% вс	8Id %	-lo19	Accr\ LFR	3005	% вс	8Id %	-jo14	EXECUTION FIN	PREVISION	Accr/LFI 2025	81d %	ГЕВ	8Id %	37	ваповы
		820	c			720	JC				5026					970	6			

Recap dep 26-28 impimé le 13/09/2025 à 10:23

# ANNEXE 3.1 : CDMT CENTRAL Allocations des dépenses intersectorielles par rubrique 2026-2028 (FC)

	PROJECTIONS		2202 TE	BUDGI		IISTORIQUE LOIS DE FINANCES	4	SECTION, PILOPOPIECE	CODE
8Z0Z	7202	9707	LF RETCTIFICATIVE	31AITINI 71	2024	2023	2022	зестіом-кивкідиєз	SECTION
1 680 726 531 333	14E 074 72E 172 1	1 499 144 154 234	864 634 125 836	809 978 968 456	E98 S69 60Z S99	230 054 973 105	918 698 916 025	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	0τ
000 026 915 21	16 371 000 000	12 300 000 000	000 000 009 57	20 000 000 009 05	000 000 009	7 500 000 000 T	1 200 000 000 000	Contrepartie des Projets	
1 127 318 078 012	1 053 568 297 207	1 013 046 439 623	170 248 318 368	707 694 920 702	781 229 772 627	732 948 160 652	262 497 364 226	Fonctionnement des Institutions	
49 462 291 792	46 226 440 927	44 025 181 835	32 674 071 161	23 971 936 255	42 691 200 248	30 724 312 103	28 342 293 048	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
40 819 823 719	34 888 738 222	30 338 033 536	76 380 898 032	38 880 898 032	39 857 758 382	13 365 852 645	30 195 200 277	Investissements sur Ressources Propres	
		-				1 081 717 472		Mise à la Retraite	
436 172 589 909	988 575 884 114	192 250 261 888	329 612 143 633	382 045 349 853	315 483 703 548	241 875 551 733	243 819 333 764	Rémunérations	
006 444 987 6	8 819 418 599	882 444 242 8	7 864 050 101	2 S21 600 929	£99 ZSZ ZZ9 Þ	E99 ZSZ ZZ9 E	2 677 757 663	sansinisan samsinisares Auxiliaires	
		-	2 181 620 838	2 181 620 838	2 181 620 838	2 181 620 838	2 181 620 838	Subventions aux Services Ex-BPO	
1 621 237 836 093	1 419 137 534 800	T9S 9t9 49t 48Z T	TTS TTZ SZE S68	1 412 813 861 992	1 138 134 724 735	T06 494 839 332	105 744 238 940	зяптаміяя	ΙΙ
112 687 771 07	688 814 985 59	688 814 985 59	ZSZ 96S 699 ZÞ	22 000 000 000 000	38 743 419 155	34 098 007 046	34 440 010 092	Fonctionnement des Institutions	
7 393 286 948 927	1 205 604 473 903	118 072 767 280 1	727 133 900 120	1 216 586 469 328	682 582 545 586			Fonds de Péréquation	
S6S 990 t/LT OT	\$25 £75 £08 454	700 689 SS0 6	3 352 773 048	10 300 000 000	10 000 000 000	.00 550 205 0		Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
138 205 103 086	855 EEL TLL L	181 620 854 9	\$11 742 878 2	6SS 4/I 4/9 II	542 841 628 81	3 605 266 281	785 878 978 584 5 924 378 584	Investissements sur Ressources Propres	
960 E01 905 8ET	189 8EE 8VE E	123 269 938 676	776 292 394 575 776 292 394 971	122 253 218 104	940 545 619 48	\$00 99S T6Z 89	16Z 9Z9 63Z V	Rémunérations NYCE page 2 NYCE	CI.
7 275 919 718 858 428 428	189 687 878 C	189 6EZ 84E Z	992 S61 208 Z	3 288 851 044 \$ 288 851 044	2 080 773 722	2 080 773 722	Str 919 621 t	VICE-PRIMATURES  Enactionnement des Institutions	77
251 270 089 EE 7 217 217 218	189 623 848 Z	T89 6EZ 87E Z	994 S61 S08 S	\$ 288 85 £	227 877 080 2	2.080 773 872	S#L 9L9 6SL #	Fonctionnement des Institutions	31
25 708 398 380 33 680 047 137	\$1 525 805 55¢	30 200 554 30 200 604 643	78 283 403 444 78 283 403 444	78 283 403 444 28 492 509 28 492 509	73 439 457 676 17 439 457 676	949 454 664 61 24 885 567 17	75 272 671 81 74 740 642 862	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX Ennctionnement des Institutions	ST
7 246 043 305	1 321 404 535	617 470 671 1	+++ CO+ CO / OT	699 1/1 666	1 010 220 503	1 776 375 507	3 095 487 810	Fonctionnement des Institutions Investissements sur Ressources Propres	
957 909 977 6 300 919 919 7	8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	8 388 755 300	7 913 920 094	7 913 920 094	057 058 877 9	681 557 670 8	6 046 262 803	Investissements sur Ressources Propres Rémunérations	ļ
86Z SS9 0Þ9 9Z0 T	7 006 700 699 452	933 814 089 230	6SS STO 874 877	\$66 811 0b9 948	782 603 707 300	728 574 087 627	241 466 775 530	ASSEMBLEE NATIONALE	91
LLZ 220 222 829	633 945 815 212	283 929 411 992	481 243 805 177	228 415 264 358	226 729 511 030	497 548 640 133	340 859 631 756	Fonctionnement des Institutions	
52 624 226 249	23 947 874 999	22 807 500 000	T00 000 050 9	17 239 000 000	11 700 000 000	78 278 337 246	3 212 399 808	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
31 472 760 443	TSZ S67 992 252 252 252 252	23 391 126 305	∠16 SE6 ∠89 Þ	19 195 280 201	19 245 782 731	25 267 066 493	50 824 493 369	Investissements sur Ressources Propres	_
		-				2 821 473 000		Mise à la Retraite	
341 221 646 828	986 E12 700 128	EE6 0S0 989 E0E	597 747 967 987	597 774 465	195 428 413 539	224 272 878 £7£	756 237 250 597	Rémunérations	
£78 484 520 604	383 056 433 414	251 364 048 ES3	304 376 598 440	336 002 245 476	291 691 124 493	276 306 729 663	196 448 527 619	TANÌS	<b>۷</b> ۲
986 866 985 787	764 099 994 333	239 091 792 723	215 433 410 151	246 114 057 186	750 432 891 844	211 423 212 470	128 954 183 011	Fonctionnement des Institutions	
00S Z0Z 66S ZZ	21 120 750 000	000 000 S11 02	7 700 000 000	7 545 000 000 1 545 000 000	7 200 000 000 T	276 224 079	669 09T 66	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
720 710 677 1	1 520 527 373	914 461 228 1	1 149 737 144	7 649 737 144	895 804 959 7	814 177 143 8	TZ7 E88 099 7	Investissements sur Ressources Propres	
507 FEC 630 60F	EOE 737 300 30	770 030 300 00	-FF F3F COJ 30	200 120 000 100	-00 YEZ 000 E3	917 164 075 9	201 000 101 03	Mise à la Retraite	
105 052 AND 152 t	404 191 282 96 404 191 387 96	90 832 028 774	S#T TS# 869 S8	Sp1 124 828 300 1	T80 775 860 49	21 444 730 480	29 434 300 188	Rémunérations	0,
1 671 944 338 712 1 671 944 338 712	7 446 725 368 684	520 228 817 656	642 878 109 236 642 878 109 236	1 095 828 201 828 360 T	527 962 228 906	736 268 295 917	775 86E ZE8 Z77	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	61
	1 446 725 368 684	SZO ZZE 81# 656		102 S61 661 169 682 901 828 S60 T	906 428 428 906 574 964 478 906	736 262 892 927	<b>984 381 858 254</b>	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	UC UC
698 999 6T# 56Z <b>819 206 T62 088</b>	298 718 128 278 298 748 298 209 209 209 209 209 209 209 209 209 209	98E 87L 9L0 9ZZ	784 217 647 689 330 266 684 843 702	558 165 686 747 102 561 169	74 804 678 08T	130 122 530 204	160 SI9 #96 SII	POUVOIR JUDICIAIRE Fonctionnement des Institutions	07
7 284 020 000	7 472 000 000	7 300 000 000	7 000 000 000 000	698 588 747 6	659 840 657 6	+0C 0C7 CCT 0CT	100 010 400 011	Fonctionnement des Institutions Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	ļ
8 253 530 144	7 789 974 482	9 333 108 542	2 217 798 036	32 403 683 251	32 496 135 217	77 496 132 S17	47 282 817 059	Investissements sur Ressources Propres	
274 258 915 399	ETT 868 EZT 142	652 503 987 284	381 723 955 411	957 927 590 104	385 485 740 204	976 024 840 976	201 114 197 074	Rémunérations	
120 J20 100 J20 J20 J20 J20 J20 J20 J20 J20 J20 J	T4T 234 402 304	<b>ÞTÞ S6S Z0Þ ZET</b>	128 179 843 356	134 283 722 307	120 000 537 807	59 Y 258 337 463	75T 609 90E T6	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7.7
73 855 871 025	69 024 131 799	69 151 420 69	EEL 199 989 E9	83 324 745 708	819 165 279 11	984 874 989 48	74 TE3 233 22T	Fonctionnement des Institutions	
322 840 660	304 137 599	LL4 L94 497	229 971 719	617 179 929	792 III 823 I	792 III 823 I	7 SSS 111 SSS 1	Investissements sur Ressources Propres	
190 005 885 94	72 206 135 906	881 966 811 89	P4 563 203 904	80 329 004 880	762 458 418 97	01 080 752 410	980 796 785 57	Rémunérations	
SLL 96S 66S SLt	585 t8t Zt5 Ttt	384 417 558 968	736 754 647 954	167 231 229 704	135 732 223 916	ZY0 SZ2 8YI 6Y	961 498 619 44	AFFAIRES ÉTRANGERES	77
	0.00 0.00 0.00 0.00	-	-02.02.0000	30000,77				Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	
918 858 878 197	000 052 806 9 774 718 647 959	730 866 649 018	119 864 731 738	64 164 123 828	177 211 042 64	8ET 9S9 9S0 ZZ	22 056 656 133	Fonctionnement des Ministères	
23 076 263 E2 002 210 785 7	77 766 868 97 000 052 869	852 618 206 68 000 000 525 9	200 000 000 34 702 451 524	77 S88 471 91 5 804 802 659	11 000 000 000 T	2 000 000 000 Z	278 782 888 8 084 812 082	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
727 992 916 929 724	744 056 094 485	412 647 200 711	769 494 480 18	87 082 464 692	74 492 111 345	45 224 410 367	43 446 421 708	Investissements sur Ressources Propres Rémunérations	
725 008 740 373	74 550 534 463	22 740 482 320	19 126 100 354	21 268 400 354 27 201 404 637	20 174 771 835	12 262 811 776	22 239 734 837	COOPÉRATION INTERNATIONNALE	23
6 631 236 673	9 281 812 732	901 724 927 8	985 454 386	8 981 754 387	268 765 T08 9	6 178 034 213	S 188 457 695	Fonctionnement des Ministères	67
1 685 250 000	000 000 SZS T	000 000 00S T		1 000 000 000 T	7 200 000 000 T	1 575 000 000	1 275 000 000	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
2 208 743 825	1 887 815 235	S9# 84S T#9 T	81E 468 722	1 057 894 318	972 895 012	271 897 897 1	3 117 880 478	Investissements sur Ressources Propres	
278 506 875 21 182 606 875	11 493 025 354	20 842 476 749	10 228 751 650	10 228 751 650	11 247 281 923	88E 600 TTO 9	₱99 96E 8SE 6	Rémunérations	
20 130 750 653	717 127 697 81	918 220 979 21	12 656 221 625	13 171 221 625	12 894 268 199	T9t 9tT SSS SS6	250 945 532 092	DECENTRALISATION	74
SOT 666 490 6	8 474 765 519	018 190 S66 Z	ZZ9 785 60Z S	ZZ9 Z85 60Z S	4 826 893 343	4 732 248 375	4 732 248 375	Fonctionnement des Ministères	
		-				940 619 214 589	508 906 134 709	Fonds de Péréquation	
1 415 801 520	1 320 375 000	1 257 500 000		272 000 000	200 000 000	3 331 385 741	167 674 267	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	

-		0 # 8 Z I 3 T 8 6 # 0	<i>ቅ</i> ረረ ረዐቱ 6ረቱ 7	ZS9 SZZ 98T 8	9 443 102 992	14 618 311 516	73 483 102 150	Investissements sur Ressources Propres	
78 57 485 521 0 327 402 540	78 695 383 220 8 740 846 953	18 254 869 834 8 354 616 146	Z95 026 088 Z	767 084 920 534 74 864 008 534	267 084 940 68 39 049 260 264	27 476 876 180 18 090 81 148	982 897 787 988 978 978 978 978 978 978 978	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures	
ST9 OSZ ST8 ZTT	725 252 176 p01	971 919 728 8	746 427 463 34	590 996 ZEE St	S69 EZ# SZZ ZE	984 188 090 91	986 484 181 41	Fonctionnement des Ministères	
40 885 810 125	38 211 037 500	40 710 825 000	100 000 000 000	100 000 000 000	25 000 000 000 SZ	110 000 000 000 000	110 000 000 000 011	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	
11 402 478 266	10 656 521 744	911 998 656 6	79E 8TE 099 L	798 818 099 8	798 818 099 8	000 500 500 TT	000 \$77 990 9	Contrepartie des Projets	
T 390 411 653 455	1 202 331 855 754	000 000 090 085	891 401 991 667	296 049 848 888	216 875 304 430	288 028 268 735	810 969 220 992	NA_19	35
467 647 267 244	417 703 537 544	640 T#6 690 #68	174 E67 257 E3E	174 E67 ZE7 E8E	228 992 S90 398 892 S90 398	ESO S80 Z67 72S	\$11 898 1Z6 80Z	Rémunérations	
E89 T6S 800 6	TTO TS9 669 L	S07 84£ 269 8	2 8 2 5 0 4 5 3 2 5	71 331 624 822	23 091 293 212	77 617 594 61	TSS #8E 969 EZ	Investissements sur Ressources Propres	
-	=	-						Investissements sur Ressources Extérieures	
775 215 000	724 500 000	000 000 069	000 000 009	27 200 000 000	10 373 335 554	\$85 \$6\$ 878 8	S8E 464 8L9 S	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
92 729 811 343	Z80 SZE E99 98	970 106 454 18	105 018 172 09	000 000 000 95	769 114 911 04	34 916 285 971	33 200 463 315	Fonctionnement des Ministères	
T90 ZSZ ST0 SZ	964 671 801 07	180 293 125 99	29 396 040 263	29 366 040 263	18 771 700 219	171 329 475 381	188 274 928 11	Financement des Réformes	
103 041 000 000	000 000 008 96	000 000 000 06	000 000 000 0+	000 000 000 05	30 000 000 000	20 000 000 000	000 000 000 0∠	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	
950 087 684 852	203 261 476 688	889 944 197 864	461 942 432 574	460 992 034 288	290 992 034 288	584 512 885 20	211 130 066 582	срыгвез соштипез	
T 561 852 866 641	1 182 460 719 827	625 0EE 986 TET T	191 611 881 766	1 032 925 492 873	672 008 225 333	TOS ELL 6TO LO8	264 256 277 325	BNDGEL	3.1
71,0 657 965 930	560 106 788 207	744 209 295 405 204 209 205	103 393 407 959	553 393 404 929	282 120 622 746	700 000 000 000	763 465 766 225	realisitized sanz Organismes Auxilisites  AVT	
974 089 680 255 7 974 089 680 585 7	818 828 838 878 888 878 888 878 888 878 888 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878 878	756 068 750 S 758 690 709 746 I	726 912 854 240 t	217 718 987 £ 02 048 340 250	217 712 687 E 1 367 124 995 389	1 256 903 124 918	217 713 888 217 712 687	Rétrocession aux Régies Financières	
TS9 499 878 494	SZP 0ZI ZPE 194	496 06t 09E 9Tt	084 615 658 168	082 078 811 082 1	282 415 348 088 282 412 348 088	266 688 772 022	158 77t 768 t57	Remunerations  System of Eigenstites  Remunerations any Bénior Eigenstites	
24 432 972 107	50 882 882 143	18 129 027 950	480 65† 064 ST	37 481 783 888	44 375 219 644	194 150 169 09	79 798 716 333	Investissements sur Ressources Propres	
287 847 468 268	886 642 522 672	272 936 248 792	448 790 620 435	448 790 620 435	448 790 620 435	264 218 895 08	860 888 067 54	Investissements sur Ressources Extérieures	
956 918 108 587	256 636 744 818	248 275 000 000	436 550 000 000	26 623 346 311	30 702 277 972	38 584 744 003	23 314 011 643	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
028 307 889 127 I	1 474 361 631 336	979 898 606 077 1	752 625 054 271 1	812 722 085 188	220 164 435 262	909 564 679 089	797 432 094 933	Frais Financiers	
161 292 901 736	120 741 029 660	142 208 518 547	101 120 070 044	82 500 000 000	819 911 149 65	27 638 349 622	34 638 349 625	Fonctionnement des Ministères	
4Z 940 Z97 Z4	39 684 155 489	S87 266 780 7£	177 828 948 08	177 828 948 08	32 471 829 531	127 883 873 831	3 294 583 728	Financement des Réformes	
2 829 375 203 235	2 514 818 042 732	2 215 856 008 538	000 068 6SS 60S T	1 379 996 611 125	1 146 860 486 729	1 006 872 707 493	626 Z9S T08 SS6	Dette Publique	
-	-	000 000 ST0 St7						Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	
T.49 ZOZ 660 8	08S ST8 69S L	000 Þ6S ÞL0 L	000 055 055 6	000 055 055 9	000 OSS OSS 9	4 200 110 000	4 200 110 000	Contrepartie des Projets	
\$ 539 072 987 154	7 608 677 268 182	S14 607 840 126 8	2 287 163 140 250	4 793 003 853 449	3 928 067 453 126	859 715 858 519 658	2 724 997 745 816	FINANCES	30
33 548 225 936	157 649 269 751	759 108 258 67	28 167 737 408	28 167 737 408	73 110 783 862	\$00 ZTZ 6ZS 6T	6t2 tt0 695 6T	Rémunérations	
9 025 038 223	2 172 716 712	7 408 014 233	3 911 316 986	986 918 116 8	3 486 825 001	1 486 825 001	1 486 825 001	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres	
47 524 050 002 47 524 050 002	77 TC2 700 005	45 300 000 005	700 000 000 7	157 750 937 751	T## 928 292 S	748 808 272 26b	TPC 402 979 465	Fonctionnement des Ministères	
902 805 652 8T 982 644 584	752 252 127 423 691 345	752 628 629 524 009 010 774	TO 990 345 435 400 010 000	962 051 487 9	4 803 755 269 400 010 000	4 519 367 911	116 705 012 p	Contrepartie des Projets	
106 369 312 934	69 222 928 935	17£ 989 619 £6	878 90¢ 69¢ S¢	707 050 050 007	£72 022 632 75	219 411 233 763	926 927 820 661	ECONOMIE NATIONALE	67
917 850 896 9	T60 ZZS SZ9 S	ZTE 960 40E S	409 307 307 408 4 093 538 408	4 063 298 408	3 981 723 090	1 245 010 836	508 196 846	Rémunérations	00
16 270 243 786	13 906 191 270	12 092 340 235	187974587	1 819 426 291	096 449 456	7 386 619 899	3 705 732 207 8	Investissements sur Ressources Propres	
SIS 288 6/I /	S72 071 017 8	665 645 055 9	8ZÞ 8ZS 9L0 S	2 076 523 428	£87 529 733	3 013 824 180	3 013 824 180	Fonctionnement des Ministères	
817 971 514 92	26 241 883 936	23 729 746 24 146	721 842 626 OI	10 959 248 127	6 280 900 783	ST6 tSt St9 9	Z8T 8TS 899 Z	ANCIENS COMBATTANTS	87
-	-	=				872 612 513 114		Subventions aux Organismes Auxiliaires	
Z9Z SSO T9S 9TE Z	1 902 416 090 347	1 744 543 481 459	1 238 361 854 541	258 861 881 677	817 059 879 889	644 420 602 985	£20 256 997 £84	Rémunérations	
177 116 546 530	107 881 683 701	131 636 229 305	100 000 000 241	166 693 739 520	161 045 352 040	₱99 98T 6₱9 SO₱	320 000 000 000	Investissements sur Ressources Propres	
282 913 467 384	ZSZ S89 Z6S 6ZZ	273 004 731 974	284 400 000 000	284 400 000 000	284 400 000 000	707 597 646 141	7 226 772 254	Investissements sur Ressources Extérieures	
S16 886 146 89	64 431 713 939	580 755 535 13	398 695 St 101	39 145 269 865	39 145 269 865	13 467 308 847	748 80E 73p	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
822 003 346 214	945 608 497 964	ESS 912 E61 154	ZYY 127 999 751 772	624 783 062 713	997 709 786 495	994 209 486 445	976 986 819 986	Fonctionnement des Ministères	
608 476 26E 37E 1	1 514 035 572 290	4 890 901 313 800	4 890 901 313 800	1 209 443 955 400	200 000 000 005			Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	
2 073 932 324 620	4 708 122 535 580	921 015 79 758 2	076 6SÞ 8SÞ 5S8 L	3 403 904 279 323	2 541 204 174 589	7 136 802 607 236	1 181 029 925 530	DELEKAZE    Kejunnejiskious	<u>LZ</u>
696 803 166 7	600 996 804 7	4 442 420 763	t 190 962 984	786 796 06T t	7 000 000 007	3 764 902 812	7 9 44 051 914	Investissements sur Ressources Propres Rémunérations	
967 680 874	508 786 479			907 583 409	100 000 000	355 740 370	£76 £52 £73	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
2 470 006 445	2 308 417 239	ZII ZS <i>L LL</i> I Z	649 899 TZT T	649 899 TZT Z	1 474 244 254	1 445 337 504	1 445 337 504	Fonctionnement des Ministères	
TTZ 645 48T 8	ZSS S9E SE9 Z	Z6/ 845 /SI /	29 712 631 663	040 ST6 644 9	747 444 172 2 640 644 172	989 086 S9S S	164 117 494 S	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	97
769 086 974 ZE	30 604 608 125	005 254 201 200	26 731 250 000	76 731 250 000	000 000 0SZ ZZ	72 750 000 000	000 000 054 77	Subventions aux Services Déconcentrés	
0SE 7EE E88 E	3 442 558 271	8 2 12 3 44 178	817 E88 300 I	817 E88 800 E	817 888 808 g	2 806 863 718	817 888 808	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
1 989 130 425 369	1 782 198 514 499	950 \$40 051 159 1	1 434 828 798 389	E88 17E 331 397	438 364 TS 364	974 976 448 052	225 814 423 226	Rémunérations	
						3 275 353 476		Mise à la Retraite	
	88 028 281 303	895 155 945 97	22 095 741 340	70 095 741 340	948 882 777 288 846	059 124 752 49	33 514 077 809	Investissements sur Ressources Propres	
102 993 089 125	000 000 000			286 743 677 252	ZSZ ZZ9 Z7Z 98S	80£ 202 461 89	628 997 406 88	Investissements sur Ressources Extérieures	•
201 800 408 406 501 521 680 666 501	387 225 544 956	378 101 472 247	321 695 677 252						
35 407 428 188 391 824 704 879	28 524 525 785 28 624 626 429 287	871 520 881 65	24 493 932 329	24 493 932 329	59 493 932 329	11 403 933 688	889 886 808 4	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
858 571 588 146 716 272 077 28 879 474 478	956 475 577 488 20 626 423 587 954 167 612 618	871 520 891 62 871 520 891 62	678 286 867 77 787 667 477 460	205 758 597 302 205 759 759 597 302	188 423 474 185	125 238 497 858	82 552 648 884	Fonctionnement des Ministères	
630 769 930 931 848 848 941 888 941 888 941 888 941 988 941 988 941 941 941 941 941 941 941 941 941 941	956 775 277 288 279 275 275 275 279 275 275 275 279 277 285 285 277 285	871 520 881 62 525 597 884 629 108	675 256 569 47 095 2417 259 287 02 989 880 505	678 286 867 867 867 867 867 867 867 867 867 8	28 474 185 25 000 000 000	110 000 000 000 000 110 000 000 000 000	110 000 000 000 110 000 000 000	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fonctionnement des Ministères	
217 47E 251 11 828 371 888 14E 719 212 077 5E 678 407 428 16E	956 \$75 \$77 \$28 95 \$16 \$25 \$27 \$28 \$25 \$27 \$28 \$28 \$27 \$28 \$28 \$28 \$28 \$28 \$28 \$28 \$28 \$28	8/I 270 89I 67 998 96I 60I 675 998 101 675 001 688 / 101 675	675 785 895 77 095 717 72 007 989 880 615 007 999 990 \$	678 786 864 97 708 488 864 657 000 000 005 88 005 999 990 9	3 3 999 998 200 000 000 32	172 238 464 888 210 000 000 000 2133 333 000	73 333 000 000 000 000 000 000 000 000 0	Contrepartie des Projets Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fonctionnement des Ministères	
628 407 458 168 716 727 022 111 468 407 408 408 408 408 408 407 408 408 408 408 408 408 408 408 408 408	956 ##5 \$ZZ 78E  785 \$ZE	871 270 891 67 575 594 884 108 998 461 801 675 041 888 414 6	881 880 203 378 478 469 675 035 989 890 505 0599 999 990 \$	74 463 635 355 375 264 662 600 000 000 000 000 58 200 999 990 \$\tau\$	981 \$ \$\text{ \$\	000 000 000 0TT 000 258 233 000 1 059 328 250 T	2 227 648 884 2 227 648 884 2 2 228 233 000 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	INTÉRIEUR ET SECURITE CONTEIPERILE des Projets Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fonctionnement des Ministères	57
6/28 + 0/2 + 2/2 + 16/2	956 775 875 778 878 978 978 978 978 978 978 978 978	82T 2ZO 89T 6Z SZS 592 EEP TIDE 998 PGT EOT 6ZS OPT EEE 2TZ 6 627 6Z5 0ZO 886 Z EPT EZP TZ6	6ZE ZE6 E6Þ ÞZ 09Þ LTÞ LS9 ZBZ 007 989 860 GTS 005 999 990 Þ 88T EE0 SL9 969 Z 960 ZL8 L06	67E 256 669 47  70E 258 626 657  000 000 005 5E  005 999 990 90  47E 600 609 508 T  960 728 406	960 278 707	960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 SZZ ZOZ T 960 ZZ8 ZZZ Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z	960 278 702 385 380 000 000 011 000 87 282 28 000 000 000 011 000 87 282 848 843 222 28	Subventions aux Organismes Auxiliaires INTÉRIEUR ET SECURITE Contrepartie des Projets Pépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fronctionnement des Ministères	57
678 407 458 166 678 407 458 171 678 674 675 674 675 678 674 685 171 678 678 678 678 678 678 678 678 678 678	956 bps 527 L8E L82 627 929 06 957 164 615 61E 729 527 820 L89 039 395 166 01 286 669 321 66E 8 529 227 660 1 569 851 584 9	82T ZZO 89T 6Z SZS 592 EEP TOE 998 P6T EOT 6ZS OPT EEE 2TL 6 62T SLS 02O 286 Z EPT EZP TL6 E98 Z6O TOP 9	881 880 203 378 478 469 675 035 989 890 505 0599 999 990 \$	74 463 635 355 375 264 662 600 000 000 000 000 58 200 999 990 \$\tau\$	960 278 707 960 2	000 000 000 001 000 000 000 001 000 000 000 001 000 000 000 000	109 880 975 C8 000 000 000 01T 000 6EE EET Z 999 940 084 548 960 72/8 707 109 880 975 S	Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires INTÉRIEUR ET SECURITE CONTENDENTIE ORGANISMES Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fronctionnement des Ministères	<b>5</b> 2
628 604 604 805 805 805 805 805 805 805 805 805 805	956 775 875 778 878 978 978 978 978 978 978 978 978	82T 2ZO 89T 6Z SZS 592 EEP TIDE 998 PGT EOT 6ZS OPT EEE 2TZ 6 627 6Z5 0ZO 886 Z EPT EZP TZ6	6ZE ZE6 E6Þ ÞZ 09Þ LTÞ LS9 ZBZ 007 989 860 GTS 005 999 990 Þ 88T EE0 SL9 969 Z 960 ZL8 L06	67E 256 669 47  70E 258 626 657  000 000 005 5E  005 999 990 90  47E 600 609 508 T  960 728 406	960 278 707	960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 ZOZ T 960 ZZ8 SZZ ZOZ T 960 ZZ8 SZZ Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z Z	960 278 702 385 380 000 000 011 000 87 282 28 000 000 000 011 000 87 282 848 843 222 28	Subventions aux Organismes Auxiliaires INTÉRIEUR ET SECURITE Contrepartie des Projets Pépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fronctionnement des Ministères	SZ
6.28 \$40.4 \$72.8 \$16.5 6.28 \$40.4 \$72.8 \$14.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$14.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$14.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$14.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$16.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$40.8 \$16.5 6.28 \$40.4 \$40.8 \$	956 bps 527 L8E L82 627 929 06 957 164 615 61E 729 527 820 L89 039 395 166 01 286 669 321 66E 8 529 227 660 1 569 851 584 9	82T ZZO 89T 6Z SZS 592 EEP TOE 998 P6T EOT 6ZS OPT EEE 2TL 6 62T SLS 02O 286 Z EPT EZP TL6 E98 Z6O TOP 9	6ZE ZE6 E6Þ ÞZ 09Þ LTÞ LS9 ZBZ 007 989 860 GTS 005 999 990 Þ 88T EE0 SL9 969 Z 960 ZL8 L06	67E 256 669 47  70E 258 626 657  000 000 005 5E  005 999 990 90  47E 600 609 508 T  960 728 406	960 278 707 960 2	000 000 000 001 000 000 000 001 000 000 000 001 000 000 000 000	109 880 975 C8 000 000 000 01T 000 6EE EET Z 999 940 084 548 960 72/8 707 109 880 975 S	Investissements sur Ressources Propres Rémunéerations Subventions aux Organismes Auxiliaires Intréneux Excusitie Contrepande des Projets Dépenses Exceptionneilles sur Ressources Propres Dépenses Exceptionneilles sur Ressources Propres Fonctionnement des Ministères	
6.28 \$40.4 \$72.8 \$16.5 \$1.5 \$1.5 \$1.5 \$1.5 \$1.5 \$1.5 \$1.5 \$1	956 bys 5zz Z8E  28z Ezb 929 0E  95x 162 615 61E  by 52x E80 289  09 99 52 66 0T  Z86 E69 921 6EE E  529 Z Zzb 600 T  S6x 85T S82 9  000 000 005T T	82T ZZO 89T 6Z SZS 592 EEP TOE 998 P6T EOT 6ZS OPT EEE 2TL 6 6SZ SZS 0ZO 286 Z EPT EZP TL6 E98 Z6O TOP 9 OOO 000 000 0T	67E 7E6 E69 P7 09P LTP L59 7E87 002 989 880 615 005 999 990 P 881 EE0 5L9 969 Z 960 728 U06 758 994 8E0 9	67E ZE6 E6P Þ7 20E ZE5 86Z 65Z 000 000 005 EE 000 999 990 V 960 ZZ8 Z06 258 99 Z 80 9	98T b/b E5b 88T 000 000 000 57 005 999 99 E 960 Z/8 Z/5b 5 001 59Z Z/5b 5 00T 59Z Z/0b b	858 264 882 521 000 000 000 000 011 000 888 881 2 <b>822 958 956 620 T</b> 960 728 207 0075 112 796	ZZOZ	Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires INTÉRIEUR ET SECURITE CONTENDENTIE ORGANISMES Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres Fronctionnement des Ministères	SECTION SECTION CODE

ans	Sanisilisus aux Organismes Auxiliaires	4 201 624 325	9 501 954 352	197 301 624 325	197 501 624 325	25 001 624 324	919 814 669 \$81	616 869 879 461	211 462 707 843
	Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 201 624 325	285 225 226 55	525 459 105 791	069 9SS 892 6TT	069 929 E94 GTT	189 812 669 781	967 238 974 261	196 011 112 234
, -	Mise à la Retraite	313 CVV 1VC 2V	100 198 428	CCL 800 203 13	003 333 632 011	003 333 632 011	100 022 010 021	300 000 372 201	VCC C11 110 501
nul	Investissements sur Ressources Propres	008 6/T 409 9T	27 289 505 983 TS	\$00 9T# \$68 \$6E	272 530 791 926	907 753 607 6	000 000 000 9τ	18 400 000 000	21 528 000 000
val	Investissements sur Ressources Extérieures						-	-	-
atul	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	22 450 709 231	122 450 709 231	731 313 922 827	985 748 969 022	46 411 287 468	000 000 000 08	000 000 000 48	000 000 088 68
поЯ	sərətsiniM səb finəmənnoitəno i	497 31£ 909 8	₹94 918 606 81	31 335 909 784	38 231 866 912	\$7 371 110 904	39 539 699 446	987 970 765 17	989 679 505 77
Сог	Contrepartie des Projets	1 728 220 500	J 728 220 500	1 845 110 520	1 845 110 520	1 842 110 220	822 £7£ 768 £	707 681 080 2	786 202 271 2
41 BEC	весневсне зсіємлігідле	101 139 493 276	230 611 097 813	919 353 678 423	689 L6L 998 0S8	Z39 Z44 O42	451 786 128 714	481 399 267 359	127 SST 982 S88
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	\$ 097 544 704	70Z 74Z Z90 9	7 348 027 763	7 348 027 763	E97 720 84E 9	90L 68E 798 L	8 412 756 985	746 679 TOO 6
, -	Rémunérations	349 771 942 972	427 008 487 626	237 808 403 136	579 118 529 807	576 118 526 807	169 042 654 854	781 564 991 458	01/8 208 965 856
	Mise à la Retraite		896 L99 097 L				-		
	Investissements sur Ressources Propres	12 506 042 654	947 207 848 84	000 000 000 S	TO T24 892 328	2 183 276 820	£4£ 897 06 2	₱65 £88 ₱58 9	8 020 213 806
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	858 261 559 8	30 042 260 120	E90 SOZ S90 TT	8 397 676 215	J 763 512 005	7 078 038 809	2 179 440 746	2 278 501 599
	Fonctionnement des Ministères	STS 9S8 /T8 0T	58 317 856 515	088 918 686 88	38 388 548 213	37 050 491 210	T/L STO 806 88	ZTZ 96T ZEZ TÞ	44 123 800 487
	Contrepartie des Projets	000 074 999	T 999 170 000	000 098 888	T 000 000 000	1 000 000 000	3 030 000 000	3 242 100 000	000 240 694 8
	Bourse d'Etudes	72 000 000 000	72 000 000 000 172 000 000 000	70 000 000 000	750 200 000 000	75 200 000 000	000 000 595 TE	33 774 550 000	36 138 768 500
40 EN3	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)  ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	400 485 299 703	649 452 216 585	267 218 040 802	803 712 656 822	177 611 697 687	71E ESÞ 808 7Þ8	921 827 718 229	1 061 628 784 206
	Rémunérations Transfert aux Broylnese et ETD (Eonstionnement)	700 704 770 000 7	500 520 673 673 7	257 200 200 77	CCC C / T CCT TO / 7	CCC C/T CCT TO/ 7	560 117 501 115 7	700 1 17 707 007 0	070 754 005 105 5
, -	Mise à la Retraite	1 950 022 761 062	96Z 889 ST0 STZ Z	7 569 200 288 596	2 7 701 199 179 335 2 701 199 179 335	2 701 199 179 335 2 701 199 179 335	5 974 483 277 859 64 650 915 122	3 506 152 274 531 85 500 506 528	9 2 2 2 2 2 2 2 3 2 2 3 2 3 2 3 3 2 3 3 2 3
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD  Mise à la Batraite	101 260 916 277	050 686 962 015	610 829 285 #19	996 527 971 EZ 597 861 401 SEZ	345 139 326 902	642 665 998 748	1 1 2 2 00 00 4 20 0 2 4 0 0 0 5 4 0 0 0 5 4 0 0 0 5 4 0 0 0 0	825 902 005 59 T 305 216 000 336
	Investissements sur Ressources Propres  TTT 143 Propriese Ft ETD	30 275 254 122	050 686 962 015	510 829 285 719	809 665 817 891	84 209 336 902	958 188 647 841	750 907 590 ZCT T	1305 421 293 287
	Investissements sur Ressources Extérieures	320 031 544 477	498 Z82 S6E 4Z9	1 459 307 250 000	796 065 957 754 T	₱96 065 95₱ ₱54 T	671 947 084 188	E09 26T T08 TS8	\$80 122 816 198
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	915 049 007 92	696 086 976 191	909 864 404 T4	ZZÞ 944 886 III	866 040 574 48	812 768 152 88	95 261 803 364	198 985 871 66
	Fonctionnement des Ministères	TES 444 857 T95	ZTO 242 287 888	702 703 874 117	720 401 888 447	749 271 634 112	202 071 220 867	117 474 211	907 209 829 176
	Financement des Réformes	7 412 024 340	2 415 024 340	000 000 000 T	Te 200 000 000 000	16 200 000 000	17 334 000 000	000 08E 245 8T	009 969 St8 6T
	Contrepartie des Projets	1 333 440 000	10 233 440 000	2 790 000 000	2 590 000 000	2 766 720 000	666 ZZZ 9S0 9	656 869 087 9	988 ८४६ ४६६ 9
38 EN3	ЕИЗЕІСИЕМЕИТ РЯІМАІЯЕ, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	3 168 952 909 149	4 222 006 166 916	5 153 497 327 944	\$ 286 182 379 004	2 713 961 135 607	2 272 625 445 964	6 398 280 919 384	690 T99 608 680 Z
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)		451 299 120				-		
qns	Subventions aux Services Ex-BPO	544 984 169 I	Str 98t 169 I	Str 98t 169 I	S## 98# T69 T	Str 98t 169 I	-		
ans	senisilixuA semzinega O rue snoitnevdu2	986 684 167 8	986 684 167 8	11 735 326 086	13 753 923 140	7 753 923 141	36 S88 S82 SE	ታEቱ 6ቱቱ E89 TI	18 921 290 894
Rér	Rémunérations	948 312 849	800 203 413 486	892 170 768	1 049 412 696 819	1 049 415 696 816	7 528 289 606 392	322 504 982 776	1 736 835 281 742
ıvnı	OTTE 3 Seconivor of Transfert aux Provinces Et ETD	202 116 503 368	382 642 572 271	243 162 665 646	988 217 061 712 386	859 107 891 441	137 800 943 578	461 440 801 744	984 885 117 918
	Investissements sur Ressources Propres	110 231 987 283	147 302 344	162 981 078 74	166 SOS ZE6 06	166 505 486 44	176 818 950 201	120 792 341 817	ELL 151 897 791
	Investissements sur Ressources Extérieures	833 649 252 918	1 273 520 194 155	3 541 716 650 915	3 765 648 702 541	3 765 648 702 541	888 228 674 6	186 148 249 895 8	3 605 968 983 822
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	14 862 915 513	929 585 989 56	97 136 585 676	221 672 146 709	100 000 000 000	152 475 085 282	9t/S 888 830 09T	171 305 758 314
	Fonctionnement des Ministères	22 202 303 866	75 548 570 302	640 844 698 06	762 956 722 886	988 777 956 762	317 498 036 222	354 094 892 192	378 881 534 646
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres						-		
	Contrepartie des Projets	26 866 720 000	26 866 720 000	41 433 360 000	42 002 703 610	23 002 703 610	898 1742 828 02	t9E 006 08E t5	68E E9S Z8T 8S
IA2 \(\text{TE}\)	3TNA2	271 S10 922 175	2 794 127 851 165	907 376 544 376 706	2 959 137 600 527	060 Ept 762 Tab 2	726 202 424 285 2	\$05 262 306 ET0 8	6 684 610 122 357
, -	znoitsrárions	182 767 281	11 710 583 832	14 028 312 220	15 534 847 271	12 234 847 271	ZOT 8E6 99# 9T	17 454 954 393	18 205 321 657
	Investissements sur Ressources Propres	421 855 140	421 855 140	735 822 140	S80 S07 S82	858 987 86	918 020 810	175 984 373	127 081 658
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques						110 000 000 000	112 200 000 000	173 282 000 000
	Fonctionnement des Ministères	277 887 688 E	STT 88T 688 8	112 151 754 5	799 874 808 7	7 380 844 997	50 025 387 334	53 026 910 574	STE #67 8E7 9Z
	Rémunérations RELEMENT RELEMEN	75 722 356 760	15 532 142 747	18 231 269 201	50 501 397 018	78 013 618 120 000 001 717 0	Z8Z SSE SO9 9ZT	186 111 849 291	198 978 127 629
, -	Investissements sur Ressources Propres	1 057 862 413 518 321 860	3 409 968 171	787 113 713 p	1 210 000 000 1 2 1 2 1 2 2 2 2 2 2 2 2	080 S8Z Z4Z 9 000 80Z T99	92 581 752 419 9 007 688 094	918 868 410 7	516 957 587 Z 1 053 103 969
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	U70 ICC 013	000 000 005 T	000 000 00T E	7 700 000 000	1 232 100 000 1 232 100 000	000 59E 59Z T	7 823 270 778	872 78E E89 I
	Fonctionnement des Ministères	2 082 280 2	866 9SZ S80 S	251 296 989 9	9 255 658 346	8 522 978	976 365 365 000	853 130 638	10 510 745 785 873 785 580 t
	REFORMES INSTITUTIONNELLES	3 997 441 599	12 283 756 993	T#0 Z#S 680 8T	9Zb 829 22C 8	975 157 469 31	194 012 014 81	782 409 595 6T	20 952 497 944
	Sensing aux Organismes Auxiliaires	187 782 823	1 187 782 823	1 187 782 823	1 387 782 823	£28 787 782 £23	TZ9 ZZ6 #8# T	388 872 555 288 872 555	1 700 693 634
	Rémunérations	75 408 390 176	25 123 032 170	33 134 221 438	47 505 232 620	47 505 232 620 47 505 232 620	LLS 975 SSE 0S	248 648 948 85	7 200 002 T
, -	Investissements sur Ressources Propres	27 006 300 55	ST6 9SE S8E T	ST6 8SE S88 8T	38 885 802 167	916 446 979 4	72 430 723 930	SZ9 16Z 44Z 6Z	34 216 406 259
	Investissements sur Ressources Extérieures	816 857 119 8	3 823 672 106	3 391 231 453	3 3 3 3 2 3 3 4 2 3	3 3 3 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	22 332 310 000	22 871 217 238	73 142 863 536
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 825 002 346	2 675 679 400	818 S68 S10 I	2 045 857 178	200 000 000	2 230 000 000	000 00S T67 S	000 S06 S78 Z
	Fonctionnement des Ministères	109 910 98# 88	109 910 987 88	886 987 887 98	46 731 310 626	39 002 519 399	698 549 256 04	160 804 001	845 064 844 94
34 103	JUSTICE	69 222 920 082	STO SO6 OT 292	088 927 636 726	139 897 216 867	112 747 211	761 E89 287 241	0E6 \$90 E86 SST	167 963 250 940
	sanisilisuA samzinganO xub anoitinavduZ						-	-	-
-, -	Rémunérations	5 214 747 249	7.45 558 597 9	897 587 046 9	S06 T#0 089 6	506 T#0 089 6	10 Se0 844 419	10 876 495 084	11 229 084 789
vul	Investissements sur Ressources Propres	t99 9Lt 099	₱99 9 <b>८</b> ₱ 099	tr99 94tr 099			-		-
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			7 000 000 000 000	J 260 000 000	T00 000 000	000 000 STI	120 750 000	179 202 500
	Fonctionnement des Ministères	2 407 775 069	690 SLL L0⊅ Z	2 455 930 570	3 001 523 627	1 001 523 627	808 66S TSO T	96Z S69 ÞTT T	1 192 724 502
	RECONSTRUCTION	8 282 998 982	9832 107 105	15 086 642 502	73 941 265 53S	765 595 187 OI	722 ppp 72p 11	188 040 111 21	162 110 158 21
	senisilisuA semzingano xus anoineovdu2	3 067 341 933	6 067 341 933	17 417 341 933	18 267 341 933	886 148 499 6	898 550 498 77	844 644 464 478	76 180 492 263
иет	Rémunérations	477 782 LIA 12	24 948 437 720	924 688 644 79	26 2 0 2 3 2 5 3 2 5 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	867 089 964 06	102 344 322 111	108 484 981 438	114 994 080 324
, •		122 917 812	66S 986 Z9T	794 242 962	978 69 <del>1</del> 648 61	I	273 718 133 290	\$88 104 072 864	1 026 359 673 338
, •	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	TEC STE OFC							
val		2022	5023	2024	31AITINI 31	LF RETCTIFICATIVE	9707	7202	8202
, -	SECTION-RUBRIQUES  Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2022	STORIQUE LOIS DE FINANCES			ET 2025  LF RETCTIFICATIVE	9202	2027 PROJECTIONS	8707

Company   Comp	7 402 881 /49 300	57E TS0 86E 00E 7	TSS Z86 EZ6 EZ0 Z	986 879 977 570 T	1 117 873 370 \6t	950 69 <del>b</del> 96T 688	991 864 4/5 875	896 655 867 095	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	05
Part	***************************************	200 /20 000 000 0		300 000 000 100 1	1020000000		007 007 744 004			01
Common   C									Investissements sur Ressources Propres	
Company   Comp										
Company   Comp										
Part									canomic and the Ministrees	
Proceedings	058 401 822 95	755 365 791 35	712 069 17Z 1E		200 100 000 21				O TO	67
Part				202 790 882 81	202 790 882 81	205 790 882 81	202 790 882 81	205 790 882 8		
Processor   Proc						<u> </u>			Subventions aux Organismes Auxiliaires	
The column   The									Bémunérations	
Part	199 593 589 1	1 225 016 805	1 065 232 004	669 887 976	669 887 97# #	2 321 103 892	149 942 566 8	Z9Z 06Z S80 0T		
The control of the	-	<u> </u>	-						·	
March   1997										
Marche   1985										
Company   Comp	43 911 584 319	Z80 06t S90 Tt	38 523 202 242	979 984 987 98	ZTS 809 SOZ T <del>b</del>	36 732 498 124	747 E8E 891 8E	96T 607 862 EE	WINES	87
Company	PTE 196 ESS 27	75 994 303 127	844 426 525 47	23 134 837 243	23 134 837 243	18 772 081 481	12 238 361 376	11 727 287 094	. , , , , , ,	
Company   Comp	7 691 000 000	7 300 000 000	Z 000 000 000 2	1 200 000 000	2 420 000 000	000 000 0St Z	146 665 366 45	6 476 512 244	Investissements sur Ressources Propres	
Part	16 091 382 050	12 902 504 630	728 867 728 21	16 674 192 395	268 261 449 9T	368 261 449 91	18 947 945 903	17 756 035 473	Investissements sur Ressources Extérieures	
Company of the comp	2 243 936 250	000 578 000 4	000 00S Z99 t	1 420 000 000	10 206 927 249	768 516 658 9	18 131 411 520	1 319 411 250	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
Column	11 000 023 92¢	10 342 106 471	812 407 827 9	868 956 484 9	6 465 226 837	049 TSZ \$09 \$	777 797 775	724 462 422	Fonctionnement des Ministères	
Column									Contrepartie des Projets	
Procession   Pro									COMMERCE EXTERIEUR	/þ
Part										
Part									1 1 0 1. 10	
Part									11 7 70	
Part										
Part										
Company										
Production of the production										
Part										
Part	114 233 423 541	105 325 893 655	619 896 686 26	SEP 685 TP9 P9	135 842 405 095	109 201 203 552		478 881 818 874 58 918 188 874		97
Part			-							
Part									1 1 0 1. 10	
Part									. , , , , , ,	
Recommendation (Company)   Recommendation (Com										
Company of the Comp	45 274 001 374		385 155 129 95	17 378 349 874	6 <del>1</del> 9 808 998 LT	272 886 OLT OL	742 562 295 27		Investissements sur Ressources Propres	
Part	886 614 801 596	995 071 087 529	\$68 055 90£ £66	234 207 114 824	234 207 114 824	203 645 393 163	84 091 010 85	842 290 198 42		
Company   Comp	42 827 820 000	40 000 000 000	38 150 000 000	78 800 000 000	p17 712 951 1p	717 871 649 87	27 219 514 832	73 201 308 934	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
19.00   19.0			948 EZE 0SS 6ST	99£ 766 889 561	789 688 996 687				Fonds de Péréquation	
Concessioned   Conc					Z86 Z99 846 ZE			₱16 SZ₱ 16₱ 81	Fonctionnement des Ministères	
REFERENCE   PROPERTY	6SZ S60 Z88 Z	7 651 490 896	2 478 028 875	7 360 027 500	2 360 027 500	7 390 077 500	4 720 055 000	000 SS0 0ZZ Þ	Contrepartie des Projets	
Part									DÉVELOPPEMENT RURAL	St
Participant of Participant			-						Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	
Part	7.49 965 T85 E	3 347 286 609	Z†Z S0E 8ZT E	654 649 876 7	654 6 <del>1</del> 9 876 7	654 6 <del>1</del> 9 876 7		654 649 826		
Contractive										
Page									Rémunérations	
MARKED   M			61± 760 989 751						/ /-	
International Composition   19, 13, 120, 120, 120, 120, 120, 120, 120, 120	300 003 800 33			181 460 625 284	643 093 675 425	557 140 811 024	905 ETT 6TZ 8SS	172 879 277 927	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Part	TT / CO / CCO 000	22 896 231 142	48 605 418 384	\$82 SZ9 09\$ T8T	524 576 115 561 524 576 515 561	420 118 041 722 26 263 484 172	905 ETT 6TZ 8SS 5T# 4E8 769 #E	726 772 678 271	Investissements sur Ressources Propres investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Part		241 152 968 25 241 152 968 55	857 512 285 285 857 512 285 285	\$60 \$67 664 47 \$60 \$67 664 47	574 576 506 548 224 576 516 531 216 576 576 576	788 291 675 885 576 576 576 576 576 576 576 576 576 57	905 ETT 6TZ 8SS ST# #E8 T69 #E T0Z 8SS 29E 909	260 521 224 088 136 263 481 730 726 772 678 271	Investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Value   Valu	97 272 626 250	241 152 968 55 068 451 502 878 000 878 600 00	27 207 500 000 57 282 282 282 582 582 582 582	#87 \$79 09# 181 \$60 \$67 \$66 40 \$65 \$216 \$29 \$15 \$1 \$000 000 050 \$1#	577 529 660 679 711 256 116 791 665 216 207 915 1 000 000 050 05	#ZO TT8 OPT ZSS  67Z T8# E9Z 9Z  788 79T 605 Z9# T  000 000 000 T9	905 ETT 6TZ 8SS ST# #88 T69 #E T0Z 8SS E9E 909 000 000 005 0E	260 521 224 088 136 263 481 730 726 772 678 271	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques investissements sur Reasources Extineuss investissements sur Reasources Propres investissements sur Reasources Propres investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Year	957 979 777 468 969 474 469	28 508 737 747 830 828 762 764 830 90 922 826 965 905 936 937 745	88 S 18 S 209 8b 98 2 S 2 S 2 C 15 L 5 S 000 005 L 07 L 5 S 000 005 L 07 L 5 S	#87 \$29 09# T8T 600 605 664 47 600 000 000 000 00 076 \$28 485 668	575 529 660 659 511 256 116 291 665 216 205 915 1 000 000 050 05 766 625 625 625	674 189 891 255 674 189 893 97 688 291 605 294 T 690 000 000 19 152 669 169 647	905 818 618 855 905 858 858 858 909 900 900 900 905 905 908 869 866 607	756 242 754 000 700 000 000 000 700 000 000 000	Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extériteures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Separate Separate   Separate Separate Separate   Separate Separate Separate Separate Separate Separate Separate   Separate Sep	957 979 747 969 969 973 171 198 98 871 171 989	72 1 162 968 55 000 92 8 95 7 80 000 92 8 95 7 80 000 92 8 95 7 80 98 98 508 816 99	\$87 587 515 458 \$87 587 515 458 \$88 587 515 458 \$88 587 515 458 \$88 515 509 89 \$88 515 509 89 \$88 515 509 89 \$89 494 401 697 \$89 494 401 697 \$80 401 697 \$80 401 697 \$80 401 697 \$80 401 697 \$80 407 \$80 40	580 989 884 45	SZ# SZ# SE# 60 E#9  #TT ZSE EE# 625 E#6 E#5  #ZE 649 ZE6 645  #ZE 24T EE# 645	657 E88 209 E9 627 189 E92 92 288 291 605 299 T 000 000 000 19 157 669 TE9 E92 667 E88 206 E9	905 8TR 6T8 8SS 907 807 895 895 907 807 909 907 909 909 908 999 909 909 909 807 909 909 909 909 909 909 909 909 909 909	23 037 039 049 049 049 049 049 049 049 049 049 04	Fonds de Péréquation Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
Investigatement on the state of the state	057 979 777 699 98 971 771 989 99 000 067 000 7	79T TEZ 968 SS 0E8 #ST 50Z 8Z8 000 SZ8 Z90 09 756 9EZ 708 709 98E 508 8TE #9 000 000 Z#Z Z	#8E 8T# 509 8# 58Z 58Z 7TS £58 000 005 £0Z £5 662 8TI 8£9 09 000 000 000 T	580 789 882 72 580 000 000 000 00 00 000 000 000 000 00	\$75 \$49 \$60 \$59\$  \$11 456 \$11\$ \$29\$\$  \$65 \$15 405 \$9\$\$  000 000 050 \$5\$  \$25 \$649 \$26 \$645\$  \$71 \$21\$ \$65\$  000 000 000 \$7\$	#ZO TT8 0FT ZSS 6ZZ T8F E9Z 9Z 788 73T 605 Z9F T 000 000 000 T9 TSZ 6E9 TE9 EFZ 6FZ E88 726 EF 008 SZ6 EF6	905 ETT 6TZ 8SS 5T# 9E8 T69 9E 100 000 005 0E 999 950 7E0 EE 009 T56 488 T	276 247 648 72T 280 927 727 000 000 000 000 000 000 000 000 0	Contrepartie des Projets Fonds de Projets Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Reasources Extinens Investissements sur Reasources Propries Investissements sur Reasources Propries Investissements sur Reasources Propries Investissements sur Reasources Propries Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
INVESTIGNMENT RETAINMENT RETAIN	272 \$782 \$782 \$782 \$782 \$782 \$782 \$782 \$	288 PTT SEP 892 Z	#8E 8T# 509 8# 587 587 ZT5 _L58 000 005 \ \text{20}	#87 579 09# 18T 600 562 664 27 000 000 050 1# 006 050 068 580 98 884 25 000 000 000 00 695 664 189 287	SZP SZ9 EGO EP9  PTI ZSG TIE Z9T  GES ZTG ZOP 9TS T  000 000 0SO OS  ZEE 6Z9 ZEG 6ZS  PZT ZZT EGZ EP  000 000 000 Z  9ZT EGZ ZEG EZG EZG	#ZO TT8 OPT ZSS  6ZZ T8F 59Z 9Z  788 Z9T 605 Z9F T  000 000 000 T9  TSZ 6E9 TE9 EPZ  6PZ E88 Z06 EP  008 SZ6 EP6  8EE Z9T STD Z9F Z	905 ETT 6TZ 8SS 5TV 9E8 TG9 9E 107 88S E98 909 000 000 005 0E 909 960 666 0Z 909 950 2E0 EE 000 105 68 T	276 L/27 6.28 Z/T 200 000 000 000 000 200 000 200 000 000 200 000 000 200 000 000 200 000 000 200 000 000 200 000 000 200 000 200 000 000 200 000 000 200 000 200 0	AGRICULTURE Contreparite des Projets Fonctionnement des Ministères Fonctionnement des Ministères Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturielles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres	tt
Intersection of the production of the producti	252 929 224 259 696 643 474 463 68 821 121 763 50 404 500 005 50 404 24 50 405 50 405 5	28 17 187 2988 SS 20 20 18 17 187 2988 SS 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20 20	814 912 450 22	#87 579 09+ 181  60 562 664 / Z  665 4/16 (00+ 915 T  000 000 050 T+  076 552 6/8 266  50 189 884 / 5  000 000 00 Z  295 6/4 189 / 887  179 966 984 07	\$ZP \$L9 \$E60 \$EP\$  #TI L56 TIE 291  6ES LT6 L0P \$IS \$T\$  000 000 050 05  ZEE 6L9 ZE6 6L5  #TI ZLI \$EG \$E\$  000 000 000 Z  9ZE 9CL ZE6 \$L0 \$E\$  TZ9 9E6 9SL 0Z	#ZO TT8 OFT ZSS  6ZZ T8F E9Z 9Z  Z88 Z9T 605 Z9F T  000 000 000 T9  TSZ 6E9 TE9 EFZ  6FZ E88 Z06 EF  008 SZ6 EF6  ##E Z9T STO Z9F Z  ##E Z9T STO Z	905 ETT 6TZ 8SS 5TF 9E8 T69 9E 100 000 005 0E 086 996 066 60Z 999 950 ZE0 EE 009 T56 Z88 T 950 T01 Z59 PES T 950 T01 Z59 PES T	276 L/27 6.28 Z/LT 0EL 189 E92 9ET 800 97 T1 Z5E 097 000 0000 007 949 950 Z5E 05E 009 T56 L88 T 824 7220 959 489 502 L720 85E L	AGRICULTURE AGRICULTURE Contropartie des Projets Fonctionnement des Ministères Fond de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres	bb
Procedipone ment of a pulprispers   Procedipone ment of a pulpri	\$\frac{1}{2}\$ \text{V62} V6	791 167 968 SS 068 951 502 818 000 528 290 09 756 962 708 709 985 508 816 99 000 000 275 7 659 911 569 985 7 796 269 669 9	#8E 8T# 509 8# #8E 58Z 58Z ZTS _LS8 #90 000 5L0Z L/S #69 2#L 001 69Z #68Z 8TI 8L9 09 #90 000 001 Z #15 #15 #50 ZZ #15 #15 #50 ZZ #15 #15 #50 ZZ	#87 529 09# 181  600 562 664 2/2  665 216 400 915 T  000 000 050 T#  006 555 287 066  580 198 984 2/5  000 000 000 7  695 644 T89 487 2  179 966 984 0/2  404 668 406 #	\$ZP \$1.9 \$60 \$P9 PTT 1.26 TTE Z9T 652 \$TE 4.0P 9TS T 000 000 050 05 ZEE 64.9 ZE6 64.5 PTT Z1T BEC 6F 000 000 000 Z 9T EQU 2.C6 \$4.0 E 129 966 984 0C EF5 PST 959 6T	b20 118 0bt 255 622 18b 692 92 288 291 605 29b T 000 000 000 19 157 669 159 5b7 6b4 588 206 5b 008 526 6b6 886 291 510 29b Z b50 621 656 61 202 668 202 61	905 ETT 6TZ 8SS 5TV 9E8 169 9E 107 8SS 69E 909 000 000 005 0E 086 996 066 60Z 999 980 7EO EE 009 1S6 288 T 950 TOT 259 9ES T 1950 TOT 259 9ES T 186 05E 7Z5 E	275 LZZ 6L8 ZLT  002 L8P E92 9ET  000 000 000 000  9+9 9E0 ZE0 9E  009 156 L8B T  8LT ZZ0 059 P89  507 ZZ0 8EE L  959 984 SSF 9	Investissements sur Ressources Propres Rémunérations AGRICULTURE Contreparle des Projets Fonds de Prefquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements us Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres	tt
RIBBARISME ET HARMAN PUBLICASE CONTINUENCE ET FARMAN PUBLICASE CONTINUENCE ET C	057 979 7.27 ₱9 057 979 7.27 ₱9 059 ₱24 ₱21 ₱39 000 062 ₱30 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30 000 062 ₱30 ₱30	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  008 US SOS SOS SOS  256 9EZ ZOR ZO9  985 508 RTE V9  000 000 LYZ Z  658 VTT SEV 89Z Z  60V 69Z 9SE EZ  29E L69 06F 9  6/2 EOS ST9 6T	#8E 8T # 509 8P  S8Z 58Z TT5 _LS8  000 005 _007 _LS  E69 _LPL 00T 69Z  68Z 8TT 8L9 09  000 000 00T Z	#87 529 09+ 181  600 562 662 42  000 000 050 1+  006 552 482 065  006 000 000 007  607 607 607 607 607  607 607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  607 607 607  60	57¢ 5.79 5.60 5.69 \$11 7.56 TE 7.29T \$655 7.15 6.00 \$15 T\$ \$000 000 050 05 \$255 6.79 7.26 6.65 \$71 7.27 1.56 7.56 \$000 000 000 00 \$9.75 00.00 000 00 \$15 00.00 000 00 \$15 00.00 000 00 \$15 00.00 000 00 \$15 00.00 000 00 00 \$15 00.00 000 000 00 \$15 00.00 000 00 \$15 00.00 000 00 \$15 00.00 00 \$15 00.00 00	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  788 291 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T89 EFZ  652 E88 206 EF  008 526 EF6  8EE 29T ST0 29F Z  #50 E2T 656 ET  201 605 000 000 00TF	905 ETT 6TZ 8SS  STV VER TG9 VE  TOZ 8SS ESE 909  000 000 005 0E  008 096 066 60Z  989 950 ZE0 EE  009 T56 Z88 T  989 009 9LZ 8  T86 058 ZZS E  TZZ 1ZG 096 6Z	276 227 628 22T 270 27 189 592 957 270 000 000 000 280 927 175 902 290 000 000 000 290 000	Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres AGRICULTURE Confreparlie des Projets Fonds de Pérèquation Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	bb
State   Stat	057 979 7.27 Þ9  699 ₩ ₩ 5 ₩ 5 ₩ 5 ₩ 6 ₩ 6 ₩ 6 ₩ 6 ₩ 6 ₩ 6 ₩	271 187 968 SS 088 951 507 818 000 518 190 90 256 952 708 709 388 508 818 19 000 001 478 79 000 000 478 79 258 941 558 897 2 258 697 95 958 57 258 697 95 958 57 258 697 95 958 57 258 697 95 958 57 258 697 959 589 70 258 196 10 000 517 117 6	\$85 87 509 80 \$87 587 715 758 \$000 005 407 755 \$69 764 001 697 \$687 811 829 09 \$000 000 001 7 \$687 817 829 09 \$687 817 829 09 \$687 817 829 09 \$687 817 829 72 \$699 100 100 100 100 100 100 100 100 100 1	#87 SZ9 09# T8T  600 562 664 27  000 000 050 T#  0026 SSE 282 06E  580 #89 884 25  000 000 000 C  179 966 984 07  000 000 000 T#	\$ZP\$ \$L9\$ \$60 \$P9\$  PIT L56 TIE 29T  600 000 050 05  ZEE 6L9 ZE6 6L5  PZT ZLT \$E6 6P  100 000 000 02  9LT 60 ZE6 5L0  129 966 98 L 0  E55 PST 956 6T  000 000 000 T  000 000 000 T	#20 TT8 0FT ZSS  62Z T8F 59Z 9Z  788 Z9T 60S Z9F T  000 000 000 T9  TSZ 6E9 TE9 EFZ  6FZ E88 Z06 EF  88E Z9T STO Z9FZ  #50 EZT 6S6 ET  Z0Z 668 Z0Z 6T  000 000 000 0TF  000 000 000 TF	905 ETT 6TZ 8SS  5TV 9E8 TG9 9E  5TV 9E8 TG9 9	276 L/Z 6 L/S C L/S C S Z L/T  270 000 000 000 000 000 000 000 000 000	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Rémunérations Acadiculus Acadiculus Contreparité des Projets Fonctionnement des Ministères Fonctionnement des Ministères Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturielles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Tiensfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Tiensfert aux Provinces Et ETD	bb
Macetigement des Minières (Contrair Chinolèse et Scientifiques Contraires (Contraires Contraires (Contraires (Co	057 929 2.7.2 t9  69 t	27t 187 968 SS 088 PST SOZ 8L8 000 SL8 PST SOZ 8L8 000 SL8 PST SOZ 8C8 98 SS 8C8 PSP 98 SS 8C8 PSP 000 000 LPZ 7 80 PSE SS 8C8 PSP 25 PSE SS 8C8 PSP 26 L69 069 P 6L7 EOS STS 96 T 000 SST 1176 B PE 90 09 PLS ST	#8E 8T# 509 8# 587 587 CTS _LS8 000 005 _LOZ _LS E69 _LPL _00T 69Z 687 8TT 8L9 09 000 000 00T Z #8T# 9TZ FEO CZ E99 #80 #99 S 96E 60E EST 6T 000 005 _ZLZ 8 99# 6TD E69 #T	#87 529 09# 181  600 562 664 2/2  665 416 400 915 T  000 000 005 T#  000 000 000 T#  200 000 000 T#  200 000 000 T#  200 000 000 T#  200 000 000 T#	\$ZP\$.49 E60 EP9 PTT 4.56 TTE 29T 6ES 4TE 4.09 EST 1 000 000 005 05  ZEE 6.49 ZE6 6.45 PTT 2.11 E80 E0 000 000 00 C  94.T E60 E0 E00 000 000 C EP5 PBT 959 6T 000 000 000 TP 000 000 CP ET 4.54 T0 666 CT	b20 118 0bt 255 622 18b 592 92 622 18b 592 92 288 291 605 29b T 000 000 000 19 157 659 159 5b7 6b4 588 206 5b 008 526 5b6 885 291 510 29b Z b50 216 566 51 202 668 202 6T 000 000 000 005 bT 622 618 bb5 8	905 ETT 6TZ 8SS  STV PER 169 PE  102 8SS ESP 909  000 000 005 OE  006 196 066 602  999 980 107 ESP EST  109 1S6 288 T  109 1S6 288 T  186 0SE ZZS E  172 176 076 67  200 200 200 ETP 8T  5TZ 800 200 ETP 8T  5TZ 800 200 ETP 8T	226 LZZ 6L8 ZLT  0EZ 189 E9Z 9ET  800 PSZ 125E 09Z  000 000 000 00Z  9+9 9EO ZEO EE  009 156 L88 T  8LY ZZO 059 P89  507 ZZO 8EE Z  954 98Z 5SF 9  ZZO POS L50 RZ  551 L5F ZSS Z  572 8Z L5F ZSS Z	Fonctionnement des Ministères investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures Rémunérations Rémunérations Contrepartie des Projets Fonds de Pérquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur fransfert aux Provinces Et ETD	
COLUMN RESIDENCE   COUNTRING   COUNTRIC COUNTR	057 979 727 t9 969 969 969 969 767 178 89 000 067 404 7 255 875 875 875 875 875 875 875 875 875 8	271 TEZ 968 SS 068 PST SOZ 8L8 068 PST SOZ 8L8 060 OS SOZ 8009 256 9EZ 208 209 985 508 REE P9 000 000 LYE Z 659 PST SEP 89Z Z 607 69Z 9SE EZ 252 605 69Z 9SE EZ 252 605 69Z 9SE EZ 252 605 9SE EZ 252 605 9SE EZ 252 605 9SE EZ 253 605 9SE EZ 254 605 STS STS EZ 829 565 SPZ PZ 829 565 SPZ PZ 829 565 SPZ PZ	\$88 81 509 80 \$87 587 715 728 000 005 707 75 \$69 707 000 007 75 687 811 829 09 000 000 000 77 <b>208 725 725</b> 810 917 760 77 \$19 100 760 760 996 608 851 61 000 005 727 8 996 608 851 61 000 005 77 8 996 608 851 61	#87 529 09+ 181  #60 562 664 22  #60 562 664 22  #60 563 664 25  #60 563 664 25  #60 563 664 25  #60 563 664 25  #60 563 664 25  #60 563 664 265  #60 563 664  #60 563	\$ZP\$.5/9 E60 EP9  PTT L/56 TIE Z9T  665 L/16 L/00 PIS T  000 000 050 05  ZEE 6.9/2 E66 6.5  PTL Z/1 E67 E6  000 000 000 Z  92T E06 L/00 E6  TC 966 98L OZ  E75 989 G9L  000 000 000 L/00  000 000 L/00  L/2 16 E6 E0  TC 287 66 E7	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 932 92  622 T8F 932 92  000 000 000 T9  T57 659 T59 EF7  652 E88 206 EF  008 526 EF6  8EE 29T ST0 29F 7  #50 621 656 ET  200 000 000 000 0TF  000 000 000 0TF  622 618 F58 8  0F5 268 T12 99F	905 ETT 6TZ 8SS  5TV VER 169 VE  100 8SS 9E 909  000 000 005 0E  000 100 000 005 0E  000 100 000 005 0E  000 156 L88 T  100 8SS 2D	275 272 287 272 272 272 272 272 272 272 272	Verentionnement des Ministères Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres Rémundrations AGRICULTURE Contreparle des Projets Fonds de Pérequation Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements and Propres Investigation Propres Investi	
Numestissements and Resources Etel ETD   1023 203 00 017   173 104 003 100 107   173 104 104 107   173 104 104 104 104 104 104 104 104 104 104	057 979 727 t9 969 969 969 969 767 178 89 000 067 404 7 255 875 875 875 875 875 875 875 875 875 8	ZPT TEZ 968 SS  088 PST SOZ 8L8  000 SL8 PST SOZ 8L8  8L8 PST SL8 PST SCZ 8L8  8L8 PST SCZ	\$85 81 509 8b  \$87 587 517 528  000 005 207 25  \$69 2b2 001 697  \$687 811 829 09  000 000 001 7  200 b25 255 1  81b 917 b50 72  \$69 800 b99 5  966 606 851 61  000 005 722 8  99b 610 669 b1  \$667 1267 02  002 817 167 02  003 817 167 03  \$10 000 005 100  \$10 0000	#87 529 09# 18T  600 562 664 27  665 216 40# 915 T  000 000 055 T#  026 555 487 065  580 789 884 25  000 000 000 7  E95 624 TE9 287 7  T29 966 984 07  200 000 000 T#  000 000 051 #  228 T56 566 ET  000 900 000 T#  000 000 051 #  228 T56 566 ET  000 905 885 88  #T5 68# 294 T	575 \$29 \$60 \$59  FTT 256 TTE 29T  685 2T6 209 FTS T  000 000 050 05  ZEE 649 ZE6 645  FTT ZLT \$67 66  000 000 000 Z  92T \$60 \$25 60 \$6  T29 966 982 02  E39 966 982 02  E39 967 967 967  000 000 000 T  000 000 000 T  175 686 66 0T  176 286 627 50T  FTS 686 242 50T  FTS 686 242 50T	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  788 73T 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T59 EF7  662 E88 206 EF  8EE 29T STO 29F Z  #50 E2T 656 ET  200 668 202 6T  000 000 000 0TF  000 000 000 FT  622 618 FT2 99F  #T5 68F 22 FT  #T5 68F 24 FT	905 ETT 6TZ 8SS  STV VER TG9 VE  TOZ 8SS E9E 909  000 000 005 0E  008 196 066 60Z  949 960 ZE0 EE  009 TS6 L88 T  459 C07 L59 VES T  459 C09 ZE0 EE  TZC ZE6 046 6Z  ZOL L0L EZV 8T  STZ 8LO L88 L  E88 659 009 89  PTS 68V LVZ T	275 LZT 6L8 ZLT  275 LST 6L8 LST LST  275 LST 6L8 LST  275 LST 28.0  275	Verentionnement des Ministères Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres Rémundrations AGRICULTURE Contreparle des Projets Fonds de Pérequation Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements and Propres Investigation Propres Investi	
SOST	057 979 7LZ Þ9  699 ÞLV F EÞ9 969  694 TET T T R 89  000 067 EÞ F E E L T T T R 89  000 067 EÞ F E E L T T T R 89  105 165 165 L F T T T T R 85  11 L L 089 8 B 6 T T T L 085 8 B 6  12 2 7 8 8 9 9 9 T T T R 98 9 6 T T T R 85 8 B 6  L 5 5 6 6 6 7 8 8 6  L 5 6 6 7 8 8 6  L 5 6 6 7 8 8 6  L 5 7 8 8 9 9 9 T T T R 98 9 6 T R 85 8 B 7 B 7 B 7 B 7 B 7 B 7 B 7 B 7 B 7 B	ZPT TEZ 968 SS  088 PST SOZ 8L8  000 SL8 PST SOZ 8L8  8L8 PST SL8 PST SCZ 8L8  8L8 PST SCZ	\$85 81 509 8b  \$87 587 517 528  000 005 207 25  \$69 2b2 001 697  \$687 811 829 09  000 000 001 7  200 b25 255 1  81b 917 b50 72  \$69 800 b99 5  966 606 851 61  000 005 722 8  99b 610 669 b1  \$667 1267 02  002 817 167 02  003 817 167 03  \$10 000 005 167 03  \$10 000 00	#87 529 09# 18T  600 562 664 27  665 216 40# 915 T  000 000 055 T#  026 555 487 065  580 789 884 25  000 000 000 7  E95 624 TE9 287 7  T29 966 984 07  200 000 000 T#  000 000 051 #  228 T56 566 ET  000 900 000 T#  000 000 051 #  228 T56 566 ET  000 905 885 88  #T5 68# 294 T	575 \$29 \$60 \$59  FTT 256 TTE 29T  685 2T6 209 FTS T  000 000 050 05  ZEE 649 ZE6 645  FTT ZLT \$67 66  000 000 000 Z  92T \$60 \$25 60 \$6  T29 966 982 02  E39 966 982 02  E39 967 967 967  000 000 000 T  000 000 000 T  175 686 66 0T  176 286 627 50T  FTS 686 242 50T  FTS 686 242 50T	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  788 73T 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T59 EF7  662 E88 206 EF  8EE 29T STO 29F Z  #50 E2T 656 ET  200 668 202 6T  000 000 000 0TF  000 000 000 FT  622 618 FT2 99F  #T5 68F 22 FT  #T5 68F 24 FT	905 ETT 6TZ 8SS  STV VER TG9 VE  TOZ 8SS E9E 909  000 000 005 0E  008 196 066 60Z  949 960 ZE0 EE  009 TS6 L88 T  459 C07 L59 VES T  459 C09 ZE0 EE  TZC ZE6 046 6Z  ZOL L0L EZV 8T  STZ 8LO L88 L  E88 659 009 89  PTS 68V LVZ T	275 LZT 6L8 ZLT  275 LST 6L8 LST LST  275 LST 6L8 LST  275 LST 28.0  275	Verentionnement des Ministères Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres Rémundrations AGRICULTURE Contreparle des Projets Fonds de Pérequation Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements sur Transfer and Propres Investissements and Propres Investissements and Propres Investigation Propres Investi	
SOST	057 929 2.22 pg 659 727 879 969 659 727 128 89 000 067 007 7 225 725 825 727 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 579 127 7 75 7 75 7 75 7 75 7 75 7 75 7 75 7	ZPT TEZ 968 SS  028 PST 502 8L8  030 SL8 PST 502 8L8  030 SL8 L90 09  256 952 708 709  988 508 8TE P9  030 030 LPZ Z  609 692 958 6Z  258 L69 069 9  6LZ EOS ST9 6T  030 SZT TTZ 6  159 039 1/L 5  159 150 150 150 150 150 150 150 150 150 150	\$85 87 80 89 89 89 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80	#87 529 09# 181  600 562 664 2/2  665 116 400 915 T  000 000 005 T#  000 000 005 T#  000 000 000 00  7 129 965 984 072  204 668 206 #  000 000 000 T#  208 182 666 ET  208 183 884 88  #15 684 294 T  889 600 71# 71T	\$ZP\$.29 E60 EP9 PTT L26 TIE 29T 6ES L1E ADV 9TS T 000 000 050 05 ZEE 66.9 ZE6 66.5 PTT L21 E8C EP 000 000 000 ZE 94T E0E .2C6 E40 E 129 966 894 00 E55 981 959 6T 000 000 000 TP 000 000 LED T 4.54 100 666 0T 126 E89 662 S0T PTS E89 E692 TP LTT	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  788 73T 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T59 EF7  662 E88 206 EF  8EE 29T STO 29F Z  #50 E2T 656 ET  200 668 202 6T  000 000 000 0TF  000 000 000 FT  622 618 FT2 99F  #T5 68F 22 FT  #T5 68F 24 FT	905 ETT 6TZ 8SS 5TV VER 169 VE 100 800 909 000 000 005 0E 006 807 009 T56 488 T 009 T56 488 T 009 T56 488 T 009 T56 488 T 124 T26 0V6 65 T24 T26 0V6 65 T24 T26 0V6 67 T24 T26 0V6 67 T25 T26 0V6 67 T25 T26 0V6 67 T26 T26 0V6 78 T27 T26 0V6 67 T27 T26 0V6 78 T27	275 LZT 6L8 ZLT  275 LST 6L8 LST LST  275 LST 6L8 LST  275 LST 28.0  275	kémunérations aux Organismes Auxiliaires  **UBRANISME ETH RABITAT**  **PORTIONNE PROPRIED PRO	
Interception Economiques, Sociales, Contrepative Entra Prince   Contra parties   Contra p	057 978 727 P9 969 969 969 969 969 767 178 89 000 067 907 7 255 875 88 84 84 7 255 875 875 875 875 875 875 875 875 875 8	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  008 VST SOZ 8L8  009 OS SOZ 809  988 SO8 STE V9  000 OOG LYZ Z  658 VST SOZ 909  988 SO8 STE V9  000 OOG LYZ Z  659 VST SOZ 906 VSZ  670 692 SSE Z  670 692 SSE Z  670 692 SSE Z  670 692 SSE Z  870 SEC STOZ SZ  870 SEC STOZ SZ  870 SEC STOZ SZ  875 SEC LOZ SSE SEC Z  875 SEC LOZ SSEC L	188 8T 509 8P	#87 529 09# 181  600 562 664 22  605 162 604 29 15 1  000 000 050 1#  000 000 050 1#  000 000 000 07  655 262 189 189 2 2  179 966 984 07  204 668 206 #  000 000 000 1#  000 000 051 #  278 182 666 11  007 887 888 88  #15 68# 294 1  \$50 2452 517 256	\$ZP\$ \$29 \$60 \$P9\$  \$TT \( \) 260 \( \) TE \( \) GO 000 000 050 05  \$ZEE \( \) 62 \( \) 62 \( \) 65 \( \) CE \( \) 64 \( \) O00 000 000 00 \( \) TE \( \) 65 \( \) CE \( \) FE	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 992 92  622 T8F 992 92  788 291 605 29F T  000 000 000 019  T52 659 T59 5F7  652 685 665 FF  008 52.6 5F6  885 291 5T0 29F Z  #20 000 000 000 01F  000 000 000 01F  000 000 000 01F  000 000 000 FT  622 648 FF5 8  0F5 268 T12 99F  FT5 68F 292 T  S96 6T0 980 F6	905 ETT 6TZ 8SS 5TV VER 169 VE 100 800 909 000 000 005 0E 006 807 009 T56 488 T 009 T56 488 T 009 T56 488 T 009 T56 488 T 124 T26 0V6 65 T24 T26 0V6 65 T24 T26 0V6 67 T24 T26 0V6 67 T25 T26 0V6 67 T25 T26 0V6 67 T26 T26 0V6 78 T27 T26 0V6 67 T27 T26 0V6 78 T27	276 L/27 6L/8 Z/LT  062 L/89 E92 9ET  800 PVT Z/SE 992  000 000 000 000  999 960 Z/SE 88 T  8LF ZZO 959 P89  507 L/27 0859 L/27  2710 PVS L/50 PS  55T L/59 Z/SS L  51T S/LO L/88 L  EVD ES8 0ZE L/5  PT S/SW L/PT T  99TP 850 8L/F Z/S	Rémunérations aux Cession Actifs miniers (Contrat Chinois) Rémunérations Subventions aux Ofgenismes Auxiliaires Controllement de Ministères Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements aux Reasources Extérieures Investissements aux Reasources Propres Rémunérations Rémunérations Contreparle des Projets Fonds de Péréquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Contreparle des Projets Fonds de Péréquation Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Reasources Propres Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
SECTION-RUBRICLES   STATE	057 979 7LZ P9  057 979 7LZ P9  909 PLY ETP 909  E9D LTET TZ8 89  000 062 PUP Z  ZEE PZE SEL PLY  L95 SPD LSL PZ  TLL 087 8P8 8T  TLL 087 8P8 8T  USL 505 58 6  82 905 Z SPI  C98 995 SSP 591  000 002 6PE S96  P90 S98 875 SE0 T	ZPT TEZ 968 SS  088 PST SOZ 8L8  000 SLS 900 9  256 9EZ 208 Z09  988 508 8TE P9  000 000 LP Z  589 TST SEP 89Z Z  E00 69Z 9SE EZ  ZPE L69 06P 9  6LZ E0S ST9 6T  000 SZT TTZ 6  PP9 009 PLS ST  8L9 96T 8PZ LZ  SPZ 88E L0E 9ST  000 000 TP TO	\$85 81 509 80 \$87 587 715 258 000 005 207 25 \$69 207 00 697 \$68 811 829 09 000 000 001 7 200 005 207 25 \$10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	#87 529 09# 18T  600 562 662 42  000 000 050 1#  006 555 487 065  000 000 000 07  E95 642 182 085  000 000 000 07  129 966 982 02  129 966 982 02  120 000 000 01#  000 000 051 #  27.81 528 568 568  #88 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 88 20 21#  #89 80 21#  #89 80 21#  #89 80 21#  #89 80 21#  #89 80 21#  #89 80 80 99 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90 90	575 \$29 \$60 \$59  \$11 256 TE 291  000 000 050 05  \$28 64.9 \$26 64.5  \$71 271 826 \$65  \$72 271 826 \$65  \$73 271 826 \$65  \$74 271 826 \$65  \$75 271 826 \$65  \$75 271 826 \$65  \$75 271 826 \$65  \$75 271 826 \$65  \$75 271 826 \$67  \$75 271 826 \$75  \$75 27	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  728 231 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T89 EFZ  652 E88 206 EF  008 526 EF6  8EE 29T ST0 29F Z  #50 E2T 656 ET  000 000 000 00T P  000 000 005 FT  622 678 FF2 FF3  055 688 TE2 99F  #15 68F 294 T  596 610 980 F6	905 ETT 6TZ 8SS  5TV VER T69 VE  T0Z 8SS ESE 909  000 000 005 0E  008 V96 066 60Z  9P9 9EO ZEO EE  009 T56 Z88 T  P50 T0T Z59 VES T  P90 009 YLZ 8  T86 058 ZLZ E  TZZ 1Z6 0V6 6Z  Z0Z Z0Z Z0Z EZE VES  ETZ 1Z6 0V6 6Z  Z0Z Z0Z Z0Z EZE VES  PF 009 T56 S8 VES  TZZ 1Z6 0V6 ZZ VES  TZ 1Z6 0V6 Z	276 L/Z 6.8 Z/T  276 L/Z 6.8 Z/T  270 000 000 000  28 075 L/Z 6.8 Z/T  28 075 L/Z 6.8	investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD  Rémunderations  Subventions aux Organismes Auxillaires  Subventions aux Organismes Auxillaires  Ubbventions aux Organismes Auxillaires  Fonctionnements aux Grassources Extérieures  Investissements aux Reasources Extérieures  Investissements aux Reasources Propres  Fonctionnements aux Reasources Extérieures  Fonctionnements aux Reasources Propres  Investissements aux Reasources Propres  Investissements aux Reasources Propres  Investissements aux Transfert aux Provinces Et ETD	
Courtepartie des Projets   Courtepartie des Pr	057 929 2.22 P9 699 P2V EV9 969 699 V2V EV9 969 690 1751 178 89 000 062 P0V 7 225 P25 E82 V2V 7 225 P35 92 C5 V2 V2 P16 5T1 P65 2 12.4 089 898 6T 05.2 005 586 82.9 228 P39 9T 189 896 022. 82 229 052 957 2 009 095 858 595 1 691 201 555 201 5 691 201 555 2VE	771 TEZ 968 SS 068 PST 502 8L8 000 SL8 PST 502 8L8 000 SL8 PST 902 909 256 952 708 709 985 508 8TE P9 000 000 LPZ 7 258 PST 508 892 Z 258 L69 06P 9 642 805 8T9 GT 000 ST TTE 6 PSP 9009 PLS ST 8L9 96T 982 VL 574 865 820 Z 875 867 TEZ 967 900 900 900 900 900 900 900 900 900 90	\$85 81 509 80  \$87 587 517 528  000 005 407 459  \$88 587 587 715 458  000 005 407 459  \$88 581 849 09  000 000 001 7  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 9 917 960 007  \$81 917 917 917  \$81 917 917 917  \$81 917 917 917  \$81 917  \$81 917 917  \$81 917 917  \$81 917 917  \$81 917 917  \$81 917 917	#87 529 09# 181  #60 567 667 // 22  #60 567 667 //	\$ZP\$ \$L9\$ \$60 \$P9\$  \$PTT L 26 TTE 29T  652 \$TE AD 9TS T  000 000 050 05  ZEE 6L9 ZE6 6L5  \$PTT L 1E 6T 6F  000 000 000 T  92T E0E . ZE6 EL9  200 000 000 T  129 966 89L 02  ED5 \$PST 956 6E  000 000 000 TP  000 000 CP FT  L 25 L 10E 66E 0T  126 \$ZP\$ 6L2 SOT  \$PST 8PS 9L T  \$E9 966 STP ZTT  \$E9 966 STP ZTT  \$E9 966 STE ZE5  258 6E8 SEL ZE59  ZE8 6E8 SEL ZE59  ZE8 6E8 SEL ZE59	#20 118 0PT 255 622 189 692 991 622 189 692 991 1 000 000 000 19 152 659 159 587 692 688 206 59 008 526 596 886 291 510 295 2 202 668 202 61 000 000 000 001 19 622 688 112 995 115 689 292 1 596 610 980 96	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  102 8SS ESP 909  000 000 005 OE  086 P96 066 60Z  999 980 TET 6TZ 8SE T  102 8SS ESP 909  000 156 L88 T  150 TOT LS9 PES T  150 TOT	226 LZZ 6L8 ZZT  0EZ 189 E9Z 9ET  800 PZT Z ESE 09Z  000 000 000 00Z  9+9 9EO ZEO EE  009 TS6 L88 T  8L7 ZZO 059 F89  207 ZZO SEE Z  955 98Z SSF 9  ZTO POS LSO BZ  STZ 8LO L88 Z  EDE ESB OZE Z  955 80Z EZS  FT SEB Z L85 Z  LTO 90S Z SSF Z  940 SSB Z SSF S  ZTO 90S Z SSF Z  EDE ESB OZE Z  400 SSB Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z  200 SSB Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z SSF Z  ZTO 90S Z SSF Z SS	investissements sur Ressources Propres investissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois) linvestissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois) Rémunderations Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires Fonctionnement des Ministères Investissements des Ministères Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Rémunderations Contrepartie des Propres Fonds de Bérequation Interventions Economiques, Sociales, Oulturelles et Scientifiques Fonds de Bérequation Interventions Economiques, Sociales, Oulturelles et Scientifiques Interventions Economiques, Sociales, Université et Scientifiques	
COURTEDAMING RES FROMERS   TRANSMICTURES ET TRANSMIC RES PROJECTS   TOTAL CONTINUENCE OF TRANSMIC RES PROJECTS   TOTAL CONTINUENCE OF TRANSMIC RESPONSIBILITY   TOTA	057 979 7LZ P9 697 PLV FEP 969 697 PLV FEP 969 697 PLV FEP 969 697 PLV FEP 969 600 067 POP 7 725 PEE 884 PLP 7 725 PL 52 PL 7 725 PL 52 PL 7 725 PL 52 PL 7 725 PL 7	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  008 US SST SOZ 8L8  000 OS L8 (200 09  ZS6 9EZ ZOR ZO9  988 508 STE V9  000 OOG LYZ Z  ESS VTT SEV 89Z Z  EDV 69Z 9SE EZ  EDV	188 8T 509 8P	#87 529 09# 181  600 567 667 22  600 567 667 22  000 000 000 07  605 115 107 000 000  700 000 000 000  700 000 000	\$Z\$\\$5.29 E60 E\\$9\$ \$\text{PTI L 266 T LE 29T}\$ \$652 LE 16.00 \text{PST}\$ \$000 000 005 05\$ \$Z\$\\$6.69 Z E6 6.65\$ \$\text{PTI L 21 E62 E6}\$ \$000 000 000 C \$\text{PTI L 20 E62 E6}\$ \$12.9 \text{P66 984 O7}\$ \$12.6 \text{P66 E0 T}\$ \$12.6 \text{P66 E0 T}\$ \$12.6 \text{P66 E0 T}\$ \$12.6 \text{P68 E7 L 2T}\$ \$13.6 \text{P67 E7 L 25 T 25 E6}\$ \$13.6 \text{P68 E7 L 2T}\$ \$13.6 \text{P68 E7 L 25 T 25 E6}\$ \$13.6 P68 E7	#20 118 0#1 255  622 18# 992 92  622 18# 992 92  788 291 605 29# T  000 000 000 019  152 659 159 5#2  642 688 206 5#  000 526 66 66 5#  000 000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 000 000 01#  000 268 112 99#  #15 68# 294 T  596 610 980 #6  007 228 #21 E15  208 206 #06 #21 1  921 066 680 078	905 ETT 6TZ 8SS  STV PER 169 PE  100 8SS 9SS 999  000 000 005 0E  086 P96 066 607  999 950 ZEC EE  009 T56 L88 T  P50 T0T L59 PES T  P50 T0T L50 PES T  L2 T26 D66 EZ  COL L0L E7P BT  STT 8LC 9L 9B PES T  L0L 60V 0V6 CTP  L0L 60V 0V6 CTP  L0S T17 PEP P9T  P66 TRI L6L 066	226 LZZ 6L8 ZLT  021 189 E92 9ET  800 PXT ZSE 092  000 000 000 00Z  9+9 9E0 ZE0 EE  009 156 L88 T  8LF ZZO 059 899  ZTO PXT ZO SEE L  950 PXT ZSE 092  ZTO PXT ZSE 092  ZTO PXT ZSE 092  EVE 058 LSE ST  EVE 058 DXT ZSE ST  LT Z RLO L88 L  EVE 058 0ZE L5  PT S 68V LVZ T  9+9 SSO ZE ZE  ZTO PXT ZSE 026 ZE  DY 058 ZEE 026 SE9  012 090 ZEE 026 SE9  012 040 ZEE 026 SE9  013 040 ZEE 026 SE9	Investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Bransfert aux Provinces Et ETD investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD investissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinots)  Rémunéations aux Organismes Auxiliaires aubacutions aux Organismes Auxiliaires aux Perantions aux Organismes Auxiliaires Et Mantan Et HABITAT investissement des Ministères aux Ressources Propres investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Propres Memunérations aux Ressources Propres Contraparite des Projets Contraparite des Projets (Contraparite des Projets Contraparite des Projets (Contraparite des Projets Contraparite des Projets (Contraparite (Contr	
45 INERVELIMENT ELLIBAYATIX ENBRICS  2022  2023  2024	057 979 727 P9  057 979 727 P9  969 P4V F5P 969  969 P4V F5P 969  900 067 P0P 7  225 P45 884 P4V 7  249 S5P 452 P7  141 511 P65 2  142 087 898 61  052 050 S58 6  189 896 072 84  259 057 591 7  000 007 695 595  000 007 695 695  900 007 695 895	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 828  000 SZ 26 900 9  ZS6 9EZ ZOR ZO9  988 SOR 8TE V9  000 OS 26 ST SVP  ESS VTI SEV 89Z Z  EDV 69Z 9SE EZ  EDV 65Z 9SE EZ  EDV 65	98E 8T 909 8P	#87 529 09+ 181  600 562 664 22  600 562 664 22  000 000 0050 1+  000 000 000 007  100 100 100 100 100 100 100 100 100 10	\$Z\$\\$5.29\$ \$E60 \$E\9\$ \$\text{FIT L26}\$ TIE \$Z\9T\$ \$000 000 050 05 \$Z\$\\$E 6.69\$ \$Z\$\\$E 6.65\$ \$\text{FIT L27}\$ E66 6.65 \$\text{FIT L27}\$ E67 6.65 \$000 000 000 000 \$Z\$ \$\text{PIT L27}\$ E67 6.65 \$000 000 000 000 \$Z\$ \$\text{PIT L27}\$ E67 6.65 \$000 000 000 \$Z\$ \$\text{PIT L27}\$ E67 6.65 \$\text{PIT L27}\$ E67 6.75 \$\text{PIT L27}\$ E77 6.7	#20 TT8 0FT 25S  622 T8F 937 92  788 291 605 29F T  000 000 000 T9  T52 659 T89 EFZ  652 E88 206 EF  008 526 EF6  88E 29T 5T0 29F Z  #00 000 000 00TF  100 000 000 00TF  000 000 005 FT  622 678 EFZ  654 E88 204 EFZ  005 768 T12 99F  PT5 68F 204 T  596 6T0 980 P6  072 728 F2T ETS  208 706 F06 F07 F2T  921 066 680 028  629 274 626 97	905 ETT 6TZ 8SS  5TV VER 169 VE  100 8SS 5ES 999  000 000 005 0E  008 096 066 60Z  989 950 ZEC EE  009 T56 Z8R T  102 RSS 25 ZEC EE  102 T56 O96 6Z  104 T56 O96 6Z  105 T57 C57 C57 C57 C57 C57 C57 C57 C57 C57 C	276 L/Z 6L8 Z/T  062 T89 F92 9ET  000 000 000 07  999 9EE ZEE 092  000 000 000 000  999 9EE ZEE 092  210 P05 ZEE 082  210 P05 ZEE 082  210 P05 ZEE 082  210 P05 ZEE 082  210 P05 ZEE 083  210 P05 ZEE 083  210 P05 ZEE 084  210 P05 ZEE 085  210 P05	Investissements sur Ressources Exteriblenes investissements sur Ressources Exteriblenes investissements sur Ressources Propries investissements sur Ressources Propries investissements sur Ressources Propries investissements sur Cession Actifs miniers (Contrait Chinois) investissements sur Cession Actifs miniers (Contrait Chinois) educations entre sur Cession Actifs miniers (Contrait Chinois) educations entre sur Cession Actifs miniers (Contrait Chinois) educations entre sur Gessources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures investissements sur Ressources Extérieures Action entre sur Ressources Propres Contraparlie des Projets (Contraparlie des Projets investissements sur Ressources Propres Contraparlie des Projets (Contraparlie des Projets et Propres (Contraparlie des Projets (Contraparlies et Ministères (Contraparlie des Projets (Contraparlies et Ministères (Contraparlies et Scientifiques (Contraparlies et Britanies (Contraparlies et Scientifiques (Contraparlies et Scientifiques (Contraparlies et Scientifiques (Conomiques Scientifiques (Contraparlies et Scientifiques (Conomiques Et ET) (Investissements sur Transfert aux Provinces Et ET)	
ECLION 2007 2007 1004 PRINCIPLE RELIGIENCY 2007 2007 1: INITIAL IF REPORTED 2007 2007 2008 2007 2008 2008 2008 2008	057 929 2.22 P9  699 P2V F19 969  699 P2V F19 969  690 062 P0P 7  22E P2E E82 P2V 7  22E P2E P2E P2E P2E P2E P2E P2E P2E P2E	ZPT TEZ 968 SS  028 PST 502 8L8  030 5L8 PST 502 8L8  040 5L8 PST 502 8L8  050 5L8 PST 502 8SP ST SPR SPZ Z  050 6SP SSE SZ  05	\$85 81 509 8b  \$87 587 515 458  000 005 407 458  000 005 407 458  687 811 849 09  000 000 001 7  400 445 456 455 1  814 917 450 757  814 917 450 757  819 916 606 851 61  000 005 24.4  996 606 851 61  000 005 24.4  999 610 669 91  \$66 607 467 047  248 449 451 611  000 007 669 666  176 721 047 947  246 949 965 541  276 747 047 947  246 949 965 541  247 115 047 55	#87 529 09# 181  #60 562 662 62  #65 216 400 915 T  #000 000 000 00 T  #00 000 000 000  #00 000 000 000  #00 000 0	\$ZP\$ \$L9\$ \$600 \$P9\$  \$PTT L 265 TTE 29T  652 TTE ADV 9TS T  000 000 000 000 000  ZEE 6L9 ZE6 6L5  \$PTT L LT E6C 6P  000 000 000 00  \$PTT E0E L ZE6 EL0  E129 966 98L OC  E126 E129 E129 E129  L 251 TTE E129 E129  L 251 TTE E129 E129  E129 E129 E129 E129 E129  E129 E129 E129 E129 E129 E129 E129 E129	#20 TT8 0FT 255 622 T8F 927 92 622 T8F 927 97 000 000 000 T9 T57 659 T59 5F7 000 8526 FF9 008 \$26 FF9 008 \$26 FF9 008 \$26 FF9 000 000 000 005 FT 000 000 000 FT 000 000 000 FT 622 658 T12 995 155 668 202 FF9 005 268 T12 995 005 268 T12 952 55	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  102 8SS ESP 909  000 000 005 OE  086 P96 066 60Z  999 980 TET 6TZ 8ST  102 8SS ESP 909  000 156 L88 T  150 TOT LS9 PES T  150 TOT LS	226 LZZ 6L8 ZZT  0EZ 189 E9Z 9ET  800 PZT Z ESE 09Z  000 000 000 00Z  9+9 9EO ZEO EE  009 TS6 L88 T  8LY ZZO 059 F89  507 ZZO SEE L  955 98Z 5SF 9  ZTO POS L50 RZ  5TZ 8LO L88 L  EDO ESB OZE LS  175 E8D LYZ T  9+9 SSO 8ZE S  LTO 906 Z E5 E6 E6  059 ZET E6 E6 B99  0Z OPE SB9 TE  FSE LZZ F EZ FZ	rinvest/sements sur Gesson kers Ministères invest/sements sur Ressources Extérleures invest/sements sur Ressources Propres invest/sements sur Ressources Propres invest/sements sur Ressources Propres invest/sements sur Gession Actifs miniers (Contrat Chinois) Rémunérations sements sur Gession Actifs miniers (Contrat Chinois) Subventions aux Organismes Auxiliaires Conctionnement des Ministères invest/sements sur Ressources Extérleures invest/sements sur Ressources Extérleures invest/sements sur Ressources Extérleures invest/sements sur Ressources Extérleures Contrepartie des Projets Contrepartie des Projets Contrepartie des Projets Fonds de Bérquation interventions Excommingues, Sociales, Culturelles et Scientifiques Contrepartie des Projets Contrepartie des Projets invest/sements sur Ressources Extérleures	
голом в ссиом в сестом в сетом в сестом	057 979 7LZ P9 699 PLY FEP 969 699 CP T T T R8 89 000 067 POP 7 725 FEE 88 PLY 7 725 FEE 88 PLY 7 726 FEE 88 PLY 7 727 FEE 88 PLY 7 728 FEE 88 FEE 88 FEE 88 FEE 88 PLY 7 728 FEE 88 PLY 7 728 FEE 88 PLY 90 T E	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  000 SL8 VST SOZ 8L8  000 SL8 VST SOZ 8L8  000 SL8 VST SOZ 8L8  988 SO8 STE V9  900 000 LYZ Z  ESS VTT SEV 892 Z  EDV 692 9SE EZ  292 L69 606 9  642 EOS ST9 6T  000 SZT TTZ 6  VF 90 009 VL5 ST  849 S6T 8VZ VL  SVL 865 EZD Z  875 SET L02 9ST  000 009 TVO ZSG  000 SZ VT VES 968  96 L6 SSS 900 SVZ  96 L6 SSS 900 SVZ  62 L00 ST ST VES 968  96 L6 SSS 900 SVZ  96 L6 SSS 900 SVZ  887 SET L02 SST  97 L02 SST ST SSS SSS SSS SSS SSS SSS SSS SSS	188 8T 509 8P	#87 529 09# 181  #80 562 667 22  #80 562 667 2	\$ZP\$ \$2.9 \$E60 \$P9\$  \$PTT \( \) 260 \( \) 1E \( \) 291  \$682 \( \) 1E \( \) 095 \( \) 1  \$000 000 005 05  \$ZEE \( \) 6.9 \( \) 25 \( \) 6.5  \$ZEE \( \) 6.9 \( \) 26 \( \) 6.5  \$ZEE \( \) 6.9 \( \) 26 \( \) 6.5  \$ZEE \( \) 6.9 \( \) 26 \( \) 6.5  \$ZEE \( \) 6.9 \( \) 6.7  \$ZEE \(	#20 118 0PT 255  622 189 597 92  622 189 597 92  288 291 605 299 T  000 000 000 019  152 659 159 587 6  624 588 206 549  008 52.6 546  886 291 510 299 Z  #50 621 656 61  000 000 000 019  000 000 000 11  000 000 000 014  000 000 000 017  000 000 000 11  624 618 195 8  095 268 114 999  115 687 024 1  925 687 124 595  007 228 124 515  926 640 590 546  625 129 654 552  000 095 655 52	905 ETT 6TZ 8SS  STV PER 169 PE  100 805 PEF 169 PEF 1  100 805 PEF 169 PEF	226 LZZ 6L8 ZLT  021 189 E92 9ET  800 PXT Z 5E 092  000 000 000 000  999 9E0 ZE0 EE  009 156 L88 T  8LF ZZO 059 P89  200 200 SE0 L  959 98L SEP 9  210 P05 L50 RZ  517 200 L88 L  EP0 E88 0Z L5  PT5 689 L72 T  240 96 Z65 E4  251 262 664  059 ZE1 6Z6 899  0LZ 0P0 ES8 PTE  PES LLL TEL 9  51L PZS FL ST  000 0Z L99 ST	Fondinement de Ministères Interventions Economiques, Ociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Economiques, Ociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémundersitons UBRAINSME ET HABITAT Unvestissements sur Original Sociales, Culturelles et Scientifiques Fondionnement des Ministères Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Controparie des Ministères Controparie des Ministères Fonds de Pérquation Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Fonds de Pérquation Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries	Eb
SECTION-BUBBIOLES	057 979 727 P9 699 P27 F19 969 699 P27 F17 178 89 000 067 P07 7 27 F28 F28 P27 P7 70 F18	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  000 SLS 4290 09  ZS6 9EZ ZOR ZO9  988 508 NEE V9  000 OSL ZE ZOR ZO9  988 508 NEE V9  000 OSL ZE ZOR ZO9  642 ESS VTT SEV 89Z Z  EDV 69Z 9SE EZ  209 L699 O669  642 ESS ST9 6T  000 SZT TTZ 6  VF 92 009 VLS ST  84.9 S6T 8VZ VL  SVL 86S EZO Z  87.5 REZ BZ ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZO	188 8T 509 8P	#87 529 09# 18T  #60 567 667 427  000 000 000 1P  000 555 487 887 887 887 887 887 887 887 887 887	SZP \$2.9 E60 EP9 PTT L26 TIE 29T 682 L16 L04 P15 T 000 000 005 05  ZEE 64.9 ZE6 64.5 PTT L21 E62 EP 000 000 000 C  92 TE 66.2 SE6 C  12 9 66 984 C  E7 9 76 6984 C  12 9 66 984 C  12 9 66 884 C  12 9 688 C  12 9 688 C  12 9 688 C  12 9 688 C  13 9 688 C  14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	#20 118 0FT 255  622 189 692 99 T  622 189 692 99 T  000 000 000 019  152 669 169 589 T  604 688 206 689  605 686 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  100 000 000 005 0E  806 P96 066 607  999 900 720 EE  009 156 A8R I  P50 TOT LS9 PES I  107 8SS ESS ES  107 ESS ESS ES  108 P96 066 607  999 900 720 EE  109 156 A8R I  P50 TOT LS9 PES I  P50	226 LZZ 6L8 ZLT  021 T89 E92 9ET  800 PXT Z 5E 092  000 000 000 002  9+9 9E0 ZE0 EE  009 T56 L88 T  8LF ZZO 059 P89  ZTO PXT Z 20 P82  ZTO PXT Z 20 P82  EPO ES8 DZ E L  95 24 L57 ZSD L72  LT S 687 L72  210 906 Z62 6L  059 ZET 6Z6 899  0LZ 0P0 ES8 PTE  PES LLL TEL 9  STL VZS PYT ST  000 0ZC 999 Z  9PT 699 EPF LLT T	Fondinement de Ministères Interventions Economiques, Ociales, Culturelles et Scientifiques Interventions Economiques, Ociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Rémundersitons UBRAINSME ET HABITAT Unvestissements sur Original Sociales, Culturelles et Scientifiques Fondionnement des Ministères Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Controparie des Ministères Controparie des Ministères Fonds de Pérquation Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Fonds de Pérquation Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries Investissements sur Ressources Propries	Eb
HISTORIQUE LOIS DE FINANCES BUDGET 2025 PROFET 2025 PR	057 979 727 P9 699 P27 F19 969 699 P27 F17 178 89 000 067 P07 7 27 F28 F28 P27 P7 70 F18	ZVT TEZ 968 SS  088 VST SOZ 8L8  000 SLS 4290 09  ZS6 9EZ ZOR ZO9  988 508 NEE V9  000 OSL ZE ZOR ZO9  988 508 NEE V9  000 OSL ZE ZOR ZO9  642 ESS VTT SEV 89Z Z  EDV 69Z 9SE EZ  209 L699 O669  642 ESS ST9 6T  000 SZT TTZ 6  VF 92 009 VLS ST  84.9 S6T 8VZ VL  SVL 86S EZO Z  87.5 REZ BZ ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZOR ZO	188 8T 509 8P	#87 529 09# 18T  #60 567 667 427  000 000 000 1P  000 555 487 887 887 887 887 887 887 887 887 887	SZP \$2.9 E60 EP9 PTT L26 TIE 29T 682 L16 L04 P15 T 000 000 005 05  ZEE 64.9 ZE6 64.5 PTT L21 E62 EP 000 000 000 C  92 TE 66.2 SE6 C  12 9 66 984 C  E7 9 76 6984 C  12 9 66 984 C  12 9 66 884 C  12 9 688 C  12 9 688 C  12 9 688 C  12 9 688 C  13 9 688 C  14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	#20 118 0FT 255  622 189 692 99 T  622 189 692 99 T  000 000 000 019  152 669 169 589 T  604 688 206 689  605 686 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  100 000 000 005 0E  806 P96 066 607  999 900 720 EE  009 156 A8R I  P50 TOT LS9 PES I  107 8SS ESS ES  107 ESS ESS ES  108 P96 066 607  999 900 720 EE  109 156 A8R I  P50 TOT LS9 PES I  P50	226 LZZ 6L8 ZLT  021 T89 E92 9ET  800 PXT Z 5E 092  000 000 000 002  9+9 9E0 ZE0 EE  009 T56 L88 T  8LF ZZO 059 P89  ZTO PXT Z 20 P82  ZTO PXT Z 20 P82  EPO ES8 DZ E L  95 24 L57 ZSD L72  LT S 687 L72  210 906 Z62 6L  059 ZET 6Z6 899  0LZ 0P0 ES8 PTE  PES LLL TEL 9  STL VZS PYT ST  000 0ZC 999 Z  9PT 699 EPF LLT T	Interventions and Described Res Projects  Fordionnements de Sylinistiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Investissements sur Ressources Propries  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Rémunérations aux Organismes Auxillaires  Subventions aux Organismes Auxillaires  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Actions Ressources Propres  Fondionnement eur Ressources Propres  Action Ressources Propres  Fondionnements sur Ressources Propres  Investissements sur Ressources Propres  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	Et Et
	057 979 727 P9 699 P27 F19 969 699 P27 F17 178 89 000 067 P07 7 27 F28 F28 P27 P7 70 F18	ZPT TEZ 968 SS  088 PST 902 8L8  000 9L8 PST 902 8L8  000 000 L8 PST 902 9L8  988 508 8TE P9  000 000 LPZ Z  588 PST 58P 89Z Z  500 69Z 9SE 5Z  79E 669 069 9  6LZ 60S 6T9 6T  000 9TT TEZ 6  PSP 9009 PLS ST  8L9 SGT 8PST PL  5VL 86S 5CD Z  8Z 98CT (0.69 ST  000 000 TPD 756  000 000 TPD 756  000 000 PST 956 908  96L 658 908 8PZ  6LZ 008 T96 69D E  000 000 009 TD  8PB TPL 986 LP  096 6CS STI L  568 LIO 8IE 28E S  LZOZ	188 8T 509 8P	TRI 460 622 584  181 460 622 584  1 21 60 40 11 236  2 3 3 3 5 5 6 0 3 4 10 26 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	374   11   11   11   11   11   11   11	#20 118 0FT 255  622 189 692 99 T  622 189 692 99 T  000 000 000 019  152 669 169 589 T  604 688 206 689  605 686 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  100 805 PET 6TS 8SS  5TV PER 169 PE  100 805 PET 6TS 8SE 999  000 000 005 OE  006 P96 OE6 EC  009 TS6 L88 T  PS0 TOT LS9 PES T  PS0	2002  200 200 200 200 200 200 200 200 20	Interventions and Described Res Projects  Fordionnements de Sylinistiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Investissements sur Ressources Propries  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Rémunérations aux Organismes Auxillaires  Subventions aux Organismes Auxillaires  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Actions Ressources Propres  Fondionnement eur Ressources Propres  Action Ressources Propres  Fondionnements sur Ressources Propres  Investissements sur Ressources Propres  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	d2 d3
	052 929 ZZZ Þ9  699 7ZZ Þ9  699 7ZZ TZ8 89  000 06Z Þ0Þ Z  ZZE ÞZE 88Z ÞZÞ Z  L95 SÞ9 L5Z TZ  L95 SÞ9 L5Z ÞZ  L95 SÞ9 SVZ SZ  L95 SÞ5 SÞ9 SPI  000 00Z 6ÞE 896  100 00Z 6ÞE 896	ZPT TEZ 968 SS  088 PST 902 8L8  000 9L8 PST 902 8L8  000 000 L8 PST 902 9L8  988 508 8TE P9  000 000 LPZ Z  588 PST 589 89Z Z  500 69Z 9SE 5Z  79E 669 069 9  64Z 60S 673 6T  000 9TT TEZ 6  PSP 9009 PLS ST  829 SET 00E 9ST  829 SET 00E 9ST  000 009 TPO 756  000 009 TPO 756  000 009 TPO 756  000 009 TPO 956  96L 658 908 8PZ  64Z 008 T96 690 E  000 005 009 T  878 TPL 986 ZP  906 65Z STT L  568 ZIO 8IE ZBE S  ZZOZ	188 8T 509 8P	TRI 460 622 584  181 460 622 584  1 21 60 40 11 236  2 3 3 3 5 5 6 0 3 4 10 26 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	374   11   11   11   11   11   11   11	#20 118 0FT 255  622 189 692 99 T  622 189 692 99 T  000 000 000 019  152 669 169 589 T  604 688 206 689  605 686 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61  000 000 000 000 19  #20 688 206 61	905 ETT 6TZ 8SS  5TV PER 169 PE  100 805 PET 6TS 8SS  5TV PER 169 PE  100 805 PET 6TS 8SE 999  000 000 005 OE  006 P96 OE6 EC  009 TS6 L88 T  PS0 TOT LS9 PES T  PS0	2002  200 200 200 200 200 200 200 200 20	Interventions and Described Res Projects  Fordionnements de Sylinistiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Investissements sur Ressources Propries  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Investissements sur Cession Actifs miniers (Contract Chinois)  Rémunérations aux Organismes Auxillaires  Subventions aux Organismes Auxillaires  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques  Actions Ressources Propres  Fondionnement eur Ressources Propres  Action Ressources Propres  Fondionnements sur Ressources Propres  Investissements sur Ressources Propres  Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	EÞ ZÞ

6,9   6,9		2 000 000 000 000 000 000 000 000 000 0	250 981 PTE 051  000 000 000 E	000 000 000 E  998 994 ZET Z  568 584 Z94 ZV  894 810 160 E6  896 058 920 ZZT  158 617 596 VE  208 E58 Z59 Z  951 169 ZZ6 0TE  590 EZ7 E06  606 965 995 95  E81 ZET Z96 TE  758 994 804 90T  862 054 P0T S55  768 670 868 VE  172 179 179 VE  179 EZ4 DT  170 EZ4	651 889 951 79  2 000 000 000  2 000 000 000  3 000 000 000  3 000 000 0	T9E L9E E6E 09  000 000 000 0E  198 19L ZET T  T69 06Z L5G TE  956 756 EES 87E  526 LTS 50Z 65  \$50 0.Z 1910 8  980 98E ELP E  LLS ZLT LPE SEP  590 EZP E06  000 000 000 0T  000 8LT 5LO 8  000 000 009 9PT  66P E0E T89 E6  570 ETP 889 E8E  2LE ETP LP8 9EEZ  2LE ETP LP8 0T  ZZOZ	Contrepartie des Projets  Contrepartie des Projets  Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Subventions aux Organismes Auxiliaires Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD  Subventions aux Organismes Auxiliaires Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements un Ressources Extérieures Investissements un Ressources Extérieures Investissements un Ressources Extérieures Fonctionnement des Ministères Investissements un Ressources Extérieures Investissements un Ressources	TS TS
987 188 987 189 987 189 987 188 665 5 000 000 005 000 005 000 000 005 000 000		000 000 000 00 E  198 192 ZET Z  199 822 XET Z  199 822 XET Z  199 824 XET Z  199 826 XET Z  190 000 000 00 Z  199 192 XET Z  190 000 000 00 Z  199 195 195 195 195 195 195 195 195 195	000 000 000 E  + 98 + 94 \ ZET \ Z  + 108 8 \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \ \	000 000 000 0 998 994 7ET 7 568 584 7594 47 568 584 7594 47 894 810 160 66 896 058 920 42T 158 617 698 76 408 558 755 6 951 169 276 01E 590 627 160 606 965 976 96 607 965 976 97 198 624 061 7ET 158 624 061 7ET 758 994 804 901 867 054 701 555 768 670 868 7E 176 176 176 176 176 176 176 176 176 176	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  198 194 ZET T  959 6E5 668 9E  672 ZET T 1 81T  ZET 018 6ZT E9  290 049 085 ZE Z  980 986 EZ E  290 049 085 ZE Z  980 986 EZ E  290 024 EG E  000 000 000 00 OT  966 ES OT S O E  ZOP SEZ 845 STT  TO 6 ZEZ ET S S  870 ZER EG E  ZEZ ET S S S S S S S S S S S S S S S S S S	000 000 000 0 E  198 192 251 T  159 052 256 TE  159 052 256 TE  159 052 256 TE  150 052 256 TE	Fonctionmement des Ministères Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Transfert aux Provinces EE ETD Investissements sur Transfert aux Provinces EE ETD Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires Investissements sur Messources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Organismes Auxiliaires Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Ressources FR BPD Investissements sur Ressources Propres Investigation	
696 E89 8PZ 18P   98Z E88 66S S		000 000 000 00 E  198 194 2 ET I Z  199 8 24 1 F T T T T T T T T T T T T T T T T T T	000 000 000 00 00 00 00 00 00 00 00 00	000 000 000 00 E  198 194 ZET Z  568 582 Z94 Z1  568 582 Z94 Z1  568 582 Z94 Z1  568 583 Z95 ZET  568 583 Z95 ZET  568 583 Z95 ZET  578 578 Z95 ZET  578 578 Z95 ZET  578 578 Z95	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  198 194 ZET T  959 6E5 668 9E  672 ZET T 811  ZET 018 6ZT E9  290 049 085 ZE Z  980 986 EZ Z  980 287 EG Z  000 000 000 00  100 000 000 00  100 000 0	000 000 000 0 E  198 192 251 T  159 052 256 TE  159 052 256 TE  159 052 256 TE  150 052 256 TE	Fonctionmement des Ministères Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Ressources Exéfrieures Investissements sur Transfert aux Provinces EE ETD Investissements sur Transfert aux Provinces EE ETD Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires Investissements sur Messources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Organismes Auxiliaires Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Ex BPD Investissements sur Ressources FR BPD Investissements sur Ressources Propres Investigation	
696 E89 8PZ 18P 98Z E88 66S S 000 005 £80 8Z 000 000 5Z 9Z EEP 566 0TS TF 5E8 Z ES 5E6 E  188 8E£ POT POG TES 999 £00 Z  0Z C 94.8 Z ES 9S P  189 £15 Z ES 0Z 96C Z FT 195 E  180 £25 Z ES 0E 88T 97L Z ES 5E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 97L Z ES 5E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 97L Z ES 5E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 97L Z ES 5E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 97L Z ES 5E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 7 Z ES 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 7 Z ES 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 88T 8E5 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E5 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E5 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E 8E6 Z ES 0E 8E6 Z  180 £25 Z ES 0E6 Z  180 £25 Z ES 0E		000 000 000 E  198 194 ZET Z  199 842 VET 89  520 VER 196 E	000 000 000 E	000 000 000 00 E  198 194 ZET Z  568 584 Z94 L1  568 584 Z94 L1  568 585 Z95 L2  198 60 S8 920 ZZT  198 611 E96 14  208 E58 Z95 E  591 E76 ZEG 0TE  590 EZ1 E0 GEG  606 965 91E 9E  E8T ZET Z96 TT  178 EE4 06T ZET  Z58 999 801 90T  268 C OS4 10T SS5  Z68 670 868 14E	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  +98 +94 ZET T  959 6E5 668 9E  674 ZET LT LT BTT  Z8T 0T8 64T E9  E90 0F8 085 ZE  980 98E E4F E  005 855 088E E5Z  590 E7F E06  000 000 000 0T  966 E50 T50 6  Z0F 5EZ 8F5 9TT  T06 Z4E ZT5 85  870 468 889 Z0E  674 FZT 5FZ Z	000 000 000 E  198 194 ZET T  169 067 Z56 TE  956 756 EES 87E  526 Z15 507 65  550 0Z7 1950 8  980 98E ZLF E  500 ZDF EES 87E  600 000 000 000 DT  605 EES 87E  605 ZDF EES 87E	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Genvices Ex-BPD TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION Investissements aux Genvices Ex-BPD Investissements aux Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Organismes Auxiliaires Subventions aux Services Ex-BPD Investissements sur Organismes Auxiliaires Investissements sur Organismes Proprie Investissements sur Organismes Proprie Investissements sur Organismes Auxiliaires Investissements sur Grand Investissements Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Ressources Proprie Investissements sur Ressources Extérieures Investigations Investissements sur Ressources Investigations Investigations Investigations Investigations Investigations Investigations Invest	
696 E89 8V7 I8P 987 E88 665 S 000 005 & 80 82 000 000 502 80 80 80 000 005 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80	- 100 850 265 5  L 076 597 217 2 L  LT 176 2 L	000 000 000 00 E  +98 +92 / ZET Z  +99 82 / L * FT T 89  \$2.0 +78 +12 / ET T 89  \$2.0 +78 +12 / ET T 89  \$36 +58 +70 / ZET T 89  \$36 +58 +70 / ZET T 89  \$36 +58 +70 / ZET T 89  \$46 +58 +58 +58 +58 +58 +58 +58 +58 +58 +58	000 000 000 E  1998 194 ZET Z  1098 264 PET 89  1815 Z54 264 C55  1896 058 970 ZET  000 000 000 S  100 699 959 108  590 EZP E06  606 965 916 916  EZS 098 816 TPZ  0ZZ OTT 189 972  867 054 PDS 972  867 054 PDS 972  867 054 PDS 972  867 054 PDS 955  867 054 PDS 955	000 000 000 E  +98 +94 Z ET Z  568 584 794 4 b  894 810 +60 E6  895 058 920 ZZT  +98 +59 ZE6 DEE  208 258 259 EE  208 258 250 EE  208 258 258 258 EE  208 258 258 258 258 258 258 258 258 258 25	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  198 194 ZET T  959 6E5 668 9E  672 L/L/ TZT 8TT  Z8T 0T8 6L/T E9  E90 048 085 LZ  980 98E EL/F  085 850 88E ESZ  S90 EZ/F E06  000 000 000 007  966 ESO TSO 6  Z0F SEZ 845 9TT  TO ZLE ZTS 85  870 LZ6 8889 Z0E	000 000 000 00 E  988 99.2 ZET T  169 067 256 TE  956 Z76 EES 8ZE  526 Z75 507 65  950 275 EES 8ZE  520 275 207 65  980 98E £/\$\text{V}\$ E  \$250 275 EES  980 28E £/\$\text{V}\$ E  \$250 275 EES  900 275 EES  000 000 000 00  000 82T 52O 8  000 000 000 99 9T  666 £06 EES 189 EE  575 ET\$ 889 E8Z	Investissements sur Ressources Exérèteures Investissements sur Transfert aux Provinces ETD Investissements sur Transfert aux Provinces ETD Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires Investissements et Voites DE COMMUNICATION Investissements et Voites DE COMMUNICATION Investissements et Voites DE COMMUNICATION Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Exérêteures Investissements sur Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Capanismes Auxiliaires Investissements sur Ressources Exérêteures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Exéreteures Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Investigations Invest	
696 E89 8VZ 18V 987 E88 665 S 000 005 £80 8C 000 005 £80 8C 000 005 £80 8C 000 005 £80 8C 8E 8C		000 000 000 E  +98 +94 Z ET Z  +09 84.4 +7 T S  5.0 +78 +46 E+  896 058 930 271  000 000 000 00  E+++ +55 958 +E  +56 22 511 662  590 E7+ E06  606 965 945 S  E75 995 E75 511  T51 990 595 75	000 000 000 E	000 000 000 00 E  198 194 2 ET 7  568 582 2 92 2 4 4  894 8 TO 160 6 E  896 0 58 9 2 0 2 2 T  198 6 17 6 9 E E  500 E 7 6 0 E	651 869 951 Z9  000 000 000 E  198 194 Z ET T  299 6ES 668 9E  6Z L L L L T L B T I I  ZET 018 6L T E 9  E90 018 087 L Z  S90 8ES 6ES  590 EZ P E06  000 000 000 01  966 ES OT 50 6  ZOP 5EZ 8P5 9I I	000 000 000 E  198 194 ZET T  169 067 Z56 TE  956 756 EES 87E  526 Z15 507 65  \$50 0.27 190 8  980 98E ELP E  590 EZP EEB  90 000 000 000 0T  000 82T \$2.0 8  000 000 009 99T	Investissements sur Tensfert aux Provinces Et ETD  Rémunérations aux dynamismes Auxiliaires  Subventions aux dervices Ex-BPO  TENASPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION  TENASPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION  TENASPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION  TINEVERTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXPÉRIEURES  Investissements sur Ressources Propres  Subventions aux Services Ex-BPO  Subventions aux Services Ex-BPO  Subventions aux Services Ex-BPO  Subventions aux Creamisments  Subventions aux Services Ex-BPO  Subventions aux Subventions Ex-BPO  Subventions aux Subventions Ex-BPO  Subventions aux Subventions Ex-BPO  Subventions aux Subventions Ex-BPO  Subventions Sub	
696 E89 8V7 T8P 987 E88 665 S 000 005 & 280 8C 000 000 C82 80 805 C 000 000 C82 80 805 C 000 000 C82 80 805 C 805	- 1	000 000 000 0E  +98 +92 / ZET Z  +99 82 / L * FT Z  +99 82 / L * FT Z	000 000 000 E  +98 +92 CET Z  +98 +92 CET Z  +98 +92 CET Z  +98 +92 CET B  815 C52 LLL 055  896 058 920 LCT  05P ZCE +66 8+  000 000 000 5  +00 69+ 95+ 908  590 EC+ E06  606 965 945 95  EZ5 69E 168 TT	281 221 296 11	651 889 951 Z9  000 000 000 00 E  198 194 ZET T  959 6E5 668 9E  672 L/L/L TZT 8TT  Z81 0T8 6LT E9  E90 0W8 085 LZ  980 98E EL/F E  085 850 88E ESZ  S90 EZ/F E06  000 000 000 0T  966 ESO TSO 6	000 000 000 00 E  598 592 ZET T  590 672 ZSE T  590 672 ZSE T  590 672 ZSE T  550 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  580 027 570 8  590 027 570 8  590 027 570 8  590 027 570 8  590 027 570 8	Rémunérations aux Organismes Auxillaires Subventions aux Organismes Auxillaires Ubventions aux Services Ex-BPO TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION Fonctionnement des Ministères Investissements aux Ressources Propres Investissements aux Ressources Propres Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Greganismes Auxillaires	
696 E89 8b7 T8b 987 E88 665 S 000 005 L80 87 000 000 DS7 S EED 566 OTS TD 5E8 ZE2 564 E EED 560 TS TD 66 TEE 599 L00 T 007 2928 ZE5 56 E 008 L05	- 100 850 265 S  1 00 850 265 S  1 00 850 272 72 22  11 00 12 505 858 98  2 000 000 000 000 57  5 591 198 665 98  8 669 999 095 889  - 1 000 000 000 000 5889  5 8 8 8 8 9 9 9 9 9 8 8 9 9 9 9 9 9 9 9	000 000 000 00 E  +98 +92 / ZET Z  +99 82 / L * + T Z  +99 82 / L * + T Z  500 800 000 00 0Z  E** + * + E S S S S * + E  +* + * + E S S S S S S S S S S S S S S S S S S	000 000 000 E  +98 +94 ZET Z  +098 +24 FET B  815 754 L44 055  896 058 970 L7T  059 72E 96E 87  000 000 000 5  +006 639 959 +08  590 62F 86E  606 96S 9FE 9E	000 000 000 E  +98 +94 ZET Z  568 584 Z94 LV  568 584 Z94 LV  894 810 +60 E6  896 058 920 LZT  +58 61v 595 VE  208 E58 ZF5 E  510 E59 ZE6 OIE  590 EZV E06  606 965 995 95	651 889 951 Z9  000 000 000 00 E  198 194 ZET T  959 6E5 668 9E  672 ZET T 81T  ZET 018 6ZT E9  250 049 085 ZEZ  980 986 EZ E  980 986 EZ E  590 EZ P EO  000 000 000 00	000 000 000 0 E  598 592 ZET T  T69 067 Z56 TE  596 Z76 EES 8ZE  526 Z15 507 65  550 0Z7 540 8  980 98E ELP E  LLS ZLT LPE SEP  590 EZP E06  000 000 000 00	Subvertifons aux Organismes Auxillaites Subvertifons aux Services Ex-8PO Fonctionnement des Ministères Interespondes Et voiles DE Communication Interespondes Communications Interespondes I	
696 E89 8b7 I8b 987 E88 665 5 000 005 L80 92 000 000 525 2 EED 566 0T5 Tb 5E8 ZZE 564 8 884 LD 0T 000 000 000 52 3	- 108 665 98 0 669 999 098 669 999 098 669 999 098 669 999 098 889	000 000 000 E  +98 +94 Z ET Z  +09 84 L + + + + = = = = = = = = = = = = = = =	000 000 000 E +98 99.4 ZET Z +09 82.4 +2T 89 815 75.4 £4.4 055 996 058 970 £4T 059 72'E +6E 89 000 000 000 5 +90 699 95+ b08 S90 EZ+ EO6	000 000 000 00 E  998 994 2ET 7  568 584 294 4V  894 8T0 160 6E  896 058 970 4ZT  1958 6T0 160 EE  208 158 2F5 E  91 169 2T6 0TE  590 EZ+ 606	651 869 951 Z9  000 000 000 E  198 192 ZET T  299 665 668 9E  672 L ZTL ZTT STT  ZET 018 6LT E9  990 0P8 085 LZ  980 98E 8LZ E  590 88E 855  590 EZP E06	000 000 000 E 198 194 ZET T 169 06Z Z56 TE 956 Z76 EES 8ZE 526 Z15 50Z 65 550 0ZZ 7F0 8 980 98E ELF E LYS ZLI LYE SEFF 590 EZF E06	Subventions aux Services Ex-BPO  ***TRAMSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION**   Fonctionnement des Ministères   Fonctionnement des Ministères   Interventions Exterieures   Extérieures     Investissements sur Ressources Extérieures     Investissements sur Ressources Propres     Investissements sur Ressources Propres     Subventions aux Organismes Auxillaires     Subventions aux Services Ex-BPO     Subventions Ex-BPO     Subventions Ex-BPO     Subventions Ex-BPO     Subventions Ex-BPO     Subventions Ex-BPO     Subventions Ex-BPO	
696 889 872 T89 987 588 665 5 000 000 L80 87 000 000 005 28 083 585 586 883 586 586 586 586 586 586 586 586 586 586	- 100 850 261 5  L 07E 592 717 7L  LT 001 505 E18 18  LP 0.00 11 E6E 591  C 000 000 000 52  E 591 196 665 98	000 000 000 00 598 592 251 51 667	000 000 000 E  +98 +94 ZET Z  +98 +94 ZET Z  +08 +64 +75 R 8  815 754 L44 055  98 638 920 L77  057 72E +66 84  000 000 000 S  +00 69+950 +08	000 000 000 E  198 194 2 EE 7  198 194 2 EE 7  198 6 EE 8 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	651 869 951 Z9  000 000 000 6  +98 +94 ZET T  959 6E5 668 9E  6Z4 ZTT TZT BTT  ZBT 0T8 6ZT E9  E90 0F8 0S5 ZZ  980 98E EZP E  085 850 88E ESZ	000 000 000 E 100 000 000 000 E	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION Fonctionnement des Ministères Investissements aux Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres Subventions aux Services ExvBPO Subventions aux Services ExvBPO Subventions aux Organismes Auxiliaires	
696 889 872 T89 987 588 665 5 000 000 L80 87 000 000 005 28 083 585 586 883 586 586 586 586 586 586 586 586 586 586	- 100 850 261 5  L 07E 592 717 7L  LT 001 505 E18 18  LP 0.00 11 E6E 591  C 000 000 000 52  E 591 196 665 98	000 000 000 00 198 192 25 1 7 199 822 1 7 1 89 520 178 176 5 1 89 520 178 176 5 1 89 886 058 176 2 1 7 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	000 000 000 E  198 192 ZET Z  199 812 ZET Z  199 814 VET 189  815 ZSL LLL 0SS  886 0S8 920 LZT  0SF ZEE 16E 8P  000 000 000 S	286 287 295 2000 000 000 56 2000 000 000 66 2000 000 000 66 2000 000 000 66 2000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 000 66 2000 000 000 66 200	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  998 994 ZET T  959 6E5 668 9E  672 ZET T ET 81T  ZET 0TB 6ZT E9  E90 0F8 085 ZZ  980 988 EZF E	000 000 000 E 100 000 000 000 E 100 007 256 T 100 007 256 T 100 007 256 T 100 000 000 000 E 100 000 00	Fonctionnement des Ministères Investissements sur Services Exéfriences Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Investissements sur Ressources Propres Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Organismes Auxiliaires	
000 000 28 883 586 58 663 669 58 663 669 58 663 669 58 663 669 669 669 669 669 669 669 669 669		000 000 000 00 198 194 2 ET Z 199 84,4 187 189 54,0 178 14,6 14 896 058 970 27T 000 000 000 00	000 000 000 E 598 594 ZET Z 599 844 57 ET Z 599 658 970 ZTT 059 ZZE 56E 8b	958 970 271 958 970 270 275 968 970 275 970 970 970 970 970	651 869 951 Z9  000 000 000 00 E  #98 #92 ZET T  959 6E5 668 9E  6Z ZET TET STET  ZET DTB 6ZT E9  E90 0WB 0WS ZE	000 000 000 E +98 +94 ZET T T69 067 456 TE 956 ZF6 EES 8ZE 566 425 507 65 550 042 +940 8	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements un Ressources Extérieures Investissements un Ressources Propres Subventions aux Organismes Auxillaires Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO	<b>75</b>
		3 000 000 000 000 000 000 000 000 000 0	3 000 000 000 E 2 757 4778 604 84 52 757 778 604	892 090 000 000 6 598 594 294 57 598 594 094 018 494	651 889 951 Z9  000 000 000 00 E  999 655 668 9E  672 272 173 811	000 000 000 E 598 594 ZET T 169 067 456 TE 956 ZÞ6 EES 8ZE	Investissements sur Ressources Propres Rémundeations Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO	75
8 940 926 935 000 205	- +00 850 76 5 L 078 597 717 72	000 000 000 E 7 757 264 864 9 8 754 265 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	\$000 000 000 000 000 000 000 000 000 00	268 287 267 74 2 268 287 261 2 2 000 000 000 £	000 000 000 000 E 754 864 T 1 132 268 668 98	169 062 756 1£ 500 000 000 000 000	Rémunérations Subventions aux Organismes Auxiliaires Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO Subventions aux Services Ex-BPO POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE	zs
000 100 373 3	- +0+ 850 26+ S	3 000 000 000	3 000 000 000 000	3 000 000 000 000	2 000 000 000 000 T 135 264 864	251 T 2 764 864 000 000 000 000 8	Subventions aux Organismes Auxillatives Subventions aux Services Ex-BPO POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE	<b>7</b> 5
299 Z58 Z8C 9 260 Z05 9Z8 S	-	000 000 000 ε	3 000 000 000	3 000 000 000	651 8E9 9ST Z9	3 000 000 000 ε	Subventions aux Services Ex-BPO POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE	zs
299 ZS8 ZS7 9 Z67 Z05 9Z8 2	71 915 215 267 991				651 889 951 79		POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE	75
200 253 580 8	/T 9T# 7T7 76/ 99T	700 059 050 ChT	750 98T #TC 0CT	<b>775 677 565 751</b>		T95 /95 565 00		7¢
784 807 808 81 82 809 81 84 807 705 882		000 000 7157 1	202 00. 000 E				Contract to the contract to th	
86S 06b 80b II Ib7 88S 989 6		E7E 678 478 7	7 892 433 632	886 999 444 4	4 360 457 782	287 724 03E 4	Fonctionnement des Ministères	
1 200 362 034 175 323 132 029 3 688 238 341 10 384 236 425		\$2 8 72 272 201 \$27 872 272 301	105 512 273 724 1 629 685 583	\$27 212 219 013 \$27 215 204	\$08 244 877 804 1 455 560 032	38 181 843 000	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
209 203 450 505 277		7 3 3 7 4 0 3 8 2 0 4	13 122 337 960	16 197 837 429	976 098 980 9	7 405 473 229	Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	
871 601 553 542 25 542 542 545		024 ST9 4E9 LT	17 634 615 470	TO 365 387 537	958 716 849 9	652 695 627 9	Rémunérations	
2 140 453 178 5 500 252 801		684 278 878	878 872 489	684 278 878	S49 491 565	549 491 565	Surventions aux Organismes Auxiliaires	
	-	3 610 972 194	3 610 972 194	3 610 972 194	3 610 972 194	3 610 972 194	Subventions aux Services Ex-BPO	
651 206 299 281 900 201 608 1	71 078 SEP 33E 131	LET STE LEE 9ET	121 981 664 083	674 E80 42E 66	108 950 144 573	87 191 240 158	COMMUNICATION ET MEDIAS	ES
230 COZ C3C V	-	202 000 000	22200000		000 074 999	000 074 999	Contrepartie des Projets	
1 222 793 853 15 250 489 423		10 900 982 797	045 009 ZS6 0T	167 727 881 8	568 441 679 T	2 979 144 893	Fonctionnement des Ministères	
72 098 868 97 Sy8 169 999 t	73 492 087 471	50 427 902 149	1 614 081 734	66Þ ÞLS E89 Z	048 021 898 6	1 763 348 334	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
6 675 870 7 671 671 671 671 671 671 671 671 671 6	2 257 045 321	1 093 082 888	947 789 667 5	7 3 3 6 0 1 4 0 5 1 5	109 198 519 4	12 922 313 812	Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	
8 939 724 229 131 376 107 683		101 812 347 303	101 812 347 303	777 205 303 745	707 926 TTE T8	752 276 675 254 210 616 236 31	Rémunérations	
7 404 530 000 7 225 230 300		T 000 000 000	1 000 000 000 T	383 337 835	383 337 835	383 337 835	Seminions aux Organismes Auxiliaires	
	-	T T00 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	Subventions aux Services Ex-BPO	
601 168 984 89 801 801 6	SS 863 125 055	41 827 374 800	70 229 825 553	847 234 278 38	74 508 300 552	10 060 739 079	SNIAMUH STIOAG	<b>7</b> 5
£75 648 186 7 212 212 849 373	450 7 426 709	742 645 767 p	000 000 000 S	9ET /TO 798 E	3 260 801 114	3 260 801 114	Fonctionnement des Ministères	
000 S62 SES T# 000 00S 8T8 8		000 000 008 72	000 000 000 95	ST8 687 768 TT	8 162 982 792	\$ 434 414 413	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
3 320 573 426 3 3 330 531 444		601 526 008	800 925 109	1 120 000 000	EZT 490 09	EZT 490 09	Investissements sur Ressources Propres	
752 S25 850 0T		8 428 900 444	877 <b>979 374 556</b>	<b>Δ08 860 988 57</b> Δε6 859 596 ε	951 679 372 876 961 679 724 776	269 <b>202 268 5</b> 1	VEFURES FONCIEBES	SS
981 T07 T8E 8 801 T00 091 E	7 082 080 75	7 839 174 401	864 857 400 Te	3 375 417 089	754 970 044 7	750 704 468 CT	AFFAIRES FONCIERES Fonctionnement des Ministères	cc
2 207 709 709 709 709 709 709 709 709 709 7	666 666 689	000 000 009	000 000 009	000 000 008	7 000 000 000 7	833 978 455	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
1 367 525 427 1 600 004 749			169 St0 tE0 T	I 036 766 252	T 039 199 755	T 039 199 755	Investissements sur Ressources Propres	
S 643 709 146 25 062 331 695	72 305 385 987	51 045 816 969	21 042 816 969	S69 769 Z7T 9T	12 193 320 072	10 643 718 460	Rémunérations	
ZES 04S 0E9 S		144 222 965	T∠L ZZZ 96S ⊅	177 222 362 4	177 222 213	177 222 213	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
S1S 287 265 808 808 250 501 649 810 885 3		385 759 180 952 385 759 180 952	406 110 231 008	327 203 118 567	848 878 842	E78 331 200 1E1	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	95
275 200 2 272 707 197 707 197 197 197 197 197 197 197 197 197 19	T08 20S 922 Z	000 043 340 000	7 267 764 300	233 370 000	103 832 500 000	466 720 000	Contrepartie des Projets	
187 528 629 377 111 106 128 884 111 1241 058 884 114 1241 058 884 114 124 124 124 124 124 124 124 124 12		7 7 7 8 7 6 1 102	8 030 616 245	746 201 825 9 052 044 950 9	000 003 885 E01 008 835 200 000	6 400 103 870	Financement des Réformes Fonctionnement des Ministères	
1 298 244 282 234 629 385		8 5 2 1 1 2 3 4 8	12 885 823 640	72 450 546 525	00 444 030 0 400 700 000	2 764 747 027	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
954 050 342 104 668 483 955 9		309 408 232 026	309 408 232 026	248 284 788 704	93 082 240 216	87 226 951 830	Investissements sur Ressources Extérieures	
7 173 280 057 7 542 737 666	247 808 988 I	1 643 311 952	LLZ 894 E8Z 9	000 000 008 9	150 176 344 E	ZS9 S6T SET 9	Investissements sur Ressources Propres	
341 712 860 66 082 215 631		24 240 208 383	24 240 206 283	874 710 719 98	30 350 780 040	25 045 833 523	Rémunérations	
Z#8 ETS Z9# S		T#6 6TT 896	176 611 897 7	146 911 894 4	T#6 6TT 89#	146 911 894	Seministrations and Organismes Auditiones	LJ
28 872 873 900 000 92 000 872 878 856 362 000 873 876 878 878 878 878 878 878 878 878 878		₱ <u>₩</u> ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹ ₹	22 271 335 283	25 300 220 9 25 300 220 9	10¢ 497 278 4£	957 888 784 2 687 888 784 2	TOURISME  TOURISME	<b>LS</b>
7 202 402 000 5 3 202 402 000 5 3 202 402 000 5 5 3 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	7 530 000 000 20 503 633 026	47 812 983 863 47 817 983 863	8 212 232 448 215 884 615 9	2 939 530 532 6 077 040 525	2 467 686 789 5 467 686 789	000 000 009 68∠ 989 ∠9† S	Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
28E 6SS 9bS 6 89b 7S b 12B b 1		1 851 885 552	11 203 700 437	4 200 000 000	469 863 959 A	8 819 006 262	Investissements sur Ressources Propres	
7 384 730 820 29 027 814 669		74 372 312 941	24 372 312 941	16 096 971 433	80S T9E 286 OT	10 146 021 560	Rémunérations	
\$69 9TT LOT 8 \$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$\\$	S69 690 ₹80 ∠	2 413 389 189	2 413 389 189	2 413 389 189	3 413 389 189	413 389 189	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
	-	956 252 367 607	4 204 432 956	956 264 432 926	956 787 707 7	4 204 432 956	Subventions aux Services Ex-BPO	
T51 582 698 881		103 438 772 762	121 247 408 392	841 281 399 68	180 16Z EZ9 E8	∠∠9 S69 SS6 6⊅	CULTURE ET ARTS	85
990 950 859 7 UV6 856 668 1		699 161 226	000 000 205 01	SIT 808 859 tr	768 088 770 A	768 035 770 4	Fonctionnement des Ministères	
5 815 008 885 3 50 020 335 2 825 826 940 4 933 029 099		167 ZTZ 957 T 699 T6T ZZ6	66E 907 S6E Z	10 138 216 730	72 416 481 071 52 625 539 325	47E 593 374 888 252 889	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres	

000 SZ0 68S 8	3 307 500 000	3 720 000 000	τ 000 000 000	LL8 97L 9E8 9	0tz tzs 577 240	1 933 803 099	Т	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
7 142 407 133	858 341 549 9	ZSE 808 26Z 9	975 987 266 S	T#S 64S 6Z0 9	2 163 254 128	2 062 013 821	3 008 241 376	Fonctionnement des Ministères	
36 383 268 438	S06 96E 046 EE	31 892 803 e84	26 272 903 820	37 340 822 783	31 658 149 521	76 200 848 577	8 281 102 637	INTEGRATION REGIONALE	69
4 165 146 200	000 099 768 ε	000 000 8E9 E	3 400 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000	3 400 000 000	000 000 000 T	sanisilisuA samzingan oxue suoitnavdu2	
8 057 345 985	864 692 109 7	243 600 171 T	650 £01 594 9	6 202 303 029	4 490 472 545	7 7 7 8 000 000		Semumérations	
00S ZT9 ZS0 OT	8 296 720 000	000 000 SZÞ Z	000 000 005 9	T2 000 000 000	8E0 0T0 96S S	3E0 0T0 960 T	8E0 0T0 960 T	Investissements sur Ressources Propres	
36 049 901 790	33 691 497 000	32 087 140 000	74 423 600 000	0 TOO 000 000 6	7 000 000 000	4 208 803 066	720 000 000	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
975 T06 899 ZT	11 840 094 903	758 000 691 11	10 638 000 811	11 000 000 000	8 879 237 230	7 326 532 590	4 726 532 590	Fonctionnement des Ministères	
ZZO 806 866 0Z	TOZ TZZ TZ9 S9	S60 0S0 T#S T9	27 726 703 870	45 265 103 059	24 313 015 173	18 299 345 727	879 242 276 9	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	89
1 204 216 871	09T 0T8 S0t T	172 148 815 1	1 227 889 038	1 227 889 038	1 227 889 038	1 227 889 038	1 227 889 038	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
240 011 881 61	18 101 991 455	429 429 429 470 470 470	13 280 519 273	13 280 519 273	10 346 357 163	9 053 722 848	8 838 176 714	Rémunérations	
2 303 216 816	4 233 142 144	3 941 865 343	6SS 8ZS 889 T	655 825 889 7	7 200 006 007	4 043 556 820	d 362 339 153	Investissements sur Ressources Extérieures Investissements sur Ressources Propres	
143 075 515 963	741 396 174 508 4 222 820 285	138 064 452 176	148 257 537 656	148 257 537 656	148 257 537 656	34 570 446 200	732 762 424 337	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
755 097 478 4 529 709 287 7	608 897 927 Z	262 404 538 905 207 282 404 538	928 088 830 829 928 088 830 849	29 206 257 82 7 046 420 459	854 096 494 9T 82 824 694 823	4 987 897 023	282 484 884 884 884 884 884 884 884 884	Fonctionnement des Ministères	
1 373 880 000	1 284 000 000	1 200 000 000	000 000 000 T	000 000 000 T	000 000 S6S	1 190 000 000 000 T	000 000 06T T	Contrepartie des Projets	
6SS 178 SOI E81	852 061 552 871	£9Z 618 008 ZZI	ZES E88 SZO #/LT	ZSZ #S8 8SZ 46I	185 279 405 280	73 486 841 842	ZS9 0SE T67 S9Z	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	59
2 214 681 338	£49 267 630 C	194 388 489 451	478 988 708 £	1 807 839 674	1 807 839 674	1 807 839 674	₽49 6E8 408 I	Subventions aux Organizares Auxiliaires	
29 T 78 T 89 T 7 T 8 T 8 T 8 T 8 T 8 T 8 T 8 T 8 T 8	989 774 888 79	286 \$67 SIZ I9	696 991 054 45	696 997 054 45	76E 6TÞ 069 8Þ	80⊅ ∠09 605 ₺₺	42 495 812 341	Rémunérations	
10 901 704 083	86Z 569 ZTE 6	8 102 344 172	4 436 821 019	3 402 775 328	2 3 3 2 4 000 E42	3 327 009 642	S#6 TZT 949 #	Investissements sur Ressources Propres	
207 860 707 228	078 978 024 202	200 580 612 826	870 145 980 461	214 958 541 028	669 891 605 061	216 487 686 022		Investissements sur Ressources Extérieures	
TSS ZSZ 1799 E	3 425 007 057	3 261 911 483	0SS 648 996 T	35 781 256 588	18 428 404 424	6TT TZ# S#T 6T	777 297 482 8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
72 253 374 437	20 797 546 202	19 620 326 606	18 686 025 340	278 078 037 81	7 463 973 341	778 777 478 9	P 8 774 474 844	Fonctionnement des Ministères	
13 665 830 803	12 771 804 488	11 936 265 877	10 367 872 264	11 367 872 264	11 367 872 264	12 862 221 456	7 862 221 456	Contrepartie des Projets	
329 342 785 606	318 691 153 745	306 651 344 402	289 102 445 844 289 102 445 844	343 856 155 252	281 624 682 468	307 997 760 165	71 954 216 037	AFFAIRES SOCIALES	<del>1</del> 79
392 159 400	399 204 113	342 527 208	320 118 886	320 118 886	320 118 886	320 118 886	320 118 886	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
8 278 437 259	0/1 948 608 C	689 6LL L9E L	955 582 056 9	955 584 056 9	842 940 776 548	3 882 029 460	3 937 802 010	Rémunérations	
188 633 407 020	Te3 223 576 885	20 308 325 732	07 T32 632 450	Te0 000 000 000				Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
780 626 711	739 877 531	ZSS 288 127	978 185 181	734 566 813	928 188 189 t	7 672 698 882	581 118 166 7	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres	
700 769 007 500 269 007	587 029 292 481 4 263 299 999	564 990 TE9 84T 666 666 #08 #	695 958 £40 66 000 000 001 tr	000 000 000 t5	72 624 900 498 2 624 900 498	2 573 420 54 585 2 573 421 861	168 ZE7 47Z	Fonctionnement des Ministères	
786 762 788 7 786 762 788 788 788 788 788 788 788 788 788 78	363 765 725 132	741 161 288 580	171 762 028 306	723 202 421 224 223 202 421 224	249 698 416 9Z	198 127 273 C	EE8 965 460 OT	PREVOYANCE SOCIALE	63
£45 296 848 £	211 S00 827 1	TSO 856 \$19 T	051 727 472	051 727 472	574 727 150	574 727 150	0ST 727 472	Subventions aux Organismes Auxiliaires	23
72 287 620 734	ZT9 898 S6T 89	011 527 755 110	ET9 T68 E98 ZS	ET9 T68 E98 ZS	20 244 806 616	20 598 407 212	59E 158 #8Z 8T	Rémunérations	
7 893 993 021	27 447 573 548	7 178 374 874	1 850 717 238	4 442 924 306	895 244 Sp S	718 182 819 6	8 237 394 120	Investissements sur Ressources Propres	
780 078 816 6	9 801 920 242	000 066 045 6					†	Investissements sur Ressources Extérieures	
ZST 9Z9 684 Z	2 607 127 244	2 482 978 328	SST 186 6T#	797 286 797 8 490 286 797	10 767 268 735	748 SO4 ST8 9T	ZZS 966 9EZ 6	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
T#S E0# 06T S	TE# ##8 058 #	1 E S 8 9 Z 9 Z 5 Z	16Z 0SE 8SE Þ	4 200 000 000	3 199 019 460	3 136 293 588	882 E6Z 9ET E	Fonctionnement des Ministères	
008 965 464	462 240 000	432 000 000	000 000 00⊅	400 000 000	200 010 000	400 070 000	400 020 000	Contrepartie des Projets	
95 393 243 836	66T 609 E60 06	82 141 544 644	<b>L</b> \$6 <b>L</b> 99 <b>L</b> 9\$ <b>S</b> 9	998 678 172 97	67S 9L0 Ett 0t	T#9 SET T## 8#	008 282 078 0 <del>p</del>	EMPLOI ET TRAVAIL	79
2 227 701 042	7 081 963 291	39E 09Z S#6 I	189 494 818 1	189 494 818 1	189 494 818 1	189 494 818 1	189 494 818	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
901 781 148 519	ZT8 757 S65 70S	368 486 278 129	347 628 564 273	347 628 564 273	761 628 423 137	119 911 802 972	124 572 877 601	Rémunérations	
339 754 422 303	339 754 422 303	332 349 084 828	176 375 351 284	379 415 928 813	\$15 6\$7 TTZ 0ZZ	744 300 667 274	20 000 000 000	Investissements sur Ressources Propres Mise à la Retraite	
25 151 083 863	52 954 934 925	38 737 334 718	75 541 177 990	066 771 847 7	9 894 502 613	31 301 721 822	17 957 283 336	Investissements sur Ressources Extérieures	
750 007 644 208	78 667 158 289	27 991 683 130	79 919 919 323 T 200 000 000	206 346 619 616 65	205 919 616 65 205 955 746 95	885 927 060 89	63 807 281 433	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
17 914 935 200 17 988 280 044	000 057 680 S1 002 688 S21 21	000 000 S6# TT 17 #25 L99 396	10 000 000 000 T	43 603 342 382 17 000 000 000	30 972 496 302 7 162 901 503	38 469 729 049 7 012 648 532	13 044 729 049 7 012 648 532	Fonctionnement des Ministères	
000 09E 944 8T	17 548 000 000	000 000 00 <del>1</del> 9T	70 000 000 000	77 000 000 000	13 000 000 000	TSS 9T6 099 TOT	TSS 916 099 T	Financement des Réformes	
336 072 186	314 080 122	763 238 463	870 826 972	840 826 942	840 826 947	951 978 855	951 978 855	Contrepartie des Projets	
1 082 997 659 250 1	961 717 639 280	640 2443 051 218	686 544 99T T4S	871 411 023 520	151 610 188 455	SZS 9/Z 081 ET9	682 050 824 672	FONCTION PUBLIQUE	19
2 713 505 100	SZO 986 SES 7	7 3 20 080 444	2 215 028 452	2 215 028 452	2 215 028 452	2 215 028 452	215 028 452	Subventions aux Organismes Auxiliaires	
2 633 275 031	2 314 410 406	2 013 294 723	775 808 345	4 729 806 342	4 314 573 002	3 438 265 716	188 001 470 8	snoiterations	
£42 816 626 TI	10 539 546 618	117 269 808 8	7 742 341 488	Te 000 000 000	100 000 000	20 575 574 923	11 825 054 134	Investissements sur Ressources Propres	
000 000 088 68	84 000 000 000	000 000 000 08	12 211 200 000	10 141 000 000	14 700 000 000	7 855 840 937	PSE 985 974 9	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
21 705 346 468	70 285 370 531	19 137 142 010	18 552 849 233	18 680 036 076	690 09Z ZZO 9T	TO 822 0t TS0	10 822 e47 126	Fonctionnement des Ministères	
131 912 045 141	122 375 013 630	888 605 ÞZÞ STT	48 124 525 815	018 018 S91 IS	37 402 361 523	tSI t89 0t6 tt	743 356 927	SPORTS ET LOISIRS	09
2 572 590 300	7 404 590 000	2 247 000 000	1 100 000 000	7 700 000 000	£29 £58 856 £	EZ9 158 859	828 821 623	eariellixuA samzinegaO xue snoifinavduC	
30 979 339	78 886 129 754	27 251 094 107	53 932 939 609	53 632 636 606	77 854 466 544	17 110 775 424	16 439 712 446	Rémunérations	
1 889 783 201	ZTE 66T ST9 T	1 404 521 145	1 221 322 735	2 290 428 777	2 000 000 000 000	817 697 724 81	2 776 882 021	Investissements sur Ressources Propres	
797 743 767 768 767 768 767 768 768 768 768 768	267 081 178 78	7 732 565 061 6 228 530 132	T 3 2 2 2 2 2 2 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3 3	T 320 222 52 238 269 363	1 370 772 513	7 257 849 728 217 849 728	7 429 710 000 1 429 450 470	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Extérieures	
907 TZ9 S99 OT	26Z 081 1ZE ZE STO ZT6 Z96 6	261 065 822 9 467 969 807 6	120 282 890 t	25 73 900 212 900 242	770 542 735 ST	212 849 213 212 849 213	074 094 542 4 074 094 542 4	Fonctionnement des Ministères	
007 8ZT TZ9 T	1 212 150 000	000 000 9T# T	400 000 000	400 000 000	000 098 888	854 278 915 7 864 278 915 7	856 720 000	Contrepartie des Projets	
069 6SÞ Z8T 06	84 558 372 233	247 204 883 02	38 052 222 211	\$05 0T9 8\$0 89	869 997 TS8 9t	ES6 ZES S6E 8ħ	368 241 998	IEDNESSE	65
4 900 172 000	000 009 645 7	4 280 000 000	7 000 000 000 000 T	000 000 000 7	3 782 812 456	3 382 812 426	1 382 812 426	SahisilisuA samzinganO xuo aroidhaydu2	73
₱68 Z88 Z6T 9TT	077 779 079 60T	103 415 702 113	92 845 001 993	866 T00 St8 Z6	Z40 146 SST 9S	41 151 097 332	94 736 911 409	Rémunérations	
-			1				734 S9S 48T	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
8707	/Z0Z	9707	LF RETCTIFICATIVE	LF INITIALE	\$Z0Z	5023	2022		
0000	Leuc	9606	3/(17/3)3173739 31	2 IAITIM 21	VEUE	2606	2002		SECTION
								CTODINGOU-NOUTCE	14011313
	SNOTICETONS		C707 13	PODE		SECULATION OF PRINCIPLE		SECTION-RUBRIQUES	CODE
	PROJECTIONS		57025	впре		IISTORIQUE LOIS DE FINANCES	н	зестном-вивяющея	

	PROJECTIONS		SZ0Z T:	BUDGI		TORIQUE LOIS DE FINANCES	SIH		CODE
8707	Z0Z	9707	JVITAZIFICATIVE	31AITIALE	2024	2023	2022	secтіом-виввідиеs	SECTION
2 923 098 750	2 498 375 000	2 172 500 000	720 000 000 T	145 180 648	320 000 000	397 269 419	397 269 419	Investissements sur Ressources Propres	
222 757 877 52	220 275 684 12	20 272 995 332	76Z 497 SZT 6T	767 734 521 61	521 475 175 TI	8 807 762 208	748 162 248 4	Rémunérations	
875 S69 069 6ST	149 013 326 305 149 013 326 302	139 379 209 473	243 289 827 107	137 387 215 232	77 743 112 744	114 877 318 345	<del>νν. 905 788 ε8</del>	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	04
273 098 225 6 273 098 275 6	S97 LSL STL 8	107 500 000 000 100	000 000 000 STZ	000 000 000 S8	40 000 000 000 000	000 000 000 SZ	000 000 000 09	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	
TO 509 652 600 270 600 675 6	0 230 520 000	000 000 S80 6	000 000 006 Z	31 775 876 234	71 141 627 412	75 489 896 680	2 273 039 733	Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
-	-	-		L		1		Investissements sur Ressources Extérieures	
4 294 301 748	47E E4E 078 E	3 191 602 934	668 908 544 7	668 908 524 7	7 242 886 384	T96 STZ ZSE 9	7 676 328 264	Investissements sur Ressources Propres	
900 984 984 71	75 063 005 667	11 380 194 025	660 ZEO 9EZ OT	10 736 032 099	Z16 141 128 7	\$06 544 568 S	746 978 882 8	Rémunérations	
77 329 624 728 726 007 791 322	9t/ 66t 919 0T 7tl 66b 3ts 382	862 S9S STO OT 251 885 085 827	2 2 2 3 1 1 0 28¢	#87 011 526 S	#08 #55 564 9	ESS ZTT ZZT 9	83 211 72 19 23 202 141 518	и <b>имеяю</b> ие Fonctionnement des Ministères	īΔ
10 274 295 150	000 571 709 6	9 144 900 000	179 000 000	180 000 000	000 000 000 9	10 000 000 000	CCC 777 7/7 0	Poncuomiement des remisseres Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
120 278 334 650	148 514 397 651	145 015 000 000						Investissements sur Ressources Extérieures	
72 146 760 950	842 868 898 19	23 620 781 085	191 994 979 97	39 626 766 161	88 132 718 003	000 000 ZS9 09	999 870 968 47	Investissements sur Ressources Propres	
778 S77 846 11	047 104 272 11	TO 634 341 264	996 702 120 251	996 #09 S#T 8	9 200 161 184	662 279 870 9	23C C03 031 0C	Rémunérations 3 Marzeren 1	VL
0†8 8†6 7 <u>4</u> 9 4 <u>7</u> 0 8†8 8†0	261 424 275 9T 261 424 262	72 281 895 846 727 893 442 511	12 935 107 472 12 935 107 472	73 000 000 000 T	149 523 523 671 749 523 523 671	3 053 160 462 24 017 705 821	29 793 160 462 28 383 367	PUKIEFEUILLE Fonctionnement des Ministères	ħΔ
752 962 204 711	211 187 957 207	701 176 625 911	755 669 033 361	165 925 179 183	75 737 683 280	3 399 508 199	205 208 699	Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
3 795 452 331	3 243 976 351	7 8 7 0 8 4 6 0 0 7	245 212 175	12 141 967 686	11 609 598 962	8 626 632 107	17 860 418 227	Investissements sur Ressources Propres	
70 364 249 381	19 211 550 020	18 154 109 453	29t 9TZ 860 ZT	29t 9TZ 860 ZT	11 087 293 116	7 102 270 188	70T 097 6T9 S	Rémunérations	· · · · · ·
000 709 0ST ZT	16 028 600 000	14 980 000 000	7 898 434 892	14 000 000 000	TS 866 434 865	T 866 434 865	7 898 434 892	sentielikuA semzinegaO xus anoitnevdu2	
S97 095 774 £	9ET 477 172 E	805 87 <u>5 9</u> 21 8	97£ 720 999 S	£28 Z87 Z18 4	246 960 0 <del>1</del> 8 E	SZ6 960 0 <del>ν</del> 8 ε	997 970 263 799	COMILE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA SI SYLVESTRE	94
667 681 966	980 810 186	980 810 186	087 262 780	732 518 257	677 458 327 I	1 756 834 779	076 897 908 2	Fonctionnement des Institutions	
7 481 501 499	7 340 756 100	7 508 500 472	7 083 764 596	7 083 704 296	301 535 580 5	301 (3( \$80 (	201 CAC 580 C	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Rémunérations	
90+ 107 19+ 7	17/ 969 TE/ 799	7/# 007 907 7	8 <b>56 018 869 851</b>	738 248 618 104	2083 262 196 2 083 262 196	9 <b>te 29t 8et 8s6</b> 96t 797 880 7	961 793 803 785 961 797 880 7	KEMUNEISTION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	LL
7 040 230 000 000	000 000 000 585	000 000 059 091	42 000 000 000 000	72 000 000 000 T	700 000 000 000 000	000 000 000 648	000 000 000 005	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	,,
25 283 747 008	73 629 670 101	101 070 620 82	73 166 343 237	78 700 000 000	25 474 989 023	18 125 585 696	15 231 832 813	Fonctionnement des Institutions	
281 789 037 185	2 316 857 183	7 206 530 650		4 413 061 299	4 284 525 533	3 211 313 833	211 313 833	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
489 237 380	209 IST 8T#	863 623 103 363 610 603	319 182 900	210 201 783 210 201 783	891 898 567 8	871 660 798 88	42 022 222 176	Investissements sur Ressources Propres	
126 820 69 <b>T ZST</b>	058 4TO 498 TOT	E7T 79Z 6Z9 S6	700 074 320 423 60 216 285 022	757 982 933 244 779 282 975 06	25 352 356 950 27 253 880 910	707 570 471 396 71 71 71 71 396	708 248 060 59 085 474 112 42	Rémunérations PROMENTION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	8/
80 074 650 748	SZT 857 880 95	25 913 939 249	77 075 ATO 007	675 161 971 97	711 4/1 098 74	942 844 610 24	942 877 920 71	Fonctionnement des Ministères	0.
4 002 380 317	3 740 542 352	3 562 421 288	1 328 627 207	25 779 621 198	810 984 770 71	967 215 491 25	9 400 500 300	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
-	-	-						Investissements sur Ressources Extérieures	
351 055 655 CV 3 732 861 598	866 674 061 8	2 774 330 433	75 124 940 246	161 109 871 21	12 205 629 776	728 827 468 15 74 864 718 952	2 183 831 560	Investissements sur Ressources Propres	
971 920 533 240 971 920 526 520 520	58 490 841 311 118 148 064 68	17 350 524 53 11 350 054 763	98 146 708 180 998 040 340 340	72 448 811 446 32 146 708 180	776 EZA 888 TE	792 ZES 965 87 T99 825 805 TZ	13 882 134 090	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD Admunérations	
77 827 401 281	72 229 300 851	746 076 262 48	290 751 66E 75	875 ES6 466 85	24 029 480 781	757 759 05C 97	050 507 788 ST	Rémunérations  CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	62
74 334 362 456	22 742 394 790	22 742 394 790	78 249 934 674	23 307 127 955	18 461 025 414	14 138 319 360	10 201 884 800	Fonctionnement des Institutions	
I/I /64 686 I	0ST 848 6S8 T	1 770 803 000		000 909 T+S T	2 380 500 000	7 200 550 000	282 992 425	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
10 831 275 000	000 005 457 6	000 000 050 8			000 000 000 Z	₱8S 6TT 6Z0 9	767 957 986 6	Investissements sur Ressources Propres	
\$89 997 7.29 07	016 790 028 88	ZSS ZZT 86T 9E	868 612 641 48	868 612 601 98	498 097 817 EZ	870 950 851 31	242 889 521 8	Rémunérations	- 08
008 012 85 <del>7</del> 82	56 52 626 494 56 628 626 494	622 490 001 ST	77. 957 251 962 921 757 51	728 617 967 81 200 000 000 51	72 Seo 845 074	257 95T 0 <del>7</del> 9 9	012 756 251 p	Fonctionnement des Institutions  FONCET SUBERIEUR DE L'ANDIO-VISUEE ET DE LA COMMUNICATION	08
000 008 868	840 000 000	000 000 008	234 299 815	000 000 009 T	1 433 248 846	1 083 122 114	83 122 114	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
827 147 920	750 phe 907	\$55 TSZ \$19		234 200 815	τ 200 000 000	4 073 698 102	73 698 102	Investissements sur Ressources Propres	
Z68 061 SZS 01	T8T S6S 946 6	977 788 777	4 162 153 062	4 162 153 062	716 EE7 43E E	3 371 049 444	701 317 212 E	Rémunérations	
821 461 247 28	30 707 717 81	040 797 210 81	22 080 122 185	258 225 295 91	7EC 919 6CE C1	742 460 627 41	287 524 157 9 888 158 928 4	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	18
168 206 927 T 168 206 927 6T	000 000 050 T \$60 262 ST0 8T	000 000 000 T	\$95 STO 9T9 ET	ZS8 ZZS Z9S 9T	12 329 616 234	081 016 900 01	989 1/8 659 1/	Fonctionnement des Institutions Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
175 412 92	786 998 0S	44 232 160	38 462 748	38 462 748	38 263 943	88 263 943	28 263 943	Investissements sur Ressources Propres	
12 282 276 866	71 287 053 647	10 931 185 989	8 425 644 043	8 425 644 043	2 599 991 470	4 683 620 124	EST 789 SS0 8	znoitsrànumà Я	
₱6T 6E6 60S ZE6	252 \$06 Z90 OT8	075 TS8 S08 997	302 928 841 298	EZ9 66E ETE EZT	S61 S91 121 418	Z0E 18Z 16E 689	214 034 443 257	PECHE ET ELEVAGE	78
28 840 979 342	76 954 186 301	25 428 477 642	\$24 212 42 \$4 217 454	799 866 339 682	027 274 235 78A	10 348 303 314	10 348 303 314	Fonctionnement des Ministères	
4 314 240 000 696 643 474 463	4 035 000 000 905 805 539 625	3 840 000 000 194 924 298 450	000 000 009 T	89T 690 996 07 499 688 996 687	822 101 150 St 825 101 150 St	11 849 410 123 450 028 200 139	8 231 173 824	Fonds de Pèrèquation Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	
	-							Investissements sur Ressources Extérieures	
70 644 805 660	17 645 133 043	12 343 263 620	13 345 522 609	E98 969 99E 99	42 181 178 241	64 632 427 139	139 821 828 398	Investissements sur Ressources Propres	
168 134 021 884	748 785 884 842	44 839 379 224	068 890 788 95	309 978 878 868	242 788 808 233	179 493 133 090	21 226 608 478	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	
978 714 259 E1	124 267 529 75	12 399 802 284	889 976 262 II	889 976 269 II	0.00 \$22 200 6	044 708 900 E	\$40 839 543 \$400 259 543	Rémunérations A REA PLES COLITI IMIE PES	cð
3 783 524 626 40 412 504 388	281 272 272 E 3 536 004 323	382 883 883 920 382 883 883 920	986 Z00 Z1Z TE	33 672 755 438 33 672 755 438	288 184 533 24 007 346 793	31 024 300 408 31 024 300 408	20 214 063 074	Fanctionnement des Ministères	£8
7 326 202 500	7 770 120 000	7 112 000 000	700 000 000 006 700 //T S	000 000 090 T	7 000 000 000 7	1 000 000 000 t	501 070 199	Fonctionnement des Ministères Interventions Économiques. Sociales. Culturelles et Scientifiques	
000 707 070 7	000 00/ 077 7	000 000 CTT 7	000 000 00 <del>7</del>	000 000 000 7	000 000 000 7	000 000 000 7	66T 6/0 T#7	Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	

ET GENER	LA SE	20 408 330 686 833	90 299 1E9 66Z 0E	982 246 572 995 75	89Z 9SE 889 66Z 9₱	\$16 STE S09 6\$4 S\$	23 654 058 861 439	914 866 696 988 65	941 115 918 2/2 59
	Fonctionnement des Institutions	699 780 884	248 174 5e7	248 174 567	₱69 986 709	422 055 686	008 967 087	430 496 800	94S 189 09 <del>b</del>
<b>E6</b>	ОРРОSІТІОИ РОLІТІQUE	699 750 587	248 124 267	248 124 267	₱69 986 <b>709</b>	989 550 777	008 96† 08†	008 964 054	945 159 094
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	973 222 282	913 222 282	613 222 785	973 222 282	L87 222 E18	7 656 148 380	797 842 078 767	3 041 054 581
	Rémunérations	78£ 978 077 a£	18 832 104 148	27 100 536 668	38 114 624 98	384 114 674 88	t/T 9/T 899 Tt	44 T68 266 744	46 818 362 749
	Mise à la Retraite		238 153 065				=		
	Investissements sur Ressources Propres	16 S82 748 193	975 470 899 8	TO 000 000 000	₽Z8 00₽ Z06 8	1 930 724 210	7 550 335 845	897 288 822 2	7 987 457 839
	Investissements sur Ressources Extérieures	179 288 600 000	868 898 496 481	121 411 279 790	STT 069 46T #ET	STT 069 46T #8T	678 247 656 29	64 478 535 103	62 244 360 335
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	878 113 878	7 029 142 847	685 728 IIE 4	672 582 519 54	114 752 571 2	85 846 608 28	STZ 86E 266 98	93 081 899 652
	Fonctionnement des Ministères	4 392 444 667	4 392 444 992 4 395 444	4 980 293 560	8 028 322 916	8 028 322 917	8 429 739 063	8 935 523 407	5 <del>7</del> 0 010 195 6
06	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENUES ENTREPRISES	016 S00 Z06 Z/I	ETE 544 840 841	ZÞE 066 9TÞ 89T	\$27 054 £42 TEZ	SZ6 806 ZZÞ 88T	728 742 887 00Z	₩ 505 S8T 026 60Z	878 180 <del>A</del> E7 0 <u>5</u> 2
	Rémunérations	12 222 625 848	18 708 985 242	960 272 085 07	24 119 948 180	24 119 948 180	140 St 142 071	28 161 173 775	79 850 844 202
	Investissements sur Ressources Propres	1 020 292 182	787 767 700 787	76 400 000 000	26 330 724 210	26 330 724 210	30 280 332 842	84 282 382 768	40 742 187 839
	Fonctionnement des Institutions	S 442 434 822	43 301 804 366	195 226 692 07	∠18 ⊅16 96Z 08	898 644 904 85	878 070 800 44	878 070 800 44	708 989 887 89
58	COUR DES COMPTES	22 021 352 885	87 011 081 823	117 250 447 657	130 747 587 207	857 121 721 901	150 822 248 551	126 931 626 921	139 180 ET
	Sansingano aux Organismes Auxiliaires		3 233 720 800	3 233 720 800	3 233 720 800	7 233 720 800	3 460 081 256	3 702 286 944	3 961 447 030
	Rémunérations	8SI 494 687 I	31 576 253 5	68t 899 S60 L	10 015 996 243	£42 699 ZTO OT	917 924 519 01	11 250 235 499	11 925 249 62
	Investissements sur Ressources Propres	988 978 911	988 948 611 51	000 000 000 9	2 984 255 502	1 984 255 502	7 281 893 827	7 624 177 901	3 070 288 144
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	252 512 372	007 627 992 8	1 000 211 680	85E 174 E38 Q1	T2 604 426 621	21 290 094 443	22 354 599 165	73 919 421 10.
	Fonctionnement des Ministères	2 416 131 118	2 416 131 118	SZ6 9SS 69S Z	8 376 506 803	8 237 023 302	L9t tL8 8t9 8	SE6 908 L9T 6	0 809 553 420
	Contrepartie des Projets	1 080 000 000 T	1 080 000 000 t	000 000 075	240 000 000	240 000 000	229 500 000	000 481 365	988 867 888
1/8	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	785 786 723 8 5 657 984 534	29 251 980 120	75 445 457 894 75 445 457 894	900 429 096 74	38 912 099 097	607 573 709	744 O42 469 64	23 322 752 71
	Rémunérations	114 084 141 71	24 242 746 944	27 219 162 258	27 354 272 277	77. 354. 272. 277	78 952 S66 8Z	166 092 267 06	32 575 975 55
	Investissements sur Ressources Propres		3 000 000 000	1 300 000 000 T	2 081 480 175	1 081 480 T	1 243 702 201	1 430 257 531	TE TO# EL9 T
ECTION		2022	2023	2024	3JAITINI 3J	LF RETCTIFICATIVE	9707	7202	8202
CODE	SECTION-RUBRIQUES	1	HISTORIQUE LOIS DE FINANCES		BUDG	ET 2025		PROJECTIONS	

ANNEXE 3.2 : CDMT CENTRAL
Allocations des dépenses intersectorielles par Section 2026-2028 (en %) hors dettes, frais financiers, TVA et charges communes

81,0	81,0	61,0	61,0	21,0	ττ'0	21,0	91'0	TOURISME	۷S
1/8'0	06'0	96'0	16'0	16'0	76'0	88'0	04'0	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	95
90'0	90'0	90'0	90'0	۷0'0	۷0'0	۷0'0	80'0	AFFAIRES FONCIERES	SS
11,0	11,0	11,0	01,0	91'0	SZ'0	S0'0	S0'0	SNIAMUH STIOAG	t/S
06,0	16,0	66,0	78'0	<b>L</b> Z'0	87'0	68'0	ZS'0	COMMUNICATION ET MEDIAS	23
16,0	££'0	ħ£'0	<b>7</b> E'0	<b>7</b> 8'0	<b>7</b> £,0	77'0	ZE'0	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INF	25
τς'τ	∠ <b>⊅</b> 'Ҭ	1°36	04'0	18'1	88'0	06'0	2,33	NOITAZINUMMODES DE COMMUNICATION	τs
T0't	17,4	60't	55'7	75'7	TS'Z	98'ī	66'7	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	05
۷0'0	90'0	90'0	60,03	80'0	<del>1</del> 0'0	90'0	£1,0	НАДВОСРИВПИЕ?	67
۷0'0	80'0	80'0	80,0	60'0	01,0	<b>⊅</b> T'0	81,0	MINES	87
11,0	11,0	21,0	21,0	<b>⊅</b> ፒ'0	ST'0	68,0	<b>7</b> 7'0	COMMERCE EXTÉRIEUR	Lτ
61,0	61,0	07'0	ST'0	15,0	15,0	77'0	16,0	INDUSTRIE	97
4,25	87't	68'7	67'7	70't	SS't	ST't	84,8	DÉVELOPPEMENT RURAL	S7
4,12	SI't	80'8	88'S	76'9	96'9	9 <del>†</del> 'S	99'8	AGRICULTURE	77
61,0	<b>17</b> '0	<b>⊅</b> ፒ'0	07'0	<b>7</b> 7′0	7,32	77'0	16,0	TATIBAH T3 3M2INABAU	43
<i>۷</i> ۵/6	<del>1</del> /86	91'6	12,6	18'4	۷9' <del>۱</del>	<del>1</del> 0'9	97'9	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	77
<b>⊅6</b> ′0	88'0	16'0	95'0	76'T	09'7	78'0	<b>7</b> S'0	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Ţþ
<i>LL</i> 'T	ħĽ'Ţ	TL'T	98'ī	τ8'τ	TL'T	80'7	7,14	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	07
£7,11	0٤'٢٦	99'07	13,44	91,41	J4'22	TO'ST	£6'9Ţ	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	38
<b>11'11</b>	ττ'ττ	60'TT	78,21	13,42	14,90	86'6	6,23	SANTE	37
66,0	<b>7</b> 8'0	98'0	<del>1</del> 0'0	S0'0	S0'0	90'0	90'0	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	38
80'0	<del>1</del> 0'0	<b>†0</b> '0	<del>1</del> 0'0	<b>⊅</b> 0′0	50'0	<del>1</del> 0'0	70'0	REFORMES INSTITUTIONNELLES	32
87'0	67'0	67'0	62,0	78'0	<i>L</i> Z'0	<i>L</i> Z'0	<b>7</b> £'0	JUSTICE	34
70'0	70'0	70'0	60'0	60'0	60'0	60'0	<del>7</del> 0'0	RECONSTRUCTION	33
۲۲٬۲	7,20	<b>۷</b> ۲'۲	04'0	SL'0	τ9'0	7)05	7,42	NAJ9	35
17'1	7,24	1,229	J'52	1,29	80'ī	1,93	1'86 1	BUDGET	37
SE'9	<b>7</b> Z'9	SS'9	88 <b>'</b> S	<b>77</b> '9	Zħ'9	ST'Z	S9'9	FINANCES	30
81,0	81,0	61,0	11,0	62,0	11,0	1,85	1,03	ÉCONOMIE NATIONALE	57
S0'0	50'0	S0'0	60,03	70'0	60,0	70'0	<del>1</del> 0'0	ANCIENS COMBATTANTS	78
94'8	19'8	78,81	18,44	L9'L	<b>۷</b> ۲'۷	09'L	18'9	DELENZE	۲۲
10'0	10'0	10'0	10'0	70'0	70'0	70'0	£0'0	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	97
68'S	11'9	<b>†0</b> ′9	58'9	90't	6 <b>t</b> 't	99'8	7S't	INTÉRIEUR ET SECURITE	52
80'0	60,03	<b>⊅</b> 0′0	60,03	£0 <b>'</b> 0	<del>1</del> 0'0	0 <del>1</del> ′E	82'7	DECENTRALISATION	77
<del>1</del> 0'0	10'0	S0'0	S0'0	S0'0	90'0	90'0	21,0	COOPÉRATION INTERNATIONNALE	73
64'0	18'0	08'0	95'0	88,0	88,0	87'0	04'0	AFFAIRES ÉTRANGERES	77
SZ'0	97'0	87'0	06,0	08'0	₱ <b>£</b> '0	98'0	61/0	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7.7
<b>∠</b> Ѣ'Ҭ	ts't	J't2	1,40	9S'T	1,73	τ//τ	36'ī	POUVOIR JUDICIAIRE	70
62'7	59'7	⊅6′T	2,23	<b>∠</b> ₽'ፘ	95'7	79'7	7,39	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	4T
89'0	02'0	14'0	72'0	94'0	78'0	86'0	J'02	TANÀS	LΤ
6 <b>L</b> 'T	1,84	68°T	1,83	∠6'T	7,21	69'7	68'7	ASSEMBLEE NATIONALE	9T
90'0	90'0	90'0	90'0	90'0	90'0	80'0	ST'0	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	ST
00'0	00'0	00'0	το'ο	10'0	το'ο	το'ο	£0'0	VICE-PRIMATURES	77
0/,7	09'7	09'7	7,11	81,8	3,21	88'0	95'0	BAUTAMIA9	ΤŢ
08'7	<b>L8</b> '7	80'8	2,03	91'7	1,88	1,88	30'8	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	10
5028	<b>2077</b>	5026	EF RETCTIFICATIVE	31AITINI 31	202 <del>4</del>	5023	2022	гестіом-кивкідиез	SECTION
	PROJECTIONS		ET 2025	BUDG	NCES	TORIQUE LOIS DE FINAI	SIH		3000

100,00	00'00τ	00'00τ	00'00τ	00'00τ	τοο'00	00'00τ	τοο'00	UDGET GENERAL	
00'0	00'0	00'0	00'0	00'0	00'0	00'0	00'0	OPPOSITION POLITIQUE	
۷٤'0	86,0	14,0	£þ'0	ZS'0	84'0	£9'0	76'0	ENTREPRENARIAT, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	
62,0	62,0	<b>1</b> 77'0	97'0	67'0	88,0	16,0	21,0	CONB DES COMPTES	
60'0	60'0	60'0	60'0	11,0	۷0'0	01,0	60'0	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	1/8
۷0'0	۷0'0	۷0'0	۷0'0	80'0	0τ'0	11,0	11,0	AFFAIRES COUTUMIERES	
35°T	8b'T	<b>7</b> S'0	τι'0	£9'ī	75,31	57'7	<b>1</b> '1't	PECHE ET ELEVAGE	
S0'0	90'0	90'0	50'0	90'0	50'0	50'0	50'0	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	
S0'0	S0'0	50'0	<del>1</del> 0'0	<del>1</del> 0'0	1000	S0 <b>'</b> 0	<b>70</b> '0	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	
£1,0	£1,0	<b>⊅</b> T′0	21,0	£1,0	ST'0	<b>⊅</b> T'0	ST'0	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	
92'0	57'0	77'0	<b>7</b> 7′0	64,0	86,0	<i>∠</i> ₺'0	98'0	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	
96'ī	17'71	ZS'0	<b>7</b> £,0	15,0	88'0	14,8	11,5	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	
το'ο	10,0	10,0	10,0	το'ο	το'ο	10,0	70'0	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	92
۷۴٬0	64,0	TS'0	<b>7</b> £,0	09'0	81,0	60'0	91'0	PORTEFEUILLE	ħΔ
64,0	<i>t</i> t'0	9†'0	<b>17'0</b>	11,0	57'0	67'0	67'0	NUMERIQUE	TΖ
۷۲'0	۷۲٬۵	87'0	ZS'0	15,0	77'0	14,0	St'0	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	0۷
90'0	90'0	90'0	90'0	۷0'0	60'0	90'0	<b>70'0</b>	INTEGRATION REGIONALE	69
21,0	21,0	21,0	21,0	01'0	۷0'0	۷0'0	<del>1</del> 0'0	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP	89
18'0	88,0	56,0	14,0	<i>t</i> t'0	ZS'0	97'0	7,42	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	<b>S</b> 9
SS'0	85'0	79'0	89'0	<i>LL</i> '0	08'0	60'ī	86,0	AFFAIRES SOCIALES	79
۷9'0	<b>49</b> '0	6 <del>1</del> '0	07'0	05'0	80'0	<del>1</del> 0'0	S0 <b>'</b> 0	PREVOYANCE SOCIALE	<b>E9</b>
9T'0	9T'0	۷۲٬0	ST'0	۷۲٬0	ττ'0	۷۲٬0	77'0	IIAVART T3 IOJ9M3	79
1,80	9 <b>L</b> 'T	₱9 <sup>°</sup> T	7,27	96'ī	∠S'ī	81,2	6 <b>7</b> 'T	FONCTION PUBLIQUE	τ9
77'0	77'0	62,0	11,0	21,0	ττ'0	91'0	۷۲٬0	SPORTS ET LOISIRS	
ST'0	ST'0	01'0	60'0	ST'0	61,0	۷۲٬0	07'0	1ENNE22E	65
62,0	<b>1</b> 77'0	57'0	<b>⊅</b> Z'0	۷۲٬۵	SZ'0	08'0	<i>L</i> Z'0	CULTURE ET ARTS	89
8202	7202	9707	LF RETCTIFICATIVE	LF INITIALE	2024	2023	2022	CTODWIGON-MOUNTS	
PROJECTIONS			BUDGET 2025		HISTORIQUE LOIS DE FINANCES			SECTION-RUBRIQUES	CODE

## 'ANNEXE 4 : CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME PROVINCES 2026-2028 HORS RECETTES A CARACTERE NATIONAL (en milliards de FC)

B.10		PROJECTIONS						
N°	PROVINCES	2025	2026	2027	2028			
1	BAS UELE	20,09	27,53	29,74	30,01			
2	EQUATEUR	48,67	64,24	69,38	70,03			
3	HAUT-KATANGA	1130,97	1490,84	1613,42	1622,81			
4	HAUT-LOMAMI	47,12	62,20	67,18	67,80			
5	HAUT-UELE	112,79	149,90	162,99	165,62			
6	ITURI	84,20	111,15	121,14	122,27			
7	KASAI	36,31	47,93	51,76	52,24			
8	KASAI-ORIENTAL	43,26	57,10	61,67	62,24			
9	KONGO CENTRAL	672,09	869,82	941,62	960,35			
10	KWANGO	125,15	166,22	180,61	182,29			
11	KWILU	204,72	271,25	294,05	297,89			
12	LOMAMI	30,90	40,79	44,05	44,46			
13	LUALABA	1895,76	2508,52	2720,24	2789,90			
14	KASAI CENTRAL	46,35	61,18	66,08	66,69			
15	MAI-NDOMBE	85,75	113,19	123,35	124,49			
16	MANIEMA	70,30	92,79	101,32	102,26			
17	MONGALA	20,09	26,51	28,63	28,90			
18	NORD-KIVU	506,77	652,62	699,33	666,91			
19	NORD-UBANGI	11,59	15,30	16,52	16,67			
20	SANKURU	139,83	184,57	200,44	203,41			
21	SUD-KIVU	261,88	343,65	367,84	376,80			
22	SUD-UBANGI	22,40	29,57	31,94	33,35			
23	TANGANYIKA	122,83	169,27	177,31	180,07			
24	TSHOPO	73,39	96,87	105,73	107,82			
25	TSHUAPA	27,04	35,69	38,55	38,90			
26	KINSHASA	1884,94	2508,52	2698,21	2700,98			
	TOTAL	7 725,18	10 197,24	11 013,10	11 115,15			